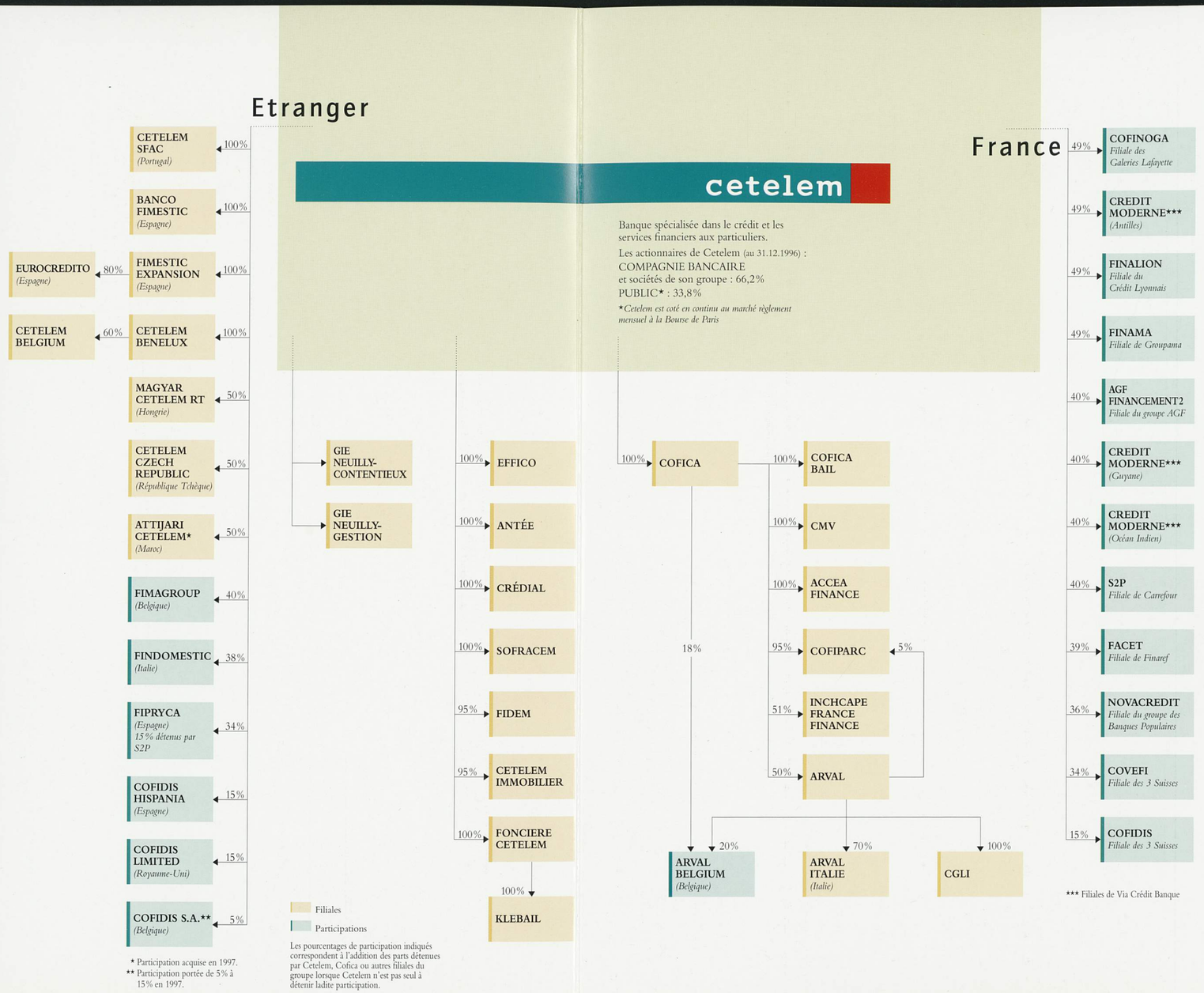
# cetelem

*Exercice 1996*

COMPAGNIE BANCAIRE



Jacques de Fouchier, Président d'Honneur Fondateur de Cetelem, est décédé.

C'est pour nous tous une très grande peine que de voir s'éloigner, cette fois définitivement, celui qui au fil du temps, après avoir créé puis fortement orienté l'entreprise, ne lui avait jamais ménagé ses appuis, toujours importants, souvent décisifs.

Notre reconnaissance, il le savait, lui était absolument acquise, et sans borne. Elle le reste.

Nous continuerons de nous inspirer de ses leçons, tout particulièrement de celle-ci, qu'il condensait lors de son intervention, le 21 mars 1996, lors du dîner du cinquantenaire de la Compagnie Bancaire : « L'équipe prime l'idée. Ce qui prime dans l'équipe, c'est l'esprit ».

Grande leçon, à la fois par son exigence et par sa modestie, et que Jacques de Fouchier sut toujours lui-même mettre en œuvre.

Jacques de Fouchier était légitimement fier de la Compagnie Bancaire et des sociétés de son groupe.

Cetelem s'attachera, demain comme hier, à ne pas le décevoir.

*Assemblée générale mixte à caractère ordinaire et extraordinaire du 27 mars 1997*

**Président d'honneur, fondateur**

Jacques de Fouchier †

**Conseil de surveillance**

Président
Bernard Müller

Vice-Président
Bernard Auberger

René Barberye
Jean-Paul Betbeze*
Gérard de Chaunac-Lanzac
Jacques Dermagne
Philippe Dulac
Denis Kessler
Lapo Mazzei
Gérald de Roquemaurel*
Paul Villemagne*
Philippe Wahl*

**Directoire**

Président
Marc Mangez

Jacques Campagne-Ibarcq
François Julien-Labruyère
Michel Masson
Michel Peyrat
Bruno Salmon

**Directeur général adjoint**

Michel Riboust

**Directeurs**

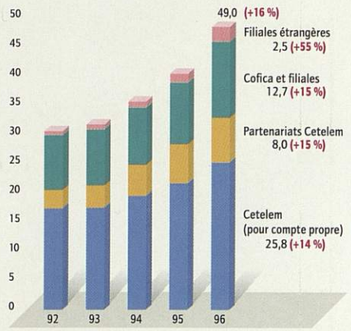
Alain Ambrosini
Julien Boyer
Paul Defourny
Marcel Doucet
Bernard Drot
Jean-François Trussant

**Commissaires aux comptes titulaires**

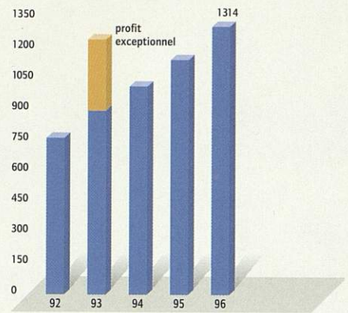
Mazars & Guerard
Ernst & Young Audit*

** sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale des résolutions qui lui sont proposées*

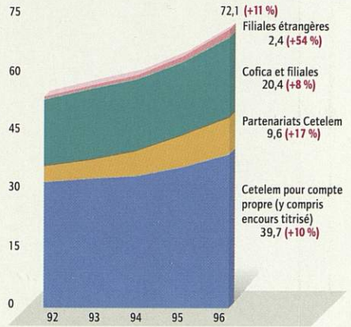
**Crédits distribués**
(en milliards de francs)




**Résultat net consolidé total**
(en millions de francs)

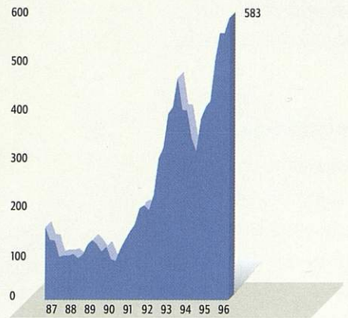



**Encours gérés**
(en milliards de francs)




*Taux de croissance 1996/1995*

**Cours ajusté de l'action Cetelem**
(en francs, moyenne trimestrielle)




## Chiffres clés du Groupe Cetelem

**Résultats (en millions de francs)**

| | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|---|---|
| Résultat net consolidé (1) | 755 | 887 | 1 006 | 1 135 | 1 314 |
| Fonds propres consolidés au 31/12, après répartition (2) | 5 451 | 6 519 | 7 497 | 8 674 | 9 586 |
| Rentabilité des fonds propres consolidés de début d'exercice (3) | 16,1 % | 16,3 % | 15,7 % | 15,1 % | 15,3 % |
| Résultat par action ajustée (en francs) (4) | 18,2 | 21,1 | 23,7 | 26,3 | 30,4 |
| Dividende par action ajustée (en francs) | 2,5 | 6,7 | 3,3 | 5,0 | 10,0 |
| Fonds propres par action ajustée (en francs) (4) | 131 | 155 | 176 | 201 | 222 |

*(1) hors profit exceptionnel en 1993.*
*(2) diminués en début d'exercice 1994 d'un montant de provision de 113 millions de francs pour engagements de retraite.*
*(3) nets du montant du Fonds pour risques bancaires généraux.*
*(4) sur la base d'un nombre d'actions intégrant les actions futures à créer par exercice de droits de souscription.*

## Faits marquants

On n'a retenu ici que les faits nouveaux initiés en 1996.
Bien entendu beaucoup d'autres événements sont intervenus, en concrétisation, prolongement voire accomplissement de décisions antérieures, et ce dans tous les domaines : commercial, marketing, communication - sélection et maîtrise des risques - techniques et technologies de l'information et de la communication - développement des partenariats en France et à l'international.

# France

*Cetelem a poursuivi en 1996 son développement en France, tant en termes de couverture géographique qu'en termes d'élargissement d'une gamme de produits adaptée à l'attente de ses clients.*

### Antilles

• Création de deux agences aux Antilles (Guadeloupe et Martinique) où Cetelem n'était jusqu'alors pas présent, afin d'y développer d'abord le crédit sur le lieu de vente et ensuite l'approche directe de la clientèle par la commercialisation d'une gamme large de produits financiers, à l'instar de l'activité de Cetelem en métropole. Les Antilles comptent aujourd'hui 750 000 habitants.

### Cetelem Immobilier

Création de Cetelem Immobilier en partenariat avec UCB, qui en détient 5 %, pour la commercialisation par les agences Cetelem de crédits immobiliers créés et gérés par l'UCB (spécialiste de ce domaine d'intervention au sein de la Compagnie Bancaire).
Réciproquement, l'UCB diffuse, depuis plusieurs années, des crédits à l'équipement des ménages (prêts personnels, cartes Aurore).

### Produits financiers

Développement d'une gamme large de produits financiers, en collaboration avec Cardif, Cortal, Europe-Assistance (épargne, assurance, prévoyance, garantie, assistance) commercialisée à la fois par les agences Cetelem et une plate-forme spécialisée dans la vente à distance de ce type de produits.

### Crédits renouvelables

Élargissement de la palette de crédits renouvelables diffusés par Cetelem.
Après Aurore (1985) carte de paiement à crédit détenue par plus de 5 millions de clients en France et acceptée par plus de 100 000 commerçants, après Découvert Liberté, crédit renouvelable assorti d'un chéquier ou d'une carte bancaire (1994), Cetelem a élargi sa gamme en lançant Axedis (1996) carte de paiement à crédit à remboursement mensuel important, destinée à une clientèle souhaitant des réponses appropriées à ses besoins de gestion de trésorerie à court terme.

### Crédial

Lancement de Crédial, prêt personnel couvrant un risque supplémentaire, qui permet l'accès au crédit à des populations ne satisfaisant pas aux exigences habituelles des normes de sélection.

# International

*L'implantation internationale de Cetelem, initiée dès 1984, a été confirmée comme un axe majeur de développement en 1996, aussi bien dans l'Europe des quinze que dans l'Est de l'Europe et au Maghreb.*

## ▼ Belgique

Premier exercice opérationnel de Cetelem Belgium (60 % Cetelem, 40 % GIB), société destinée à financer les opérations de crédit réalisées hors le Groupe GIB. Création de Cetelem-Services (Groupement Européen d'intérêt économique), qui fournit toutes prestations informatiques, comptables et de recouvrement des impayés à Cetelem-Belgium et à Fimagroup (GIB 60 %, Cetelem 40 %). Cetelem Belgium a vocation à développer des activités commerciales dans l'ensemble du Bénélux, notamment en nommant des accords de partenariat avec d'autres institutions financières (banques, caisses d'épargne et compagnies d'assurance).

## ▼ Tchéquie

Création de Cetelem-CR en République Tchèque en partenariat (50/50) avec la Banque Municipale de Prague, afin de développer le crédit sur le lieu de vente, notamment en automobile. Le démarrage opérationnel est prévu en 1997. L'activité principale de la Banque Municipale de Prague est de financer les investissements de la municipalité (infrastructures, technologies, transports, équipements sportifs…). La république Tchèque compte plus de 10 millions d'habitants et a enregistré un taux de croissance de 5,2 % en 1995 (2,6 % en 1994). Le marché de l'automobile y connaît un développement important (140 000 ventes en 1996) et toutes les grandes marques sont présentes sur celui de l'équipement du foyer.

## ▼ Hongrie

Création de Magyar-Cetelem en Hongrie, en partenariat (50/50) avec la Banque de Développement de Hongrie et l'une de ses filiales, afin de développer le crédit sur le lieu de vente, notamment en automobile. Démarrage opérationnel en 1997. La Banque de Développement de Hongrie, contrôlée par l'Etat, est spécialisée dans le crédit à moyen/long terme ; elle se situe au 2e rang des banques hongroises par le niveau des fonds propres. La Hongrie compte 10 millions d'habitants et a enregistré un taux de croissance de 1,5 % en 1995 (2,9 % en 1994). Les ventes de véhicules automobiles y connaissent un essor important (73 000 ventes en 1996) de même que celles de biens d'équipement du foyer.

## ▼ Maroc

Prise de participation au capital de Attijari Crédit (50 % Cetelem, 50 % Banque Commerciale du Maroc), qui prend le nom de Attijari-Cetelem et développera l'activité de crédit aux particuliers, notamment sur le lieu de vente. La B.C.M., dont le principal actionnaire est l'O.N.A., se situe au 2e rang des banques généralistes marocaines. La population du Maroc croit à un rythme supérieur à 2 % par an (plus de 26 millions d'habitants en 1995) et réside en zone urbaine pour près de 50 % d'entre elle. Le marché potentiel marocain est très significatif, tant en matière d'automobile qu'en matière de biens d'équipement du foyer.

## ▼ Royaume Uni

Mise en place d'une succursale au Royaume Uni, afin de consolider et exploiter les nombreux contacts acquis par le Bureau de Représentation Cetelem ouvert outre Manche depuis quelques années.

# Partenariat

*1996 a vu la confirmation des principaux partenariats existant entre Cetelem et de nombreuses institutions financières (Caisses d'Epargne, Banques, Compagnies d'assurance) mais aussi la conclusion de nouveaux accords particulièrement significatifs.*

## ▼ Crédit Moderne

Prise de participation de 49 % dans le Crédit Moderne Antilles (Guadeloupe et Martinique), et de 40 % dans le Crédit Moderne Guyane et le Crédit Moderne Océan Indien (Réunion) sociétés particulièrement bien implantées sur leurs marchés dans le crédit automobile, et qui peuvent se développer dans l'approche globale de l'offre de services financiers aux particuliers. La production totale du Crédit Moderne s'est élevée en 1996 à 1 200 millions de francs et la valorisation de l'ensemble ressort à 343 millions de francs.

## ▼ GAN

Accord de partenariat avec le GAN, qui élargit ainsi sa gamme de produits de financement, notamment par la commercialisation d'une carte GAN-Aurore.

## ▼ Banque Directe

Accord de partenariat avec la Banque Directe, aux termes duquel Cetelem gérera les prêts personnels et les crédits renouvelables commercialisés par la Banque Directe.

## ▼ Finalion - Crédit Lyonnais

Prise de participation de 49 % au capital de Finalion, filiale du Crédit Lyonnais, à laquelle ce dernier apportera la gestion de l'ensemble de ses crédits aux particuliers et où Cetelem apportera son savoir-faire en la matière.

Par cet accord, le Crédit Lyonnais vise à renforcer son activité dans le crédit à la consommation, qui constitue une composante majeure de sa stratégie à l'égard des particuliers, en augmentant sensiblement la distribution de ces crédits par son réseau et en améliorant encore la qualité de ses services à la clientèle dans ce domaine.

# Technologies

*L'accroissement du volume des opérations traitées par Cetelem, pour compte propre ou en partenariat, de même que les exigences croissantes à satisfaire en matière de qualité, de productivité et d'efficacité des traitements ont conduit l'entreprise à accroître très sensiblement en 1996 ses moyens techniques.*

## Ressources supplémentaires

• Remplacement de l'unité centrale informatique de gestion. L'augmentation du nombre de clients, de dossiers gérés, de systèmes experts, du nombre de terminaux, la création de nouveaux partenariats, la mise en place de Cetelem Antilles, la prise en charge de nouvelles fonctionnalités ont conduit à renforcer l'unité centrale IBM, tant en termes de puissance de calcul qu'en termes d'espace "mémoire".

• Augmentation de l'espace "disques". L'accroissement des données à stocker et tester a conduit à renforcer les possibilités de stockage sur disques.

## Productivité et efficacité

• L'émulation Minitel. Les attachés commerciaux utilisent des services Minitel. La mise en œuvre d'une émulation sur les terminaux en agences a amélioré le confort et la vitesse de ces transactions.

• Automatisation des télégrammes. Cetelem est le premier utilisateur national du service des Télégrammes Informatiques de France Télécom.

## Internet

Cetelem ne pouvait rester étranger à l'engouement mondial pour ce nouveau média. Un site "Web" a donc été ouvert. Les accès seront évidemment sécurisés avant mise en route de toute utilisation professionnelle.
Code d'accès : http://www.cetelem.fr

## Intranet

Une première expérience a permis la mise en place de cet "Internet local" tourné uniquement vers l'entreprise ; les accès en seront cette fois encore sécurisés.

## Logiciel comptable

Mise en place d'un logiciel comptable ("Coda Financial") en remplacement des programmes dont Cetelem avait assuré le développement à l'interne depuis sa création. Ce logiciel permet de gérer l'information avec un haut niveau de paramétrage et une grande souplesse d'utilisation : automatisation accrue, ergonomie ; des gains de productivité sont attendus, dans les domaines du traitement des frais généraux, du reporting bancaire, etc.



## Communication

• Communication écrite. Aux augmentations en volume, se sont ajoutés des besoins de qualité et de rapidité en matière d'impression. Pour répondre à ces besoins, la capacité d'impression a été augmentée et une haute définition de "l'image" imprimée a été mise en place.

• Communication visuelle. La visiophonie, expérimentée dans certaines agences et chez certains distributeurs, permet de mettre la technicité d'experts en produits financiers à la disposition des attachés commerciaux et de leurs clients.

• Communication audio. "Neugestel", plateforme de gestion des campagnes d'appels téléphoniques à partir d'un fichier sélectionné par l'informatique commerciale et mis en forme par l'informatique de gestion est un outil qui permet une réelle décentralisation de cette action, combinée avec un suivi centralisé au travers de statistiques automatisées.

# Relations sociales

*Une politique pertinente en matière de relations sociales et de ressources humaines est une des principales clés de succès de toute entreprise. Cetelem a toujours accordé une importance primordiale à cette composante stratégique majeure et s'attache donc à innover en permanence en ce domaine.*
*Ce fut le cas, à nouveau, en 1996.*

## Temps de travail

Signature d'un accord renouvelant les précédents sur l'aménagement du temps de travail : 50 sites Cetelem sont aujourd'hui organisés en conformité avec ces accords dérogatoires (31 nouveaux en 1996).

## Intéressement

Signature d'un accord renouvelant les précédents sur la mise en œuvre d'un intéressement spécifique aux collaborateurs de l'entreprise (en outre des différents accords sociaux concernant tous les personnels de la Compagnie Bancaire).

## Centre de formation

Création d'un centre de formation Cetelem, à Levallois, destiné aux élèves de l'école de formation en alternance (30 élèves par promotion annuelle) et à tous les personnels de l'entreprise, en fonction des besoins.

## Communication interne

Les réalisations de Cetelem en ce domaine ont toujours été importantes. Elles ont été particulièrement soutenues en 1996 : nombreuses publications internes à parutions cadencées (hebdomadaire, mensuelle, bi-mensuelle) ou fonction des événements (à chaud : "Ceteleflash") ; organisation régulière de journées "Connaissance de l'entreprise" pour l'ensemble du personnel (2 jours chaque mois pour des groupes de 20 à 25 personnes) ; organisation de "Conférences de Cetelem " pour l'encadrement du siège de l'entreprise, sur des thèmes élargissant leur connaissance de la vie professionnelle (4 fois dans l'année).

# Solidarité et Mécénat

*Cetelem se veut une "entreprise citoyenne". Au service de cette volonté a été progressivement mis en place un ensemble d'actions, pour la plupart déclinées au sein d'un programme "éduquer pour entreprendre", centrées sur l'éducation, la formation, l'insertion sociale. Cette volonté s'est à nouveau confirmée en 1996.*

## Partenariats

- Signature d'une convention de partenariat avec l'Université Paris III - Sorbonne Nouvelle pour l'encouragement des étudiants de cette université à construire des projets professionnels solides.
- Signature d'une convention de partenariat avec l'Entreprise Humanitaire Équilibre pour contribuer à l'insertion/réinsertion sociale de jeunes en difficulté.

## Fondation

Augmentation de la dotation de Cetelem à sa fondation "Éduquer pour Entreprendre" qui attribue des bourses et allocations à des étudiants et jeunes chercheurs en sciences humaines, sociales, juridiques, de gestion (en 1996 : 1 200 000 francs distribués).

## Aides aux associations

Confirmation de l'implication de Cetelem dans les actions menées par l'A.D.I.E. (Association pour le Droit à l'Initiative Économique) qui favorise la réinsertion de chômeurs et par F.A.C.E. (Fondation Agir Contre l'Exclusion) qui crée des lieux d'information et d'assistance sur la gestion du budget quotidien pour la population des quartiers difficiles où elle est implantée.

## Actions locales

Sur un plan moins institutionnel, Cetelem accompagne et soutient les actions que ses collaborateurs engagent localement, soit directement soit en liaison avec des associations caritatives.

# SOMMAIRE


**RAPPORT DE GESTION** **11**
L'activité des sociétés du groupe Cetelem 12
La gestion et les résultats 20

**OBSERVATIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE** **29**

**RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES** **30**

**RÉSOLUTIONS** **35**

**COMPTES CONSOLIDÉS** **42**
Comptes de résultats consolidés de Cetelem 43
Bilans consolidés de Cetelem 44
Annexe aux comptes consolidés 46

**COMPTES SOCIAUX** **68**
Comptes de résultats de Cetelem 68
Bilans de Cetelem 70
Annexe aux comptes de Cetelem 72
Résultats financiers de la société 88




# RAPPORT DE GESTION

L'environnement économique a été marqué tout au long de l'année 1996 par des facteurs d'incertitude et des évolutions aux effets contradictoires : les mesures Juppé, en dopant le marché du véhicule neuf, ont bousculé l'attentisme de fond des ménages, et ont probablement déformé, au profit de l'automobile, la structure de leur consommation ; la baisse très sensible des taux d'intérêt ainsi que l'engagement commercial fort des principaux établissements bancaires ou financiers ont favorisé la distribution de crédits.

Dans ce contexte, le groupe Cetelem dans son ensemble a réalisé une excellente année. L'accroissement des volumes de financements a soutenu le développement des encours, en progression de 11 % par rapport à l'an passé. L'homogénéité des performances des différents canaux de distribution, de même que la bonne tenue de l'ensemble des produits, constituent des gages de pérennité de la croissance.

Le résultat consolidé s'établit à 1 314 millions de francs, en progression de 16 % sur 1996, et traduit un rendement net des fonds propres supérieur à l'objectif de 15 % ; sur le plan financier aussi, l'heure est à la consolidation et à la diversification des sources de profit puisque la contribution des participations françaises et étrangères ne cesse de s'accroître, assurant ainsi un rééquilibrage de l'ensemble.

Pourtant, ce qui caractérise cette année 1996 est probablement moins la qualité des résultats de l'exercice que l'effort d'investissement qui a été entrepris. L'acquisition de participations (Crédit Moderne, Finalion) s'est conjuguée avec la signature d'accords de partenariat (Crédit Lyonnais), et l'ouverture d'implantations nouvelles dans les pays d'Europe de l'Est et au Maroc. Plus que jamais nos marchés acquièrent une dimension internationale. Le professionnalisme y devient l'élément de référence, qui rend possibles et pérennes des relations commerciales solides avec clients et partenaires financiers ou distributeurs.

C'est là l'atout principal de Cetelem, au même titre que sa volonté d'un développement ambitieux.

Le Directoire

# *L'activité des sociétés du groupe Cetelem*

## France

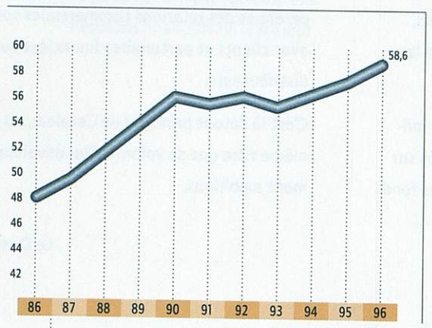
### Cetelem

**Activité propre et filiales**

L'activité propre de Cetelem, que celle-ci soit portée directement ou par des filiales spécialisées, s'exerce selon deux approches que distinguent les produits, les modes de commercialisation et l'organisation :

- les crédits sur le lieu de vente, affectés directement au financement d'un bien ou d'un service ;
- les crédits directs, proposés par les agences de Cetelem à leurs clients, sans intermédiaire.

**Consommation des ménages en produits manufacturés**
(en milliards de francs 1980)




La première de ces activités a bénéficié en 1996 de la faible reprise de la consommation des ménages en produits manufacturés (1,9 % hors marché automobile). Par ailleurs, cette activité porte pour une large part sur des biens d'équipement dont la valeur unitaire en francs courants baisse depuis de nombreuses années. Le besoin de recourir au crédit, ou du moins à des crédits longs, pour en financer l'achat se réduit donc régulièrement. Aussi les formules de financement à très court terme (trois, cinq ou dix mois) constituent aujourd'hui l'essentiel de cette activité, qui bascule progressivement du crédit au plein sens du terme vers la gestion de facilités de paiement, pour lesquelles l'aspect service l'emporte largement sur la fonction de financement. Un marketing imaginatif et différencié, très intégré à celui des distributeurs, ainsi qu'une gestion aussi automatisée et rapide que possible des opérations, sont aujourd'hui les conditions essentielles de l'exercice de ce métier, caractérisé par des volumes traités très importants (6,7 millions de transactions gérées par Cetelem en 1996) pour des encours générés modestes.

Cependant, cette activité demeure un canal d'acquisition de clientèle essentiel, sur lequel Cetelem s'appuie encore largement pour alimenter son activité directe. Tout est donc mis en œuvre par Cetelem, au plan commercial comme en matière de gestion, pour y conserver, voire y renforcer encore sa présence. En 1996 cette volonté s'est en particulier concrétisée par :

- la mise en place d'une implantation aux Antilles, destinée notamment à offrir aux distributeurs partenaires de Cetelem présents en Martinique ou Guadeloupe les mêmes services qu'en métropole ;
- la montée en puissance de l'activité de Fidem, filiale de Cetelem créée en 1995, dédiée à la clientèle des magasins But, dont l'encours a atteint 2,3 milliards de francs au 31 décembre 1996, en croissance de 25 % par rapport à fin 1995 ;
- l'amplification des actions destinées à renforcer encore le positionnement privilégié de la carte Aurore dans le monde du commerce : élargissement des promotions et avantages destinés aux porteurs de la carte, mise en place d'un programme de fidélité récompensant les utilisations de la carte dans la distribution, lancement d'une nouvelle campagne publicitaire.

L'activité directe de Cetelem s'appuie depuis plusieurs années d'une part sur la fidélisation, grâce au marketing direct, de clients acquis par le biais de crédits réalisés sur les lieux de vente, d'autre part sur les effets d'une forte action publicitaire, notamment télévisuelle. Les propositions commerciales sont pour l'essentiel de deux ordres : prêts personnels (crédits amortissables de montant élevé et de durée longue, le plus souvent destinés au financement de l'achat d'un véhicule automobile ou à l'amélioration du logement) ou crédits renouvelables, plus particulièrement adaptés au financement d'équipements ou de services de montant plus faible (le montant moyen du financement sur carte Aurore est dans ce cas de 2 800 francs).

En dépit d'une concurrence bancaire toujours plus vive sur ces offres, Cetelem a continué à connaître dans ce secteur une croissance très forte, soutenue par l'amélioration permanente de ses outils et méthodes de marketing direct et par la poursuite de ses investissements de communication commerciale, mais également par un certain nombre d'initiatives nouvelles engagées au cours de l'année 1996 :

- le lancement d'un prêt personnel couvert par un fonds de cautionnement mutuel alimenté par les cotisations des emprunteurs. Ce produit, qui dispose de ce fait d'une couverture du risque spécifique et se trouve logé dans une société financière filiale de Cetelem (Crédial), est plus particulièrement destiné à rendre possible l'accès au crédit à des populations dont les caractéristiques (jeunes, emplois précaires ou récemment stabilisés…) ne remplissent pas les critères habituels de risque ;
- le développement, en collaboration selon les cas avec Cardif, Cortal ou Europ-Assistance, d'une gamme complète de produits d'épargne, assurance-vie, prévoyance et assistance. Une partie de cette gamme est commercialisée par les agences directes de Cetelem, en complément de leur offre de produits de crédit. La gamme complète est par ailleurs proposée en marketing direct sur une plate-forme spécifique composée d'une trentaine de télé-vendeurs. Cetelem a décidé de filialiser cette activité dans l'entité Soservi, au début de l'année 1997 ;
- la création de Cetelem Immobilier, filiale de Cetelem (5 % sont détenus par l'UCB) qui porte les prêts immobiliers vendus à sa clientèle par son réseau d'agences directes.

**Activité gérée par Cetelem en France**
(en milliards de francs)

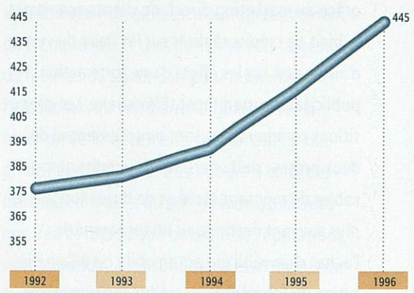
| Crédits distribués | 1995 | 1996 | Variations |
|---|---|---|---|
| Cetelem et filiales (pour compte propre) | 22,6 | 25,8 | +14 % |
| Partenaires du monde de la distribution | 3,8 | 4,3 | +12 % |
| Partenaires du monde financier | 3,2 | 3,7 | +17 % |
| **Total** | **29,6** | **33,8** | **+14 %** |
| **Encours gérés** | | | |
| Cetelem et filiales (pour compte propre) | 36,1 | 39,7 | +10 % |
| Partenaires du monde de la distribution | 4,6 | 4,9 | +7 % |
| Partenaires du monde financier | 3,7 | 4,7 | +29 % |
| **Total** | **44,4** | **49,3** | **+11 %** |

Ces crédits immobiliers, produits indispensables dans une gamme destinée à couvrir les besoins en financement des particuliers, sont développés et gérés avec l'appui de l'UCB, spécialiste de ces opérations au sein du groupe de la Compagnie Bancaire. Seuls le marketing et la commercialisation en sont assurés par Cetelem. Dans cette opération de partenariat symétrique à celles que pratique Cetelem depuis plusieurs années, notamment avec l'UCB pour les crédits à la consommation diffusés par celle-ci, les marges et les risques sont partagés entre Cetelem Immobilier, Cetelem et l'UCB ;

•l'extension de la gamme des crédits renouvelables vendus par Cetelem : au compte Aurore, crédit renouvelable assorti d'une carte multi-commerces (réseau privatif d'environ 100 000 commerçants), qui compte aujourd'hui 5,7 millions de porteurs en France et 2,2 millions à l'étranger (Italie, Belgique et Espagne), s'est ajouté en 1994 Découvert Liberté, crédit renouvelable doté d'un chéquier et/ou d'une carte bancaire, et commercialisé exclusivement par les agences "particulier" de Cetelem. Pour compléter cette gamme, et afin de répondre mieux encore aux grands réseaux bancaires et mutualistes qui ont tous lancé au cours des deux dernières années des produits de cette nature, Cetelem a intégré Axédis à sa gamme. Ce produit se distingue très nettement des précédents par un remboursement mensuel élevé, qui le destine à une clientèle à la recherche d'outils de gestion de sa trésorerie à court terme plus que de crédit proprement dit. De ce fait, il s'agit là d'un instrument de conquête de clientèles moins sensibles aux offres traditionnelles de Cetelem.

L'ensemble de ces actions traduit la forte volonté de Cetelem d'étendre sa clientèle et d'accroître son activité propre. Cette priorité donnée à la croissance, dont les résultats sont apparus dès 1994 (+ 12 % de financements nouveaux) a été confortée par les performances des années 1995 (+ 12 % de croissance de l'activité) et 1996 (+ 14 % de crédits nouveaux distribués). Elle se traduit à la fin de l'année 1996 par une croissance de 10 % des encours de Cetelem (39,7 milliards de francs), très sensiblement supérieure à la croissance des encours totaux des crédits de trésorerie aux particuliers en France, qui peut être estimée à 6 % à cette même date (soit 445 milliards de francs).

▼ **Encours de crédits de trésorerie aux particuliers**
**(en milliards de francs)**




▶ **Opérations de partenariat gérées**

Les opérations déjà en cours à la fin de l'année 1995 ont poursuivi leur croissance :

•dans le monde de la distribution, avec une croissance de 12 % des financements nouveaux de Facet. L'activité de cette société comporte, parallèlement à la distribution de crédits sur les lieux de vente, une composante de commercialisation directe (crédit renouvelable et prêt personnel), au développement de laquelle sont dédiées trois agences spécifiques Facet ;

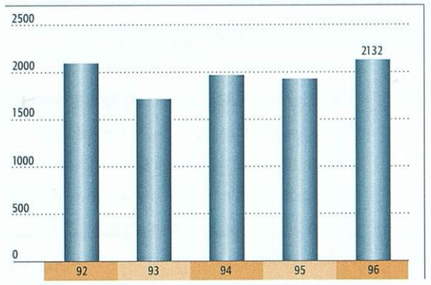
•dans le monde financier, secteur dans lequel les financements nouveaux réalisés en partenariat ont atteint 3,7 milliards de francs en 1996, le poids du partenariat noué avec le réseau des Caisses d'Épargne demeure essentiel (2,2 milliards de francs de financements nouveaux en 1996), ce qui confirme à la fois la volonté des Caisses d'Épargne de développer cette activité et la pertinence de l'offre construite à cette fin avec Cetelem. De la même manière, les autres partenariats institués avec des réseaux bancaires ou d'assurance, notamment avec les Banques Populaires (accroissement de 15 % des crédits distribués), ont poursuivi leur croissance.

Par ailleurs, un accord de partenariat a été conclu au mois de septembre 1996 entre le Crédit Lyonnais et Cetelem. Son objet essentiel est de permettre au Crédit Lyonnais de dynamiser au plan commercial, en la consolidant en matière de risque, la diffusion par son réseau de produits de crédit de trésorerie aux particuliers, prêts personnels et crédits renouvelables (en particulier les comptes Crédilion). A cette fin, Cetelem a acquis 49 % de Finalion, société financière du groupe Crédit Lyonnais, aujourd'hui essentiellement dédiée aux financements automobiles sur le lieu de vente, mais qui de plus, deviendra progressivement le gestionnaire des crédits à la consommation diffusés par le Crédit Lyonnais et logés à son bilan. Pour cela, Finalion s'appuiera sur les méthodes de Cetelem, dont la mise en œuvre passe notamment par la mise à disposition d'hommes de Cetelem à différents postes de direction (direction générale, direction des risques…) et par l'utilisation, pour la gestion de cette activité nouvelle, de l'ensemble des outils informatiques, statistiques et d'aide à la décision de Cetelem. Ce partenariat tripartite se mettra opérationnellement en œuvre progressivement à partir de 1997, et se traduira financièrement par l'établissement de sociétés en participation entre le Crédit Lyonnais, Finalion et Cetelem. Parallèlement, Finalion continuera à exercer son activité propre de financements sur le lieu de vente et développera sur sa clientèle une activité directe.

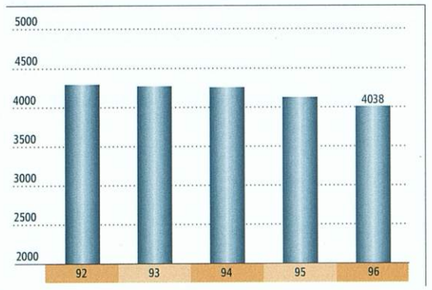
## Cofica

Le marché automobile français a été soutenu jusqu'en septembre 1996 par le système de primes dites "Juppé", visant à favoriser le remplacement des véhicules de plus de huit ans par des voitures neuves. Cette aide, qui avait fait suite en 1995 aux mesures "Balladur", a elle aussi été relayée et amplifiée par des offres promotionnelles d'accompagnement de la part des constructeurs. Elle a permis au marché des véhicules neufs de retrouver son niveau de 1992 avec 2 132 000 immatriculations, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1995. Cette progression a surtout profité aux modèles d'entrée de gamme et aux marques étrangères, dont le taux de pénétration est passé de 40 % en 1995 à 44 % en 1996. Le marché du véhicule d'occasion a, pour sa part, subi la concurrence de celui du neuf et a connu un repli de 2 % par rapport à 1995, particulièrement sensible sur la tranche des véhicules âgés de un à quatre ans (- 16 %).

▼ **Immatriculations de véhicules neufs**
**(en milliers)**




▼ **Immatriculations de véhicules d'occasion**
**(en milliers)**



Le contexte concurrentiel est resté difficile en 1996 ; il a été en effet marqué par des opérations de crédits promotionnels de la part des constructeurs dans les concessions, par des pratiques agressives des établissements financiers spécialisés en matière de rémunération des apporteurs d'affaires, et par une présence accrue des réseaux bancaires traditionnels sur le marché du prêt personnel automobile.

Dans ce marché globalement porteur mais très disputé, Cofica et ses filiales ont connu une progression sensible de leur activité en distribuant 12,7 milliards de francs de crédits nouveaux, soit 15 % de plus qu'en 1995.

### ▼ Activité de Cofica et de ses filiales en France
(en milliards de francs)

| Crédits distribués | 1995 | 1996 | Variations |
|---|---|---|---|
| Cofica[1] | 10,3 | 11,8 | +14 % |
| Filiales françaises[2] | 0,7 | 0,9 | +23 % |
| **Total** | **11,0** | **12,7** | **+15 %** |
| **Encours gérés** | | | |
| Cofica[1] | 17,7 | 19,0 | + 7 % |
| Filiales françaises[2] | 1,1 | 1,4 | +23 % |
| **Total** | **18,8** | **20,4** | **+ 8 %** |

*(1) y compris Cofica-Bail.*
*(2) incluant Inchcape France Finance, CMV, Cofiparc et Accea Finance.*

La croissance de l'activité est d'abord le fait du développement du crédit sur le lieu de vente. Pour améliorer la qualité du service fourni aux concessionnaires et consolider ainsi sa position au sein de son réseau d'apporteurs d'affaires, Cofica a poursuivi la diffusion d'outils d'aide à la vente : l'utilisation de logiciels de simulation d'opérations de financement a été étendue, de même que la mise en œuvre des techniques de visiophonie, qui permettent aux concessions de taille moyenne de disposer en direct des compétences d'un spécialiste financier. Cofica a par ailleurs procédé en 1996 à une refonte de son organisation commerciale avec la création de pôles de traitement régionaux centralisés, permettant ainsi aux agences commerciales libérées des tâches administratives de se concentrer sur leur mission. Le développement de la politique de partenariat avec des constructeurs automobiles s'est poursuivi, puisqu'un accord a été conclu avec la branche automobile de Suzuki, en complément de celui précédemment noué dans le domaine de la moto.

L'activité de crédit direct sur la base de clientèle propre à Cofica, sous forme de prêts personnels et de financements sur crédits renouvelables Aurore, a pour sa part fortement progressé : les financements nouveaux se sont élevés à 2,6 milliards de francs en 1996, contre 1,8 milliard de francs au cours de l'année 1995.

Parmi les filiales de Cofica, la croissance de l'activité de la Compagnie Médicale de Financement de Voitures et Matériels (CMV) a été particulièrement soutenue, ses financements nouveaux s'étant élevés à 250 millions de francs en 1996, en progression de 60 % sur 1995. Société spécialisée dans le financement des professions médicales et paramédicales, CMV avait été rachetée en 1994.

Par ailleurs l'année 1996 a vu le démarrage opérationnel d'Accea Finance, société destinée à permettre le financement automobile, sur le lieu de vente, d'une clientèle plus risquée que la clientèle traditionnelle de Cofica, sur la base d'une tarification adaptée.

Enfin Cofiparc, filiale de Cofica spécialisée dans la location longue durée de véhicules automobiles à usage professionnel au travers du réseau de concessionnaires partenaires de Cofica, a poursuivi son développement commercial et gère à fin 1996 un parc de plus de 6 000 véhicules.



## Partenariats en capital

Dans un environnement de consommation morose, le groupe Carrefour a connu en 1996 une bonne croissance de son activité en France. S2P, qui opère exclusivement au sein des magasins Carrefour, a poursuivi sa progression sur les activités de financement sur le lieu de vente. A l'inverse, la diffusion de prêts personnels, très forte en 1995, a connu en 1996 un palier par rapport à l'année précédente.

Filiale commune du groupe Trois Suisses et de Cetelem, Cofidis, dont l'activité directe tournée vers la commercialisation de formules de crédit renouvelable représente 48 % des financements totaux, a connu en 1996 comme en 1995 une croissance très forte. Dans la même orbite, mais déconnectée commercialement de l'enseigne Trois Suisses, la banque Covéfi poursuit la croissance de ses activités de diffusion de crédit et d'épargne.

Forte à la fois de son développement commercial à l'intérieur du groupe Galeries Lafayette, de son activité directe sur les clients ainsi acquis et de la réussite de sa politique de partenariat notamment dans le monde de la grande distribution (hypermarchés Casino et Continent), Cofinoga poursuit un développement marqué par une croissance sensible du volume des crédits distribués.

L'ensemble de ces sociétés ont poursuivi, parallèlement à leur développement commercial, l'amélioration de leurs ratios d'impayés et du niveau de leurs charges du risque.

Par ailleurs, Cetelem a pris en octobre 1996 une participation de 49 % dans le Crédit Moderne Antilles et de 40 % dans les Crédit Moderne Guyane et Océan Indien, avec la perspective de reprendre à moyen terme la quasi totalité du capital de l'ensemble. Ces trois sociétés financières, bien implantées sur leurs marchés respectifs, en particulier dans le domaine du crédit automobile, géraient à la fin de l'année 1996 un encours global de 2 milliards de francs et ont dégagé au titre de cet exercice un résultat net total de 43 millions de francs. Cette acquisition, qui a pris effet au 1er janvier 1996, a été réalisée pour un prix total de 151 millions de francs. Rapprochée des fonds propres correspondants au 30 juin 1996, cette valeur d'achat fait ressortir un écart d'acquisition de 54 millions de francs, qui sera amorti intégralement à fin juin 1998 dans les comptes consolidés de Cetelem.

L'acquisition par Cetelem de 49 % de Finalion, conformément à l'accord noué avec le Crédit Lyonnais, s'est effectuée sur la base d'un prix de 60 millions de francs. La survaleur correspondante, soit 36 millions de francs, a été amortie en totalité, dans les comptes consolidés, sur l'exercice 1996. Les financements nouveaux de Finalion se sont élevés en 1996 à 3,6 milliards de francs.

### ▼ Activité des participations en capital
(en milliards de francs)

| Financements | 1995 | 1996 | Variations |
|---|---|---|---|
| Cofidis - Covéfi | 8,0 | 9,8 | +22 % |
| S2P | 4,7 | 5,2 | +12 % |
| Cofinoga | 16,7 | 20,4 | +22 % |
| Arval | 0,6 | 0,9 | +50 % |
| **Encours** | | | |
| Cofidis - Covéfi | 12,3 | 14,2 | +16 % |
| S2P | 6,1 | 6,4 | +5 % |
| Cofinoga | 17,1 | 19,2 | +12 % |
| Arval | 0,9 | 1,3 | +41 % |

## Parts de marché du Groupe Cetelem en France

| | Déc.1992 | Déc. 1993 | Déc. 1994 | Déc. 1995 | Déc. 1996 |
|---|---|---|---|---|---|
| Encours de crédit de trésorerie des particuliers (en milliards de francs) (1) | 378 | 381 | 395 | 418 | 445 (2) |
| Part de marché cumulée des sociétés du groupe Cetelem (filiales et participations) | 15,0 % | 18,9 % | 20,0 % | 20,9 % | 21,9% |
| Part de marché pondérée par les pourcentages de détention | 12,7 % | 14,7 % | 15,1 % | 15,6% | 16,3% |

*(1) source : Banque de France.*
*(2) estimation Cetelem.*

Sur un marché des crédits de trésorerie aux particuliers qui renoue avec une croissance significative (+6 % de progression estimée à fin 1996), le fort développement commercial de l'ensemble des composantes du groupe Cetelem, filiales et participations, se traduit par la poursuite de l'accroissement de ses parts de marché.

## International

Avec une augmentation de son produit intérieur brut de 2,3 %, l'Espagne a connu en 1996 une croissance économique supérieure à la moyenne des autres pays européens. La consommation des ménages a progressé de 2 %, favorisée par des hausses de salaires supérieures à l'inflation, par une diminution du chômage et par un recul des taux d'intérêt. Dans ce contexte et malgré un environnement concurrentiel difficile, l'activité de Fimestic a de nouveau fortement progressé au cours de l'année 1996, et ce dans tous ses domaines d'intervention : crédit à l'équipement domestique en magasin, qui représente encore la part la plus importante des financements, mais aussi crédit automobile sur le lieu de vente, et crédit direct sous forme de prêts personnels et d'utilisations de comptes permanents. Par cette évolution, caractérisée par un poids croissant de l'activité directe, et l'importance prise par la carte Aurora, qui comptait 700 000 porteurs à fin 1996, Fimestic connaît, en l'adaptant aux spécificités du marché espagnol, un schéma de développement identique à celui de Cetelem quelques années auparavant. Dans le but d'optimiser la gestion de ses risques clients, Fimestic confie désormais le traitement de ses dossiers contentieux à Fimestic-Expansion, filiale du groupe Cetelem plus particulièrement dédiée à cette activité. Fipryca (filiale du groupe Pryca-Carrefour et de Cetelem) et Cofidis-Hispania (anciennement Finadis, filiale du groupe Trois Suisses) ont connu elles aussi des progressions sensibles de leurs financements nouveaux, respectivement + 23 % et + 64 %.

Au Portugal, dans une économie dont la croissance a été favorisée par la bonne tenue de la consommation privée et par le recul du chômage, Cetelem-Portugal a plus que doublé sa production de crédits nouveaux en 1996. Au-delà de son activité propre, essentiellement centrée sur le financement sur le lieu de vente d'équipements domestiques et d'automobiles, cette société a noué un premier accord de partenariat avec le Crédit Lyonnais Portugal, et gère désormais les prêts personnels que celui-ci commercialise auprès de sa clientèle. Par ailleurs, grâce à une bonne tenue des marges sur les opérations nouvelles et à l'amélioration de la qualité des actifs produits, les perspectives financières s'avèrent favorables pour 1997.



En Belgique, Cetelem-Belgium, société détenue à 60 % par Cetelem et à 40 % par le groupe GIB et destinée à financer les opérations de crédit réalisées en dehors de celui-ci, a connu en 1996 son premier exercice opérationnel. La société avait bénéficié en janvier 1996 du transfert des encours de comptes permanents ouverts dans des enseignes n'appartenant pas au groupe GIB, auparavant logés chez Fimagroup. Cette dernière poursuit pour sa part son activité financière dans l'ensemble du groupe GIB. L'année 1996 a vu par ailleurs le démarrage du groupement européen d'intérêt économique (GEIE) Cetelem-Services, qui fournit à Cetelem-Belgium et à Fimagroup des prestations de service en matière d'informatique et de gestion. Une telle mise en commun de moyens permet de limiter les charges de structure et d'améliorer la productivité de l'ensemble des filiales et participations de Cetelem en Belgique.

En Italie, dans une économie déprimée marquée par l'accroissement du chômage et une faible croissance de la consommation des ménages, les financements nouveaux de Findomestic ont progressé de 34 % à taux de change constants (47 % en francs). Cette performance commerciale est homogène sur l'ensemble des secteurs d'activité, avec cependant une croissance particulièrement forte dans le domaine du financement de l'automobile et des deux-roues. Elle renforce sur le marché italien du crédit à la consommation la position de leader de Findomestic, qui apparaît également comme l'un des principaux émetteurs et gestionnaires de cartes de crédit, avec 1,2 million de cartes Aura en circulation. L'augmentation rapide des encours se traduit par une baisse sensible du poids des frais généraux ; du fait d'une contraction parallèle du taux de risque sur encours, c'est donc l'ensemble des coûts d'intermédiation qui diminuent, ce qui renforce d'autant la compétitivité commerciale de la société.

Soucieux d'étendre son champ d'action à l'étranger, et d'être présent sur des marchés à fort potentiel de croissance, où la transposition de son savoir-faire apporte une réelle plus-value, Cetelem a créé trois nouvelles implantations internationales, qui toutes devront être opérationnelles au cours de l'année 1997.
En République Tchèque, Cetelem et la Banque Municipale de Prague (Prvni Metzka Banka) ont fondé Cetelem-CR. En Hongrie, Magyar-Cetelem a été créé en partenariat avec la Banque du Développement Hongroise - MBFB - et sa filiale Konzum Bank. Dans ces deux cas, Cetelem détient 50 % des nouvelles sociétés, qui interviendront sur les marchés de l'équipement des ménages et de l'automobile.
Au Maroc, Cetelem a pris au début de l'année 1997 une participation de 50 % dans le capital de Attijari Crédit, société financière auparavant contrôlée à 100 % par la Banque Commerciale du Maroc et qui a pris à cette occasion le nom de Attijari-Cetelem : le partenariat ainsi noué vise à développer l'activité de crédit à la consommation de la société, grâce à une politique commerciale privilégiant les relations avec des réseaux de prescripteurs.

### L'activité à l'étranger (en milliards de francs)

| Financements | 1995 | 1996 | Variations (en francs) |
|---|---|---|---|
| Fimestic (Espagne) (1) | 1,5 | 1,9 | +31 % |
| Cetelem-Portugal | 0,1 | 0,3 | ns |
| Cetelem-Belgium | - | 0,3 | ns |
| **Total Filiales étrangères** | **1,6** | **2,5** | **+55 %** |
| Findomestic (Italie) | 4,7 | 7,0 | +47 % |
| Fipryca (Espagne) | 0,7 | 0,8 | +23 % |
| Fimagroup (Belgique) | 0,7 | 0,4 | - 38 % |
| Autres (2) | 0,2 | 0,3 | +75 % |
| **Total Participations étrangères** | **6,3** | **8,5** | **+36 %** |
| **Encours** | | | |
| Fimestic (Espagne) (1) | 1,4 | 1,8 | +28 % |
| Cetelem-Portugal | 0,1 | 0,3 | ns |
| Cetelem-Belgium | - | 0,3 | ns |
| **Total Filiales étrangères** | **1,5** | **2,4** | **+54 %** |
| Findomestic (Italie) | 5,0 | 7,3 | +48 % |
| Fipryca (Espagne) | 0,6 | 0,7 | +23 % |
| Fimagroup (Belgique) | 0,7 | 0,5 | - 31 % |
| Autres (2) | 0,3 | 0,5 | +59 % |
| **Total Participations étrangères** | **6,6** | **9,0** | **+38 %** |

*(1) y. c. Eurocredito.*
*(2) Cofidis-Hispania, Arval-Belgium, Arval-Italie.*

# La gestion et les résultats

## La gestion financière

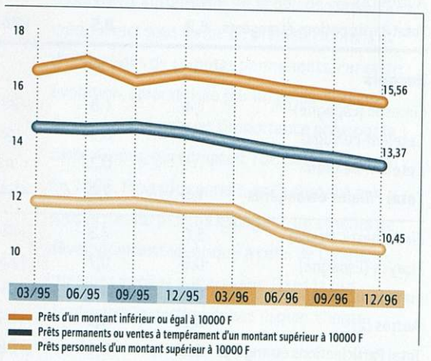
Dans le prolongement du mouvement entamé au cours du deuxième semestre de l'année précédente, l'année 1996 a connu une baisse régulière et continue des taux d'intérêts français, et ce sur l'ensemble de la gamme. Cette décrue a été particulièrement sensible sur les durées courtes : entre janvier et décembre, les taux au jour le jour et à un an ont ainsi perdu plus d'un point. Pour les maturités les plus longues la baisse, quoique supérieure à un demi-point, a été plus limitée. Le niveau des taux de marché en France se situe aujourd'hui à un point bas historique, dans un contexte d'inflation totalement maîtrisée. A l'étranger, les taux courts espagnols, italiens et portugais ont fortement baissé (de plus de deux points dans le cas de l'Espagne et de l'Italie). En Belgique, où les taux se situaient en début d'année à un faible niveau, la baisse a été moins marquée qu'en France.

Les établissements de crédit français ont accompagné cette baisse des conditions de refinancement par une diminution sensible des taux pratiqués pour la clientèle des particuliers, la baisse la plus forte concernant les prêts personnels de montant élevé.

Depuis trois ans, les risques étant maîtrisés et les marges finales conformes à ses objectifs de rendement des fonds propres, Cetelem oriente l'essentiel de ses efforts vers la croissance de son activité. En conséquence sa politique tarifaire consiste, de manière plus ou moins rapide selon la sensibilité de tel ou tel produit ou segment de marché, à répercuter sur les tarifications l'évolution du coût des ressources. Les gains réalisés sur le prix du refinancement sont donc "réinvestis" dans la défense et l'amélioration du positionnement concurrentiel de la société.

Cetelem et Cofica ont continué d'appliquer leur politique traditionnelle de refinancement, visant d'une part à consolider les productions de crédits à taux fixe et à durée déterminée (vente à tempérament, prêts personnels) dès le mois du financement par des emprunts à taux fixe s'amortissant suivant le même profil dans le temps, et d'autre part à affecter à la couverture des encours de comptes permanents à taux révisables un ensemble de ressources dont la sensibilité en taux se rapproche d'une moyenne mobile des PIBOR 12 mois ; une partie de la liquidité est par ailleurs assurée par des ressources longues. Les baisses de taux de marché ont conduit ces deux sociétés à procéder à des opérations de réaménagement de leurs passifs, qui leur permettront, par une diminution du coût futur des refinancements existants, d'améliorer leur compétitivité. Six milliards de francs de pensions ont été ainsi remboursées par anticipation, opération qui a donné lieu au paiement d'une soulte totale de 264 millions de francs.

### Taux moyens pratiqués par les banques et les établissements de crédit






Cetelem a poursuivi sa politique de titrisation de créances en procédant à la création du fonds de prêts personnels rechargeable Noria 2 au mois de juin 1996. Ce fonds commun d'un montant à l'origine de 3 milliards de francs a déjà été rechargé à deux reprises pour un montant total de 0,7 milliard de francs. Par ailleurs, le fonds Noria 1 a donné lieu à quatre rechargements, d'un montant cumulé de 1,6 milliard de francs, et le fonds CB5, dernier fonds amortissable lancé par Cetelem en 1993 a été, comme prévu, liquidé à la fin de l'année 1996. Au 31 décembre 1996, l'encours titrisé total de Cetelem s'élevait à 8 milliards de francs, dont 3 milliards de francs au sein de Eos 1, fonds de créance interbancaire unique supportant les risques d'encours de cartes Aurore, et 5 milliards de francs dans les fonds de prêts personnels Noria 1 et 2.

Enfin Cetelem a distribué en 1996 un dividende de 10 francs par action, soit un montant global de 212 millions de francs. Cetelem a par ailleurs procédé au mois de décembre 1996 à l'attribution d'actions nouvelles gratuites portant jouissance en date du 1er janvier 1996, à raison d'une action nouvelle pour une ancienne. Cette opération qui a eu pour effet de doubler le capital social permettra, en maintenant le dividende à 10 francs par action, de doubler les sommes qui seront désormais versées aux actionnaires, et de rapprocher ainsi la politique de distribution de Cetelem de celle généralement constatée pour les sociétés cotées.

## La maîtrise du risque

A un rythme ralenti compte tenu des niveaux atteints, la baisse de la charge du risque s'est poursuivie pour Cetelem en 1996, pour atteindre 0,9 % des encours moyens.

Cette baisse , à méthode et coefficients de provisionnement inchangés par rapport à 1995, traduit le maintien d'une exigence forte de qualité à l'octroi et d'une politique active de recouvrement, parallèlement à la croissance commerciale que connaît le groupe Cetelem depuis 1994.

L'équilibre aujourd'hui atteint entre le développement des encours, le niveau des marges et celui de la charge du risque apparaît comme tout à fait satisfaisant.

### Évolution des encours douteux
(en % de l'encours fin d'année)

| | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|
| Cetelem | 5,6 % | 5,0 % | 4,8 % |
| Cofica | 6,9 % | 6,5 % | 6,3 % |
| Filiales étrangères | 5,4 % | 4,4 % | 3,3 % |
| **Ensemble consolidé** | **6,0 %** | **5,5 %** | **5,2 %** |

### Évolution des taux de couverture des encours douteux par les provisions

| | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|
| Cetelem | 75 % | 70 % | 71 % |
| Cofica | 73 % | 73 % | 72 % |
| Filiales étrangères | 82 % | 88 % | 93 % |
| **Ensemble consolidé** | **74 %** | **72 %** | **72 %** |

### Évolution de la charge du risque sur encours

| | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|
| Cetelem(1) | 1,3 % | 1,0 % | 0,9 % |
| Cofica | 2,0 % | 1,3 % | 1,3 % |
| Filiales étrangères | 2,6 % | 2,3 % | 2,3 % |
| **Ensemble consolidé** | **1,5 %** | **1,1 %** | **1,1 %** |

*(1) Charge du risque "opérationnelle", établie à méthode de provisionnement inchangée pour 1995.*

## La maîtrise des coûts d'exploitation

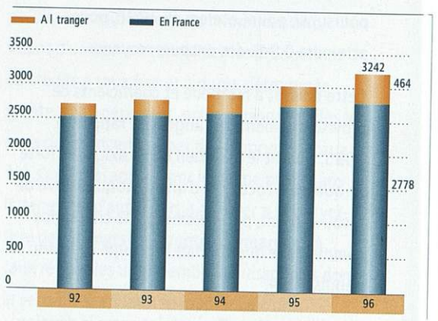
L'organisation de Cetelem s'appuie sur deux facteurs essentiels et complémentaires : la spécialisation des équipes et la recherche, à chaque stade de la commercialisation et de la gestion, de la meilleure qualité de relation clientèle.

La spécialisation s'exprime dans l'organisation actuelle de Cetelem en réseaux d'agences distinctes selon qu'il s'agit d'action commerciale tournée vers le monde de la distribution (25 agences dédiées), de distribution de crédit en direct aux clients particuliers (64 agences), de gestion du service après-vente et de recouvrement amiable (22 agences) ou de traitement contentieux (12 agences). A ces unités, s'ajoutent un certain nombre d'entités, centralisées ou non, dédiées à la gestion d'activités que leur spécificité commerciale ou leur technicité impose de gérer séparément, tels que les partenariats financiers (deux sites regroupant 84 personnes au total), la vente de produits d'épargne et de prévoyance, l'assistance commerciale et l'étude des crédits immobiliers (une entité centralisée de 13 personnes, reliées à certaines agences par visiophonie).

Ce principe de spécialisation constitue la meilleure base d'une relation clientèle de qualité, en limitant l'étendue des domaines d'intervention de chaque attaché commercial. Le développement d'outils d'assistance et d'aide à la décision spécifiques prenant en charge de la manière la plus large possible les travaux répétitifs ou administratifs, a permis par ailleurs aux attachés commerciaux de se concentrer sur l'écoute de leurs clients et la négociation commerciale. Cette voie est suivie de manière constante par Cetelem qui fait évoluer régulièrement l'ensemble de ses systèmes, notamment en s'appuyant sur une informatique commerciale intégrant l'ensemble des éléments de suivi de la relation client (contacts commerciaux, financements, contacts après-vente, incidents…).

Cetelem a poursuivi la mise en œuvre d'une politique de gestion des ressources humaines fondée sur l'amélioration du professionnalisme et de la qualité des personnes, grâce à la fois à un recrutement de bon niveau (196 collaborateurs ont été embauchés en 1996, en moyenne à bac + 3) et à un effort de formation régulier et soutenu. Les effets de cette politique, qui privilégie un investissement humain sur le long terme, se manifestent dans un turn-over faible, ce qui favorise la conservation et la transmission du savoir-faire au sein de l'entreprise. L'existence d'un accord d'intéressement propre au groupe Cetelem renforce par ailleurs le lien d'appartenance à la société et la motivation du personnel.

### Effectifs de Cetelem et de ses filiales




L'effort d'investissement commercial, notamment publicitaire, de Cetelem ne s'est pas relâché en 1996 (144 millions de francs, en progression de 9 % par rapport à 1995). Malgré l'augmentation significative de certains coûts externes (en particulier la hausse du prix du timbre survenue à la fin du premier trimestre), la croissance des encours atteinte en 1996 (+ 11 % d'augmentation des encours moyens gérés) a permis de renouer avec des gains significatifs de productivité exprimés en taux de frais généraux sur encours : - 0,08% entre 1995 et 1996.

Parallèlement, le degré de maturité atteint par les filiales étrangères se mesure à l'évolution du poids de leurs frais généraux qui est passé de 9,8 % à 8,7 % entre 1995 et 1996.

### Évolution du taux de frais généraux sur encours de l'activité de crédit à la consommation

| | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|
| Cetelem et ses filiales françaises | 3,92 % | 3,86 % | 3,78 % |
| Cofica et ses filiales françaises | 3,61 % | 3,73 % | 3,56% |
| Filiales étrangères | 11,22 % | 9,81 % | 8,72 % |
| **Ensemble consolidé** | **3,94 %** | **3,95 %** | **3,88 %** |

## Les résultats consolidés

### Résultat net consolidé total (en millions de francs)

| | 1994 | 1995 | 1996 | 95/94 | 96/95 |
|---|---|---|---|---|---|
| Cetelem-Cofica et filiales françaises | 805 | 869 | 975 | + 8% | +12% |
| Participations françaises | 241 | 275 | 334 | +14% | +21% |
| Filiales et participations étrangères | 28 | 75 | 121 | x 2,7 | +61% |
| Amortissement des écarts d'acquisition | -68 | -84 | -116 | +24% | +38% |
| **Total** | **1 006** | **1 135** | **1 314** | **+13%** | **+16%** |
| Fonds propres consolidés au 31/12, après répartition | 7 497 | 8 674 | 9 586 | +16% | +11% |
| Rentabilité des fonds propres consolidés de début d'exercice(1), en % | 15,7% | 15,1% | 15,3% | | |

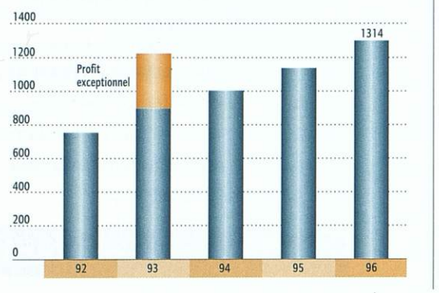
*(1) nets du montant du Fonds pour Risques Bancaires Généraux.*

Le résultat net consolidé de Cetelem s'est élevé en 1996 à 1 314 millions de francs après déduction de la part des minoritaires, en progression de 16 % par rapport à celui de 1995. Il correspond à une rentabilité nette des fonds propres de début d'exercice de 15,3 %.

Ses différentes composantes ont évolué de la manière suivante :

- la contribution de Cetelem et de ses filiales françaises est de 713 millions de francs, en hausse de 10 % par rapport à 1995 ;
- la contribution de Cofica et de ses filiales s'est élevée à 262 millions de francs, soit une augmentation de 19 % par rapport à l'exercice précédent ;
- la contribution des participations françaises de Cetelem et Cofica atteint 334 millions de francs, en progression de 21 % ;

### Résultat net consolidé (en millions de francs)

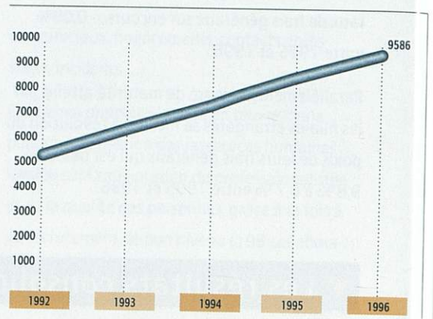



- la contribution des filiales et participations étrangères s'est établie à 121 millions de francs, contre 75 millions de francs en 1995. En Espagne, Fimestic a dégagé au cours de l'année 1996 un bénéfice net de 996 millions de pesetas, en hausse de 12 % par rapport à 1995 ;

• l'amortissement des écarts d'acquisition génère une charge de 116 millions de francs.

Après répartition des bénéfices, les fonds propres consolidés de Cetelem atteignaient au 31 décembre 1996 un montant de 9 586 millions de francs, soit 11 % de plus qu'à l'issue de l'exercice précédent. L'actif net consolidé ressortait donc à 222 francs par action. A cette même date, le ratio de solvabilité du groupe Cetelem est évalué à 14,0 %, dont 13,3 % sur les seuls fonds propres durs.

### Fonds propres consolidés
(en millions de francs)




## Le résultat social de Cetelem et son affectation

Le résultat brut d'exploitation de Cetelem ressort pour l'exercice 1996 à 1 048 millions de francs. En raison principalement de l'importance des opérations de réaménagement de passifs réalisées en 1996 et de la révision des coefficients statistiques de provisionnement qui avait eu lieu à la fin de l'année 1995, et malgré la baisse conjointe du poids des frais généraux et de la charge du risque «opérationnelle» (c'est-à-dire établie à coefficients de provisionnement inchangés pour 1995), ce résultat s'inscrit en retrait de 11 % par rapport à celui de l'année précédente.

Après intégration d'un résultat brut hors exploitation de 357 millions de francs, essentiellement composé des revenus du portefeuille-titres, et après impôt, le résultat net social de Cetelem s'élève à 1 029 millions de francs.

Le nombre des actions de Cetelem a été porté de 21 221 372 actions au 31 décembre 1995 à 42 565 558 actions au 31 décembre 1996 à la suite des deux opérations suivantes ayant affecté le capital social au cours de l'exercice :

• l'attribution d'actions nouvelles gratuites aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour une ancienne : 21 271 483 actions nouvelles d'une valeur nominale de 45 francs ont ainsi été créées et libérées par l'incorporation de réserves au capital pour un montant de 957 millions de francs ;

• l'émission de 72 703 actions nouvelles résultant de la levée par certains salariés et mandataires sociaux des options de souscription d'actions qui leur avaient été attribuées par le Conseil d'Administration ou le Directoire conformément aux autorisations données par l'Assemblée Générale.

Si vous approuvez les comptes sociaux, par l'adoption de la première résolution, votre Directoire vous propose aux termes de la deuxième résolution, de verser un dividende de 10 francs par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 francs. Le montant global versé aux actionnaires s'élèverait ainsi à 426 millions de francs.

Votre Directoire vous propose l'affectation suivante du bénéfice social :

### Bénéfice à affecter

| | |
|---|---|
| Bénéfice net | 1 029 296 139,3 |
| Report à nouveau | 63 465,6 |
| **Total** | **1 029 359 604,9** |

### Emploi

| | |
|---|---|
| Réserve légale | 96 048 837,0 |
| Réserve provenant des provisions pour investissement libérées | 597 178,0 |
| Réserve facultative | 507 000 000,0 |
| Dividende | 425 655 580,0 |
| **Total** | **1 029 301 595,0** |



Le solde soit 58 009,94 francs, ferait l'objet d'un report à nouveau.

Le dividende sera mis en paiement le 1er avril 1997.

Il est rappelé qu'au cours des trois derniers exercices le dividende par action et l'avoir fiscal correspondant ont été respectivement de 20 francs et 10 francs pour l'exercice 1993 et 10 francs et 5 francs pour les exercices 1994 et 1995.

La troisième résolution vous demande de prendre acte du rapport des Commissaires aux Comptes prévu par l'article 145 de la loi sur les sociétés commerciales.

Par la quatrième résolution, le Directoire vous invite à constater le changement de dénomination d'un des Commissaires aux Comptes titulaires de la société.

## L'actionnariat de Cetelem

Au 31 décembre 1996, la Compagnie Bancaire détenait, tant par elle-même que par l'intermédiaire de ses filiales, Klécinq, Kléfinance et Klédouze, 66,24% du capital et 78,91% des droits de vote de votre société, après avoir procédé au cours du mois de décembre à la cession d'environ 6% du capital de Cetelem.

Les actions détenues par des salariés du Groupe de la Compagnie Bancaire par l'intermédiaire du Fonds Commun de Placement "CB Actions" représentaient à la même date 0,13% du capital et 0,16% des droits de vote.

Les autres actionnaires représentaient ensemble 33,63% du capital et 20,93% des droits de vote de Cetelem.

Votre Directoire, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 mars 1994, a décidé, dans sa séance du 4 novembre 1996, d'attribuer 43 700 options nouvelles à des salariés en considération de leur contribution importante à l'activité et aux résultats de votre société ou de leur professionnalisme exemplaire. Ces options ouvraient droit à 43 700 actions Cetelem au prix de 1 124 francs.

Le nombre de ces actions et leur prix de souscription ayant fait l'objet d'un ajustement à la suite de l'attribution d'actions gratuites aux actionnaires, les options consenties le 4 novembre par votre Directoire donnent droit aujourd'hui à 87 400 actions au prix de 562 francs.

Au 31 décembre 1996, le nombre des options de souscription d'actions nouvelles attribuées à des salariés et mandataires sociaux s'établissait à 593 538 pour représenter 1,39% du capital social.

## Renouvellement - Nomination

*Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance - Nomination de trois nouveaux membres*

Le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-Paul BETBEZE arrive à échéance avec la présente Assemblée. Il vous est proposé, par la cinquième résolution, de le renouveler pour une période de trois ans.

M. Pierre BOUCHER, M. Jacques LESIGNE et M. Pierre SIMON n'ayant pas souhaité le renouvellement de leur mandat de membre du Conseil de surveillance, il vous est proposé par l'adoption des sixième à huitième résolutions de pourvoir à leur remplacement en nommant, aux mêmes fonctions, M. Gérald de ROQUEMAUREL, Vice-Président Directeur Général du

Groupe Hachette Filipacchi Presse, M. Paul VILLEMAGNE Président Directeur Général de Cardif et M. Philippe WAHL Directeur Général Adjoint de la Compagnie Bancaire, pour une période de trois ans.

Conformément aux dispositions de l'article 34 des statuts, ces mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2000 pour statuer sur les comptes de 1999.

## Autorisations données au Directoire

Par la neuvième résolution, il vous est proposé de renouveler l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 21 mars 1996 de procéder à des achats en Bourse d'actions de votre société afin d'en régulariser les cours.

Les actions acquises par le Directoire pourront, soit être cédées en Bourse, soit être cédées ou transférées par tous autres moyens ou être annulées par une réduction du capital de votre société.

Ces actions pourront également être utilisées, en tout ou partie, dans le cadre des options d'achat susceptibles d'être consenties par le Directoire à des salariés et mandataires sociaux du Cetelem et des sociétés ou groupements qui lui sont liés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 1000 francs et le prix minimum de vente à 400 francs.

Cette autorisation donnée pour une durée de dix-huit mois se substituerait à celle donnée par l'Assemblée Générale au Directoire le 21 mars 1996.

Par les dixième à douzième résolutions, il vous est proposé de renouveler les autorisations données au Directoire par l'Assemblée Générale du 23 mars 1995 d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes avec émission d'actions nouvelles, ainsi que par l'émission d'actions ordinaires ou de différents autres types de valeurs mobilières composées ou de bons de souscription donnant droit immédiatement ou à terme à des actions ordinaires :

- en relevant de deux milliards à trois milliards de francs la limite supérieure assignée au montant du capital social susceptible d'être atteint à la suite de ces diverses émissions,
- en fixant au montant inchangé de huit cents millions de francs la limite supérieure assignée à l'augmentation du capital social susceptible de résulter de l'émission de différents types de valeurs mobilières composées ou de bons de souscription donnant droit immédiatement ou à terme à des actions ordinaires,
- en maintenant, pour les émissions réalisées sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, les conditions strictes, de prix, de priorité des actionnaires pendant un délai d'au moins dix jours et de placement public des valeurs mobilières non souscrites.

La société disposerait comme les années précédentes d'une gamme complète d'autorisations financières lui permettant de choisir à tout moment le produit le plus approprié aux besoins de la société en fonction des opportunités offertes par les marchés financiers français ou étrangers, pour renforcer ses fonds propres et développer son activité.

Les autorisations ainsi données au Directoire auraient une durée de cinq ans et vingt-six mois. Elles se substitueraient aux pouvoirs de même objet conférés au Directoire par les dixième à douzième résolutions de l'Assemblée Générale du 23 mars 1995.



Enfin, il vous est demandé, par la treizième résolution, de renouveler pour une durée de cinq ans et dans la limite de 5 % du capital social, l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 24 mars 1994 de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux de Cetelem et des sociétés ou groupements qui lui sont liés, ces entités étant précisément définies par référence aux dispositions de l'article 208-4 de la loi du 24 Juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Le prix de souscription ou d'achat des actions ne pourra comme précédemment être inférieur à 95 % du cours moyen des actions.

## La modification des statuts

L'article 97 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières dispose que les personnes morales autorisées à fournir à la date d'entrée en vigueur de la loi, c'est-à-dire le 6 juillet 1996, un service d'investissement, ce qui est le cas de votre société en sa qualité de banque, doivent mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions de la loi nouvelle.

C'est pour se conformer à ces prescriptions que votre Directoire vous propose, aux termes de la quatorzième résolution, de préciser de façon explicite dans les statuts que l'objet de la société inclut la prestation de tous les services d'investissement et de modifier, par voie de conséquence, l'article 3 des statuts relatif à l'objet social.

# OBSERVATIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'exercice 1996 voit le résultat consolidé de Cetelem s'établir à 1 314 millions de francs, en croissance de 16 % par rapport à l'exercice précédent ; sa composition est marquée par la poursuite du rééquilibrage de la part contributive des participations françaises et étrangères ; c'est là le reflet de l'extension du groupe en France comme à l'étranger.

La performance commerciale a elle aussi été remarquable, avec un volume de crédits distribués en progression de 16 % par rapport à 1995, lequel a nourri un accroissement sensible des encours (+ 11 % par rapport à l'année précédente). Certes le contexte économique a été plutôt favorable aux activités de crédit à la consommation, le marché des véhicules neufs ayant été fortement dopé par des mesures gouvernementales et la baisse des coûts de refinancement ayant entraîné la décrue des taux servis à la clientèle. Mais c'est d'abord au travail et à l'effort de chacun que l'on doit ces résultats.

Enfin, l'année 1996 a vu se concrétiser des opérations importantes d'acquisition de participations (Crédit Moderne, Finalion), de conclusion d'accords commerciaux, ou d'implantations nouvelles à l'étranger. Cette dynamique de développement est un facteur positif pour un avenir placé sous le signe de la croissance.

Au sein du Directoire, M. Bernard Naux, Président de Cofica, s'est démis de ses fonctions. Le Conseil de Surveillance l'a remercié pour le travail qu'il a accompli au cours des années pendant lesquelles il a assuré la direction de la société. Le Conseil a nommé pour le remplacer M. Michel Peyrat, qui lui a succédé à la présidence de Cofica.

Le renouvellement du mandat du Directoire, qui arrivait à son terme en mars 1997, est l'occasion, pour le Conseil de Surveillance, de confirmer sa pleine confiance dans la direction et les équipes de Cetelem. Sous la conduite de M. Marc Mangez, renouvelé dans ses fonctions de Président du Directoire, la direction de Cetelem sera assurée par M. Jacques Campagne-Ibarcq, M. François Julien-Labruyère, M. Michel Masson, M. Michel Peyrat et M. Bruno Salmon, tous membres du Directoire.

M. Michel Riboust, membre sortant du Directoire, qui souhaite prendre sa retraite en 1997 n'a pas sollicité la reconduction de son mandat. Le Conseil de Surveillance lui a exprimé sa vive reconnaissance pour sa contribution au développement de Cetelem tout au long des quarante et une années passées au service de la société.

Au sein du Conseil de Surveillance, M. Pierre Boucher, Président d'honneur de Cetelem et de Cofica, M. Jacques Lesigne et M. Pierre Simon, Directeur Général de l'Association Française des Établissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement, n'ont pas souhaité le renouvellement de leur mandat de membre du Conseil qui vient à expiration avec la présente Assemblée.

Le Conseil de Surveillance a exprimé à M. Boucher sa profonde gratitude pour la part éminente qu'il a prise dans l'expansion de Cetelem et de Cofica notamment au cours des années pendant lesquelles il a assumé la présidence de chacune des deux sociétés.

Le Conseil a également remercié M. Lesigne et M. Simon pour le concours précieux dont ils ont fait bénéficier votre société.

Il vous est proposé de pourvoir à leur remplacement par M. Gérald de Roquemaurel, Vice-Président Directeur Général du Groupe Hachette Filipacchi Presse, M. Paul Villemagne, Président Directeur Général de Cardif et M. Philippe Wahl, Directeur Général Adjoint de la Compagnie Bancaire.

D'autre part, le Conseil vous propose de renouveler le mandat de M. Jean-Paul Betbeze, Directeur des Études Économiques et Financières du Crédit Lyonnais, qui arrive également à son terme.

Votre Conseil a pris connaissance des comptes de l'exercice 1996 de votre société et du rapport du Directoire, qu'il a approuvés. Il vous recommande d'adopter les résolutions soumises par le Directoire à l'approbation de votre Assemblée, avec l'accord de votre Conseil.

# Rapport général des commissaires aux comptes

## Comptes annuels exercice clos le 31 décembre 1996

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1996, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Cetelem, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### 2 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle ainsi qu'à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 18 février 1997

Les Commissaires aux comptes

| Mazars & Guérard | | Ernst & Young Audit | |
|---|---|---|---|
| Jean-Louis Lebrun | José Marette | Antoine Bracchi | Jean-Louis Robic |



# Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

## Exercice clos le 31 décembre 1996

En application de l'article 145 de la loi du 24 juillet 1966, nous portons à votre connaissance les conventions visées à l'article 143 de cette loi.

### 1 - Conventions conclues au cours de l'exercice

Le Président de votre Conseil de surveillance ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice.

### 2 - Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

**Avec Foncière de Cetelem**

*Nature, objet et modalités :*

Un prêt participatif de F 500 000 000, dont la rémunération est de 2 % l'an, a été accordé par Cetelem à la Foncière de Cetelem, le 17 février 1994, pour une durée de douze ans.

Le montant des intérêts servis au cours de l'exercice s'élève à F 10 166 667.

**Avec le G.I.E. Neuilly-Gestion**

*Nature, objet et modalités :*

Cetelem confie au G.I.E. Neuilly-Gestion ses travaux informatiques et, à ce titre, le G.I.E. Neuilly-Gestion a facturé en 1996 à Cetelem un montant de F 133 727 500.

**Avec Cardif-Société Vie**

*Nature, objet et modalités :*

Cetelem a continué à intervenir en qualité d'intermédiaire d'assurance pour le placement auprès de sa clientèle des produits d'assurance-vie ou de capitalisation émis par Cardif-Société Vie.

Cetelem a facturé à ce titre à Cardif une rémunération hors taxes de F 8 318 537.

Paris, le 18 février 1997

Les Commissaires aux comptes

| Mazars & Guérard | | Ernst & Young Audit | |
|---|---|---|---|
| Jean-Louis Lebrun | José Marette | Antoine Bracchi | Jean-Louis Robic |

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

## Exercice clos le 31 décembre 1996

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Cetelem relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1996.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 18 février 1997

Les Commissaires aux comptes

| Mazars & Guérard | | Ernst & Young Audit | |
|---|---|---|---|
| José Marette | Jean-Louis Lebrun | Antoine Bracchi | Jean-Louis Robic |



# Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission de valeurs mobilières et de bons de souscription d'actions

## Assemblée générale mixte à caractère ordinaire et extraordinaire du 27 mars 1997

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Cetelem et en exécution de la mission prévues par les articles 186, 194-1, 195, 339-2 et 339-5 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous présentons notre rapport sur les diverses autorisations qui sont demandées par votre Directoire.

Il vous est proposé de déléguer à votre Directoire le soin d'arrêter les modalités des opérations suivantes d'émissions :

- d'actions ordinaires ;
- de différents types de valeurs mobilières composées donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou toute autre procédure, à tout moment ou à date fixe, à des actions ordinaires qui seront émises à cet effet en représentation d'une part du capital social. Les valeurs mobilières composées pourront prendre la forme d'actions ou d'obligations assorties de bons de souscription d'actions, d'obligations convertibles ou remboursables en actions ou toute autre forme autorisée par la loi ;
- de bons de souscription d'actions.

Les valeurs mobilières à émettre seront à libérer par versements en espèces. En cas d'émission de bons de souscription d'actions de la société, cette émission pourra avoir lieu soit par souscription dans les conditions prévues ci-dessus, soit par attribution gratuite de bons émis aux propriétaires des actions anciennes.

Ces diverses émissions ne pourront avoir pour effet d'élever le capital social à un montant global supérieur à trois milliards de francs, et les émissions des seuls valeurs mobilières composées et bons de souscription ne pourront avoir pour effet d'augmenter le capital social d'un montant global supérieur à huit cents millions de francs.

Les pouvoirs conférés au Directoire, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions fixées par la loi, portant sur le choix de la nature des valeurs mobilières à créer, la fixation des caractéristiques et des modalités de leur émission, la faculté de procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission, en particulier celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, lui seront délégués pour une période de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Il vous est demandé :

- de supprimer expressément le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre par conversion d'obligations ou par l'exercice de bons de souscription ;
- de renoncer, conformément aux dispositions légales, au profit des porteurs de toutes autres valeurs mobilières composées susceptibles d'être émises en application des pouvoirs mentionnés ci-dessus, au droit préférentiel des actionnaires de souscrire les actions ordinaires auxquelles ces valeurs donneront droit;
- d'autoriser le Directoire, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission des valeurs mobilières ou des bons, à limiter dans les conditions légales l'émission au montant des souscriptions recueillies ou à répartir librement les valeurs mobilières ou bons non inscrits, ou encore à les offrir au public, totalement ou partiellement, le Directoire pouvant utiliser dans l'ordre de son choix les facultés ci-dessus ou certaines d'entre elles.
- d'autoriser le Directoire à supprimer le droit préférentiel des actionnaires de souscrire les valeurs mobilières et les bons de souscription d'actions, à condition que :
  1 - la somme revenant ou pouvant revenir ultérieurement à la société pour chacune des actions ordinaires qui sera créée soit au moins égale à la moyenne des premiers cours cotés à la Bourse de Paris

pendant dix jours consécutifs choisis parmi les vingt qui précèdent le jour du début de l'émission, et qu'en outre le prix d'émission des bons émis seuls, par titre représentatif du capital à créer, soit tel que la somme de ce prix et du prix d'exercice du ou des bons soit au moins égale à 105 % de cette moyenne ;
2 - pour les émissions réalisées en France, les actionnaires bénéficient, pendant dix jours au moins, de la faculté de souscrire par priorité les valeurs mobilières émises. Cette faculté ne sera pas négociable et devra s'exercer proportionnellement au nombre de titres possédés par chaque actionnaire.
3 - les valeurs mobilières non souscrites par les actionnaires fassent l'objet d'un placement public.

Les pouvoirs ainsi donnés au Directoire se substitueraient à ceux de même objet qui lui ont été donnés par l'Assemblée Générale du 23 mars 1995 et qui n'ont pas été utilisés à ce jour.

Nous avons examiné les modalités des différentes émissions proposées en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des augmentations de capital éventuelles pouvant résulter de l'exercice par le Directoire de ces autorisations, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination des prix d'émission ou des bases de conversion proposées.

Le montant des prix d'émission ou des bases de conversion n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées et, par voie de conséquence, sur les propositions de renonciation et de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous sont faites dont le principe entre cependant dans la logique de l'opération soumise à votre approbation.

Conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation des augmentations de capital éventuellement décidées par votre Directoire.

Paris, le 18 février 1997

Les Commissaires aux comptes

Mazars & Guérard — Jean-Louis Lebrun, José Marette

Ernst & Young Audit — Antoine Bracchi, Jean-Louis Robic

## Rapport des commissaires aux comptes sur l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions

### Assemblée générale mixte à caractère ordinaire et extraordinaire du 27 mars 1997

En notre qualité de Commissaires aux comptes de la société Cetelem et en exécution de la mission prévues par l'article 208-1 de la loi du 24 juillet 1966 et par l'article 174-19 du décret, nous vous présentons notre rapport sur l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de Cetelem et des sociétés ou groupements qui lui sont liés.

Nous avons procédé aux vérifications des modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées.

Paris, le 18 février 1997

Les Commissaires aux comptes

Mazars & Guérard — José Marette, Jean-Louis Lebrun

Ernst & Young Audit — Antoine Bracchi, Jean-Louis Robic



# Résolutions

## Première résolution

*Cette résolution a pour objet d'approuver les comptes de l'exercice 1996*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, approuve le rapport du Directoire sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 1996 et toutes les opérations qui y sont mentionnées. Elle ratifie les observations du Conseil de Surveillance.

Elle prend acte du rapport général des Commissaires aux Comptes et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 1996 et constate l'existence d'un bénéfice de 1 029 296 139,34 Francs.

## Deuxième résolution

*Cette résolution a pour objet l'affectation du bénéfice et la distribution d'un dividende de 10 Francs par action, soit 15 Francs avec l'avoir fiscal.*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, approuve le projet d'affectation des résultats de l'exercice 1996 présenté par le Directoire, et décide, en conséquence, de fixer à 10 Francs le dividende à verser au titre de l'exercice 1996 à chacune des actions de Cetelem. Ce dividende, assorti d'un avoir fiscal de 5 Francs, procurera à chaque action un revenu global de 15 Francs.

Le montant total des dividendes à verser au titre de l'exercice 1996 est ainsi fixé à 425 655 580 Francs.

L'Assemblée affecte le solde du bénéfice 1996, soit 603 640 559,34 Francs, et le report à nouveau disponible, soit 63 465,60 Francs de la façon suivante :

96 048 837,00 F à la réserve légale,
597 178,00 F à la réserve provenant des provisions pour investissement libérées,
507 000 000,00 F à la réserve facultative,
58 009,94 F au report à nouveau.

Le dividende sera mis en paiement le 1er avril 1997.

Il est rappelé :

• que le dividende par action et l'avoir fiscal correspondant ont été respectivement de :
- 20 Francs et 10 Francs pour l'exercice 1993,
- 10 Francs et 5 Francs pour les exercices 1994 et 1995.

• que par suite d'opérations sur le capital, le nombre d'actions de la Société a augmenté et que le montant total des dividendes distribués s'est ainsi élevé à :
274 698 680 Francs pour 1993,
139 344 360 Francs pour 1994,
212 213 720 Francs pour 1995.

• que par suite de la levée d'options de souscription d'actions consenties à des salariés et mandataires sociaux et de l'attribution gratuite aux actionnaires d'une action nouvelle pour une ancienne, le nombre des actions composant le capital social a été porté en 1996 à 42 565 558 actions.

## Troisième résolution

*Cette résolution a pour objet de prendre acte du rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions particulières.*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 143 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et statuant sur ce rapport, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

## Quatrième résolution

*Cette résolution a pour objet de prendre acte du changement de dénomination d'un des Commissaires aux Comptes titulaires de la société.*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, prend acte des opérations de fusion et de changement de dénomination sociale aux termes desquelles la société ERNST & YOUNG AUDIT s'est trouvée substituée à la société CASTEL JACQUET ET ASSOCIÉS, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1998.

## Cinquième résolution

*Cette résolution a pour objet de renouveler, pour trois ans, le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Jean-Paul BETBEZE.*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Jean-Paul BETBEZE pour une durée de trois ans.

Le mandat de M. BETBEZE prendra fin en l'an 2000 à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999.

## ▼ Sixième à huitième résolutions

*Ces résolutions ont pour objet de nommer membres du Conseil de Surveillance Messieurs Gérald de ROQUEMAUREL, Paul VILLEMAGNE et Philippe WAHL en remplacement de Messieurs Pierre BOUCHER, Jacques LESIGNE et Pierre SIMON qui n'ont pas souhaité le renouvellement de leur mandat.*

## Sixième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constate que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Pierre BOUCHER vient à expiration et nomme en remplacement de celui-ci, M. Gérald de ROQUEMAUREL.

Le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Gérald de ROQUEMAUREL d'une durée de trois ans, prendra fin en l'an 2000 à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999.

## Septième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constate que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Jacques LESIGNE vient à expiration et nomme en remplacement de celui-ci, M. Paul VILLEMAGNE.

Le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Paul VILLEMAGNE d'une durée de trois ans, prendra fin en l'an 2000 à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999.

## Huitième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, constate que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Pierre SIMON vient à expiration et nomme en remplacement de celui-ci, M. Philippe WAHL.

Le mandat de membre du Conseil de Surveillance de M. Philippe WAHL d'une durée de trois ans, prendra fin en l'an 2000 à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1999.



## Neuvième résolution

*Cette résolution a pour objet d'autoriser le Directoire à effectuer des opérations de régularisation des cours de l'action de la société.*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, autorise le Directoire à procéder à des achats d'actions de la société, en vue de régulariser les cours, dans les conditions et selon les modalités fixées par les articles 217-2 à 217-9 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Le nombre maximum de ses actions que le Cetelem pourra détenir est fixé à 10 % du nombre des titres représentant le capital social.

Les actions acquises pourront soit être vendues en Bourse, soit être cédées ou transférées par tous autres moyens ou annulées par une réduction du capital social.

Elles pourront également être utilisées en tout ou partie dans le cadre des options d'achat susceptibles d'être consenties par le Directoire à des salariés et mandataires sociaux du Cetelem et des sociétés ou groupements qui lui sont liés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 1000 Francs et le prix minimum de vente à 400 Francs par action. Ces prix seront ajustés en cas de détachement d'un droit d'attribution ou de souscription.

L'autorisation d'acheter et de vendre des actions est donnée au Directoire pour une période de dix-huit mois. Elle se substitue à celle de même objet donnée par l'Assemblée Générale du 21 mars 1996.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Directoire qui pourra déléguer lesdits pouvoirs pour passer tout ordre de Bourse, signer tout acte de cession ou de transfert, conclure tout accord en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de la Commission des Opérations de Bourse et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

## Dixième résolution

*Cette résolution a pour objet de renouveler, en des termes identiques, le pouvoir conféré au Directoire d'augmenter le capital social par l'émission d'actions ordinaires à libérer par incorporation de réserves, bénéfices ou primes dans une limite ajustée par rapport à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 23 mars 1995.*

L'Assemblée Générale Extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne tous pouvoirs au Directoire d'augmenter le capital social par une ou plusieurs émissions d'actions ordinaires à libérer par des incorporations de réserves, bénéfices ou primes et de l'élever à un montant au plus égal à trois milliards de Francs.

L'Assemblée Générale décide, selon l'article 180-II de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, qu'en cas d'augmentation de capital sous forme d'attribution d'actions gratuites, les droits d'attribution formant rompus qui subsisteront après l'attribution à chaque actionnaire des titres nouveaux lui revenant par l'exercice de ses droits, feront l'objet d'un règlement en espèces : les actions nouvelles correspondant aux droits formant rompus seront vendues et le produit net de leur vente sera alloué aux titulaires de ces droits, au prorata de ces derniers, au plus tard trente jours après l'inscription à leur compte du nombre entier d'actions nouvelles attribuées. Les droits d'attribution ne seront pas eux-mêmes négociables.

L'Assemblée Générale donne pouvoir au Directoire, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions prévues par la loi, de fixer les modalités et les dates des augmentations de capital, d'en constater la réalisation et procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Cette autorisation est conférée au Directoire pour une période de cinq ans. Elle annule et remplace celle de même objet qui a été donnée au Directoire par la douzième résolution de l'Assemblée Générale du 23 mars 1995.

## Onzième résolution

*Cette résolution a pour objet de renouveler, en des termes identiques, l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 23 mars 1995, d'émettre, avec droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans des limites ajustées par rapport à l'autorisation précitée, différents types de valeurs mobilières ou des bons de souscription donnant accès, immédiat ou à terme, au capital social.*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire ainsi que du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, délègue au Directoire le pouvoir d'émettre, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, des valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la société, savoir :

- des actions ordinaires,
- différents types de valeurs mobilières composées donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou toute autre procédure, à tout moment ou à date fixe, à des actions ordinaires qui seront émises à cet effet en représentation d'une part du capital social. Ces valeurs mobilières composées pourront prendre la forme d'actions ou d'obligations assorties de bons de souscription d'actions, d'obligations convertibles ou remboursables en actions, ou toute autre forme autorisée par la loi.

L'Assemblée Générale confère, par ailleurs, au Directoire le pouvoir de procéder, indépendamment de toute autre émission, à l'émission de bons conférant à leur titulaire le droit de souscrire à des actions ordinaires représentant une part du capital de la société.

Ces diverses émissions ne pourront avoir pour effet d'élever le capital social à un montant global supérieur à trois milliards de Francs, et les émissions des seuls valeurs mobilières composées et bons de souscription ne pourront avoir pour effet d'augmenter le capital social d'un montant global supérieur à huit cents millions de Francs.

L'Assemblée Générale supprime expressément le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre par conversion d'obligations ou par l'exercice de bons de souscription. La présente autorisation comporte également au profit des porteurs de toutes autres valeurs mobilières composées susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscrire les actions auxquelles ces valeurs donneront droit.

L'Assemblée Générale décide que les valeurs mobilières à émettre seront à libérer par versements en espèces, étant précisé cependant qu'en cas d'émission de bons de souscription d'actions de la société, cette émission pourra avoir lieu soit par souscription dans les conditions prévues ci-dessus, soit par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes.

L'Assemblée Générale décide, d'autre part, que les actionnaires disposeront, au moment de l'émission de valeurs mobilières décidée par le Directoire, d'un droit préférentiel de souscription à titre irréductible dans les conditions prévues par la loi.

Le Directoire pourra accorder aux actionnaires un droit préférentiel de souscription à titre réductible qu'ils exerceront proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

Le Directoire pourra, si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission des valeurs mobilières ou des bons, limiter dans les conditions légales l'émission au montant des souscriptions recueillies ou répartir librement les valeurs mobilières ou bons non souscrits, ou encore les offrir au public, totalement ou partiellement, le Directoire pouvant utiliser dans l'ordre de son choix les facultés ci-dessus ou certaines d'entre elles.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment déterminer la nature des valeurs mobilières à créer, fixer les caractéristiques et les modalités de leur émission, procéder le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission, en particulier celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre toutes mesures utiles, signer tous actes ou conclure tous accords nécessaires à la bonne fin des émissions, constater les variations du capital qui en résulteront et procéder à la modification corrélative des statuts.



Cette autorisation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée Générale. Elle annule et remplace l'autorisation de même objet donnée au Directoire par la dixième résolution de l'Assemblée Générale du 23 mars 1995.

## Douzième résolution

*Cette résolution a pour objet de renouveler, en des termes identiques, l'autorisation donnée au Directoire par l'Assemblée Générale du 23 mars 1995, d'émettre, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, mais sous certaines conditions, différents types de valeurs mobilières ou des bons de souscription donnant accès, immédiat ou à terme, au capital social, faisant l'objet de l'autorisation précédente.*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire ainsi que du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, décide que les émissions de valeurs mobilières ou de bons donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la société, faisant l'objet de la onzième résolution qui précède, pourront être réalisées, si le Directoire le juge opportun, avec suppression du droit préférentiel de souscription auquel l'Assemblée Générale renonce expressément.

L'Assemblée Générale autorise le Directoire à supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à la condition :

1. que la somme revenant ou pouvant ultérieurement revenir à la société pour chacune des actions ordinaires qui sera créée par souscription, conversion, échange, exercice de bon ou toute autre procédure, soit au moins égale à la moyenne des premiers cours cotés à la Bourse de Paris pendant dix jours consécutifs choisis parmi les vingt qui précèdent le jour du début de l'émission, et qu'en outre le prix d'émission des bons émis seuls, par titre représentatif du capital à créer, soit tel que la somme de ce prix et du prix d'exercice du ou des bons soit au moins égale à 105 % de cette moyenne ;
2. que pour les émissions réalisées en France, les actionnaires bénéficient, pendant dix jours au moins, de la faculté de souscrire par priorité les valeurs mobilières émises. Cette faculté ne sera pas négociable et devra s'exercer proportionnellement au nombre de titres possédés par chaque actionnaire ;
3. que les valeurs mobilières non souscrites par les actionnaires fassent l'objet d'un placement public.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation à son Président dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment, déterminer la nature des valeurs mobilières à créer, fixer les caractéristiques et les modalités de leur émission, procéder le cas échéant à toutes imputations sur les primes d'émission, en particulier celles des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre toutes mesures utiles, signer tous actes ou conclure tous accords nécessaires à la bonne fin des émissions, constater les variations du capital qui en résulteront et procéder à la modification corrélative des statuts.

Ces pouvoirs sont donnés au Directoire pour une période de vingt six mois à compter du jour de la présente Assemblée Générale. Ils se substituent à ceux de même objet qui lui avaient été donnés par la onzième résolution de l'Assemblée Générale du 23 mars 1995.

## Treizième résolution

*Cette résolution a pour objet de renouveler l'autorisation donnée au Directoire de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux de Cetelem et des sociétés ou groupements qui lui sont liés, en se référant précisément pour la définition de ces sociétés et groupements aux dispositions de l'article 208-4 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, renouvelle l'autorisation donnée au Directoire, dans le cadre des articles 208-1 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, de consentir au bénéfice des salariés et mandataires sociaux de la société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article 208-4, des options

donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre ainsi que des options donnant droit à l'achat d'actions préalablement rachetées par la société.

En application de l'article 217-2 de cette loi, l'Assemblée autorise la société à opérer en Bourse sur ses propres actions en vue d'acquérir les titres qu'elle proposera à ses salariés et mandataires sociaux et à ceux des sociétés ou groupements qui lui sont liés.

Les options de souscription ou d'achat attribuées en vertu de la présente autorisation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions représentant plus de cinq pour cent du capital social.

Le prix à payer lors de la levée d'une option de souscription ou d'achat sera au moins égal aux quatre vingt quinze centièmes de la moyenne des premiers cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où l'option aura été consentie. Toutefois, dans le cas d'une option d'achat, ce prix ne pourra pas être inférieur à 95 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société à la suite des achats opérés en application des articles 217-1 et 217-2 de la loi du 24 juillet 1966. Le prix à payer lors de la levée d'une option ne sera pas modifié pendant la durée de l'option, hors les cas d'ajustement définis par la loi.

Les actionnaires renoncent au profit des bénéficiaires des options de souscription à leur droit préférentiel de souscrire les actions qui seront émises lors de ces options.

Le délai d'exercice des options de souscription ou d'achat attribuées en application de la présente résolution sera de huit ans. Le Directoire fixera, à l'intérieur de ce délai, les périodes au cours desquelles les options pourront être exercées. Il pourra subordonner la cession des actions obtenues à des conditions qu'il décidera.

Le pouvoir de consentir des options et d'en fixer les caractéristiques est donné au Directoire pour une période de cinq ans. Il pourra être utilisé en une ou plusieurs fois.

La présente autorisation rend caduc le solde inutilisé de l'autorisation de consentir des options de souscription ou d'achat votée par l'Assemblée Générale du 24 mars 1994.

Le Directoire informera chaque année l'Assemblée des actionnaires des opérations réalisées en application de la présente résolution.

## Quatorzième résolution

*Cette résolution a pour objet de préciser dans les statuts, conformément aux exigences de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières, que l'objet de la société comprend la prestation de tous services d'investissement.*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, décide :
• de préciser dans les statuts, conformément aux exigences de la loi du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières, que l'objet de la société comprend la prestation de tous services d'investissement
• et, à cette fin, de modifier l'article 3 des statuts par l'insertion, entre le deuxième et le troisième alinéa, d'un alinéa supplémentaire ainsi libellé : "la fourniture et l'exécution de tous services d'investissement au sens de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996".

Le nouvel article se présente désormais comme suit :

Article 3 . Objet

La Société a pour objet :
- toutes opérations de banque, de finance et de crédit et notamment toutes opérations de crédit à l'équipement des particuliers ;
- la fourniture et l'exécution de tous services d'investissement au sens de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 ;

le reste de l'article étant inchangé.

## Quinzième résolution

*Cette résolution a pour objet de permettre d'accomplir toutes les formalités relatives à l'Assemblée.*

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire tous dépôts et publications prescrits par la loi.



# SOMMAIRE


**COMPTES CONSOLIDÉS** **42**
Comptes de résultats consolidés de Cetelem 43
Bilans consolidés de Cetelem 44
Annexe aux comptes consolidés 46

**COMPTES SOCIAUX** **68**
Comptes de résultats de Cetelem 68
Bilans de Cetelem 70
Annexe aux comptes de Cetelem 72
Résultats financiers de la société 88

## Comptes de résultats consolidés de Cetelem

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| **Produits des opérations bancaires avec la clientèle** | **7 416** | **7 242** | **7 050** |
| intérêts et commissions sur crédits immobiliers | 7 | | |
| intérêts et commissions sur crédits à l'équipement des ménages | 7 125 | 6 927 | 6 683 |
| loyers nets des matériels donnés en crédit-bail | 185 | 238 | 278 |
| loyers nets des matériels donnés en location | 99 | 77 | 89 |
| **Produit net du portefeuille d'actions et de participations** | **364** | **295** | **247** |
| dividendes | 3 | 1 | 1 |
| plus et moins-values et dotations nettes aux provisions | – | – | – |
| quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence | 361 | 294 | 246 |
| **Autres produits d'exploitation** | **1 089** | **857** | **753** |
| produits des opérations de location simple sur immeubles | – | -2 | 3 |
| plus et moins-values de cession d'immobilisations | -2 | -1 | – |
| produits liés aux opérations de titrisation | 239 | 246 | 296 |
| prestations de service | 130 | 86 | 76 |
| produits accessoires | 724 | 530 | 380 |
| pertes et profits divers nets | -2 | -2 | -2 |
| **Charges nettes de financement** | **-3 121** | **-3 096** | **-3 200** |
| charges sur opérations avec les établissements de crédit | -3 637 | -3 258 | -3 187 |
| produits sur opérations avec les établissements de crédit | 1 755 | 1 212 | 1 266 |
| intérêts comptes de la clientèle | -201 | -28 | – |
| intérêts sur emprunts obligataires et assimilés | -731 | -683 | -716 |
| intérêts sur autres dettes représentées par un titre | -479 | -507 | -633 |
| résultat des opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe | 191 | 171 | 80 |
| résultat des opérations sur instruments financiers de couverture globale | -19 | -3 | -10 |
| **PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION** | **5 748** | **5 298** | **4 850** |
| **Charges générales d'exploitation** | **-3 087** | **-2 778** | **-2 528** |
| charges de personnel | -1 233 | -1 109 | -1 026 |
| participation et intéressement des salariés | -57 | -65 | -47 |
| impôts et taxes | -138 | -123 | -107 |
| commissions aux apporteurs | -329 | -279 | -231 |
| autres frais généraux | -1 330 | -1 202 | -1 117 |
| **Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles** | **-45** | **-49** | **-38** |
| **RÉSULTAT BRUT AVANT CHARGE DU RISQUE ET PROVISIONS** | **2 616** | **2 471** | **2 284** |
| Charge du risque sur opérations de crédit | -638 | -523 | -778 |
| Dotation nette aux provisions pour pertes et charges | 4 | -23 | -17 |
| **RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT** | **1 982** | **1 925** | **1 489** |
| Impôt sur les sociétés | -553 | -589 | -410 |
| **RÉSULTAT COURANT NET** | **1 429** | **1 336** | **1 079** |
| Amortissement des écarts d'acquisition | | | |
| dotations | -116 | -84 | -68 |
| reprises | – | – | – |
| **Dotation nette au fonds pour risques bancaires généraux** | **–** | **-110** | **–** |
| **Résultat extraordinaire net** | **–** | **–** | **–** |
| **RÉSULTAT NET GLOBAL** | **1 313** | **1 142** | **1 011** |
| part des tiers | -1 | 7 | 5 |
| part du Cetelem | 1 314 | 1 135 | 1 006 |

## Bilans consolidés de Cetelem

*au 31 décembre avant répartition (en millions de francs)*

| Actif | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| CAISSE, INSTITUTS D'ÉMISSION, TRÉSOR PUBLIC, CCP | 10 | 11 | 5 |
| EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES | – | 327 | – |
| CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | 27 096 | 18 940 | 15 370 |
| Comptes à vue | 514 | 326 | 308 |
| Comptes et prêts à échéance | 26 582 | 18 614 | 15 062 |
| CONCOURS BANCAIRES À LA CLIENTÈLE | 56 263 | 52 008 | 46 523 |
| Crédits immobiliers | 302 | – | – |
| Crédits à l'équipement des ménages | 53 167 | 49 446 | 44 015 |
| Matériels donnés en crédit-bail | 1 628 | 1 692 | 1 769 |
| Matériels donnés en location | 1 114 | 870 | 739 |
| Affacturage | 52 | | |
| OPÉRATIONS DE TITRISATION | 555 | 498 | 592 |
| PROMOTION ET INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS | 4 | 4 | 112 |
| Immeubles donnés en location ou offerts à la vente | 4 | 4 | 112 |
| TITRES | 4 167 | 3 909 | 3 254 |
| Titres reçus en pension livrée | 344 | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 692 | 2 220 | 1 877 |
| Actions et autres titres à revenu variable | – | 1 | 1 |
| Titres de participation | 85 | 109 | 17 |
| Parts des sociétés mises en équivalence | 2 046 | 1 579 | 1 359 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 721 | 702 | 699 |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 28 | 23 | 23 |
| AUTRES ACTIFS | 561 | 638 | 513 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | 814 | 613 | 448 |
| ÉCARTS D'ACQUISITION | 191 | 218 | 285 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 90 410 | 77 891 | 67 824 |

| Hors bilan | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| ENGAGEMENTS REÇUS | | | |
| **Engagements de financement** | 758 | 278 | – |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 758 | 278 | – |
| Engagements reçus de la clientèle | – | – | – |
| **Engagements de garantie** | 270 | 229 | 290 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 254 | 216 | 155 |
| Engagements reçus de la clientèle | 16 | 13 | 135 |
| OPÉRATIONS DE CHANGE (A RECEVOIR) | 66 | | |



| Passif | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | 55 686 | 48 057 | 41 287 |
| Comptes à vue | 1 910 | 1 018 | 1 226 |
| Comptes et emprunts à échéance | 53 776 | 47 039 | 40 061 |
| COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE | 3 296 | 3 306 | 190 |
| Comptes à vue | 204 | 224 | 190 |
| Comptes à terme | 3 086 | 3 082 | – |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 6 | | |
| DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE | 18 818 | 14 788 | 16 005 |
| Titres de créances négociables | 8 474 | 6 775 | 7 203 |
| Emprunts obligataires | 10 344 | 8 013 | 8 802 |
| AUTRES PASSIFS | 1 259 | 1 056 | 995 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | 544 | 488 | 413 |
| ÉCARTS D'ACQUISITION | – | – | – |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 172 | 179 | 156 |
| EMPRUNTS PARTICIPATIFS OU SUBORDONNÉS | 568 | 1 082 | 1 083 |
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 110 | 110 | – |
| Capital, primes et réserves consolidées | 8 644 | 7 683 | 6 684 |
| Résultat net global | 1 313 | 1 142 | 1 011 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 10 067 | 8 935 | 7 695 |
| dont part des tiers | 55 | 49 | 58 |
| dont part du Cetelem | 10 012 | 8 886 | 7 637 |
| TOTAL DU PASSIF | 90 410 | 77 891 | 67 824 |

| Hors bilan | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| ENGAGEMENTS DONNES | | | |
| **Engagements de financement** | 31 194 | 26 567 | 21 179 |
| En faveur d'établissements de crédit | 1 315 | 990 | 990 |
| En faveur clientèle | 29 879 | 25 577 | 20 189 |
| **Engagements de garantie** | 671 | 454 | 750 |
| D'ordre d'établissements de crédit | | 17 | 25 |
| D'ordre de la clientèle | 671 | 437 | 725 |
| OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 16 951 | 18 712 | 8 222 |
| Contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAPS) | 12 776 | 14 466 | 5 044 |
| Options sur taux d'intérêt | 300 | 300 | 337 |
| Accords de taux futurs (FRA) | 40 | 146 | 41 |
| Contrats de taux plafond (CAPS) | 3 835 | 3 800 | 2 800 |

# Annexe aux comptes consolidés

*au 31 décembre 1996*

## 1 - PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Le groupe de la Compagnie Bancaire, auquel appartient Cetelem, établit depuis 1973 des comptes consolidés fondés sur une approche économique du groupe, qui se définit comme une fédération d'entreprises spécialisées liées entre elles par la mise en commun de moyens de gestion et la centralisation de la politique financière. La présentation des bilans et comptes de résultats consolidés du groupe est largement influencée par cette approche économique, qui conduit à organiser la structure des comptes consolidés autour des différents métiers du groupe. Ces comptes consolidés, antérieurs à la définition des règles de consolidation spécifiques aux établissements de crédit, dérogent en particulier aux normes de présentation fixées par la réglementation bancaire, pour une meilleure représentation de l'ensemble constitué par les sociétés du groupe.

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence de l'information présentée, et parce que les comptes consolidés des principales filiales sociétés de crédit du groupe de la Compagnie Bancaire représentent la contribution respective de chacune des activités de crédit aux bilans et comptes de résultat consolidés du groupe, la présentation retenue pour le groupe de la Compagnie Bancaire est maintenue dans les comptes consolidés de Cetelem. Hormis cette différence de présentation, les comptes consolidés de Cetelem sont établis conformément aux dispositions du Règlement 85.12 modifié par le règlement 91.02 du Comité de la Réglementation Bancaire.

Les bilans et comptes de résultat consolidés publiés au B.A.L.O., qui résultent de l'application stricte du référentiel bancaire, sont présentés en note 8.

### A ▶ Les sociétés consolidées

Les sociétés dont Cetelem, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses filiales, assume la responsabilité et la direction, sont intégrées globalement. Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont mises en équivalence. Enfin les sociétés, sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec des partenaires externes, sont intégrées proportionnellement.

En 1996, 53 sociétés ont été consolidées (43 en 1995 ; 33 en 1994), dont 33 ont été intégrées globalement (26 en 1995 ; 18 en 1994), 3 intégrées proportionnellement au pourcentage d'intérêt du groupe (3 en 1995 ; 1 en 1994), et 17 mises en équivalence (14 en 1995 et 1994).

**Pourcentage d'intérêt du Cetelem dans les principales sociétés du groupe intégrées globalement :**

| Au 31 décembre | Pourcentage d'intérêt 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Antée | 100 | 100 | – |
| Cofica | 100 | 100 | 100 |
| Fidem | 95 | 95 | – |
| Fimestic (Espagne) | 100 | 100 | 85 |

En 1996, les principales modifications du périmètre de consolidation concernent les prises de participation minoritaires de Cetelem dans Crédit Moderne (Antilles, Guyane, Océan Indien) et Finalion.

Par ailleurs les sociétés Sofracem, Crédial, Cetelem Belgium, Cetelem Services, Fimestic Servicios Informaticos et Fimestic Gestion sont entrées dans le périmètre en 1996.



Au cours des deux années antérieures, les sociétés suivantes avaient notamment été intégrées :

- En 1995, Antée, Fidem, Cofica Bail, Cetelem Bénélux et Fimestic Expansion.
- En 1994, Klébail, Foncière de Cetelem et CMV.

### B ▶ Date d'arrêté des comptes

Les sociétés consolidées clôturent leur exercice le 31 décembre. Les résultats de certaines sociétés mises en équivalence sont appréhendés sur la base de résultats provisoires connus. L'écart entre les résultats provisoires et les résultats définitifs est pris en compte dans le résultat consolidé de l'exercice suivant.

### C ▶ Conversion monétaire

Les postes des bilans des filiales étrangères du groupe sont convertis en francs français sur la base des parités officielles au 31 décembre. Les postes des comptes de résultat sont convertis sur la base du cours moyen annuel. La différence de conversion qui en résulte modifie les capitaux propres.

### D ▶ Ecarts d'acquisition

La différence entre le prix d'acquisition et la valeur en consolidation des titres de sociétés consolidées constitue un écart d'acquisition positif ou négatif inscrit à l'actif ou au passif du bilan pour son montant net d'amortissement.

Lorsque l'écart est positif, il est amorti selon un plan préalablement fixé sur une durée déterminée en fonction des objectifs et des caractéristiques de l'acquisition.

En cas de cession partielle des titres, l'écart restant à amortir, qu'il soit positif ou négatif, est repris au prorata du nombre total de titres détenus et modifie la plus ou moins-value de cession.

### E ▶ Retraitements et opérations réciproques

Les comptes sociaux des sociétés consolidées sont éventuellement retraités pour harmonisation avec les principes comptables du groupe tels que décrits ci-après.

Les soldes réciproques et les opérations entre sociétés du groupe sont éliminés.

## 2 - PRINCIPES COMPTABLES

### A ▶ Conversion des opérations libellées en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Les pertes ou gains de change latents résultant de cette conversion sont enregistrés dans le compte de résultat.

### B ▶ Concours bancaires à la clientèle

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de provisions.

L'encours douteux se compose des échéances impayées et du capital restant dû des crédits pour lesquels le montant impayé dépasse trois échéances. Des délais de déclassement plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou provisionnées. Depuis 1995, les dossiers correspondants à des plans de rééchelonnement, notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers, sont portés en encours douteux dès le deuxième impayé.

L'encours douteux des opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location financière comprend, outre les échéances qui répondent aux critères ci-dessus, le capital non échu des opérations comportant un risque de non recouvrement.

Le groupe détermine les provisions sur les créances impayées ainsi que sur les créances ayant fait l'objet d'un réaménagement, en appliquant des taux de provisionnement basés sur une approche statistique du risque afférent à chaque nature de concours. Ces taux de provisionnement sont croissants avec le nombre de mensualités impayées. Des provisions statistiques sur encours sont également enregistrées par certaines sociétés étrangères du groupe.

L'ensemble de ces provisions vient en déduction des concours inscrits à l'actif.

Les dotations nettes de reprises, les créances passées en perte sur l'exercice et les récupérations sur créances amorties, constituent la charge du risque sur opérations de crédit au compte de résultat.

### C ▶ Opérations de titrisation

Depuis 1991, Cetelem a procédé à des opérations de titrisation par le biais de fonds communs de créances classiques ou rechargeables. Les créances sur la clientèle correspondantes cessent de figurer à l'actif du bilan.

Ces opérations n'ont pas dégagé de plus-values lors de la cession des créances aux fonds.

Pour les opérations antérieures au 1er juillet 1994, des parts spécifiques destinées à supporter par priorité les risques de défaillance des débiteurs ont été conservées à l'actif du bilan. La valeur de ces parts, tenant compte du risque de défaillance prévisible des débiteurs et mesurée au taux d'actualisation en vigueur lors de l'émission, est supérieure à la valeur comptable de souscription. En conséquence, aucune provision n'est constituée au 31 décembre 1996.

Pour les opérations postérieures au 1er juillet 1994, compte tenu des dispositions prudentielles qui s'appliquent à compter de cette date, aucune part spécifique n'a été souscrite par le groupe. Une réserve, constituée au sein du fonds par prélèvement sur l'excédent des flux des premiers mois, est utilisée comme garantie des parts prioritaires et des parts spécifiques.

Le compte de résultat enregistre le revenu des parts spécifiques à l'encaissement, et les produits résultant de la constatation au sein des fonds des bonis revenant à Cetelem, y compris la partie acquise non encaissée de la rémunération des parts spécifiques. Par ailleurs des commissions de recouvrement sur les encours titrisés sont perçues.

Des rubriques spécifiques ont été créées pour la présentation du bilan et du compte de résultat consolidé :

- à l'actif du bilan, sous la rubrique Opérations de Titrisation, sont présentés les intérêts de Cetelem dans les fonds communs de créances, à savoir les parts spécifiques, les bonis et produits à recevoir ;
- au compte de résultat, parmi les Autres Produits d'Exploitation, les Produits Liés aux Opérations de Titrisation incluent les revenus des parts spécifiques, les produits acquis sur bonis et les commissions de recouvrement.

#### Titrisation des cartes Aurore Cetelem

Pour la première fois, Cetelem a titrisé en novembre 1995 des créances représentatives de tirages sur comptes permanents Aurore via le fonds commun de créances Eos 1. Cette opération a nécessité un montage particulier et la création par Cetelem d'une filiale, Antée, intégrée globalement, qui permet de gérer la fluctuation des encours.



Il en résulte que les créances sous-jacentes à la titrisation restent à l'actif du bilan consolidé et que le montant titrisé figure au passif dans les Comptes Créditeurs de la Clientèle. En conséquence, au compte de résultat, les Intérêts des Comptes de la Clientèle enregistrent directement la rémunération due aux porteurs de parts du Fonds Commun de Créances et les frais inhérents à cette titrisation.

### D ▶ Opérations de crédit-bail et de location financière

Les opérations de crédit-bail mobilier, de location avec option d'achat et de location financière de matériels figurent au bilan consolidé dans les Concours Bancaires à la Clientèle. Les encours et les résultats retenus pour l'établissement des comptes consolidés sont déterminés en fonction d'amortissements financiers, correspondant pour chaque opération à un rendement constant des capitaux engagés.

Il est tenu compte des valeurs résiduelles des contrats en cours c'est-à-dire du produit de la cession éventuelle des biens loués, cession qui peut intervenir et intervient très généralement en fin de contrat à un prix prévu dès l'origine. Le produit de ces valeurs résiduelles est supposé acquis progressivement, au rythme de l'amortissement financier du capital engagé.

### E ▶ Titres

Les opérations sur titres sont comptabilisées en fonction de la destination donnée aux titres lors de l'acquisition.

Les titres de placement, acquis avec un objectif de détention supérieur à six mois sans pour autant impliquer une détention jusqu'à l'échéance, sont évalués au plus bas de leur prix de revient et de leur prix de marché. Il n'est pas fait usage de la faculté d'étaler la différence (surcote ou décote) entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement en compte de résultat.

Conformément à la réglementation applicable aux établissements de crédit, les parts spécifiques de fonds communs de créances acquises dans le cadre des opérations de titrisation entrent dans cette catégorie.

Les titres d'investissement correspondent à des titres destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources à caractère permanent et durablement affectées, ou une couverture du risque de taux. Pour ces titres, l'écart entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement (surcote ou décote) est, selon le cas, amorti ou porté en produits sur la durée de vie résiduelle des titres.

A la date d'arrêté, il n'est pas constaté de provision pour couvrir la moins-value éventuelle entre le prix de marché et la valeur nette comptable de ces titres.

Les titres de participation sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition et de leur valeur d'usage. La valeur d'usage est fonction de l'utilité que chaque participation présente pour le groupe. Cette valeur est définie selon le cas mais de manière permanente, en considérant des critères tels que l'actif net corrigé des plus-values latentes, les perspectives de rentabilité ou plus généralement la création de liens durables pouvant favoriser les relations commerciales et financières et le développement futur du groupe.

Les titres reçus en pension livrée sont portés dans un compte actif représentatif de la créance sur le cédant. Les produits relatifs à ces créances sont rapportés au résultat de l'exercice prorata temporis.

### F ▶ Immobilisations

**Immobilisations incorporelles**

Les frais d'établissement et les frais d'augmentation de capital sont intégralement amortis au cours de l'exercice où ils ont été enregistrés.

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées des sommes investies dans des droits au bail, fonds de commerce et logiciels acquis par les sociétés du groupe. Ces derniers sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation prévue, sans excéder quatre ans.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire, ou le mode dégressif pour le matériel informatique. Les durées d'amortissement généralement retenues sont de 40 ans pour les constructions, de 8 ans pour les agencements et installations, de 10 ans pour le mobilier et de 5 ans pour le matériel.

### G ▶ Impôt différé

Les différences temporaires résultant de l'inclusion de certaines pertes ou charges et de certains profits ou produits dans le résultat comptable et le résultat fiscal sur des périodes comptables différentes donnent lieu au calcul d'un impôt différé.

Pour que le résultat net consolidé donne une image correcte du bénéfice réalisé, les provisions pour impôts constituées dans les comptes sociaux sont retraitées pour prendre en compte les effets des différences temporaires résultant, d'une part, de la situation de chaque société et, d'autre part, des écritures de consolidation. Les économies futures d'impôts attachées aux reports déficitaires ne sont enregistrées qu'à hauteur des impositions futures passives constatées dans la société ou le groupe fiscal.

La source principale d'imposition différée est constituée par les « réserves financières » des sociétés pratiquant la location avec option d'achat et la location longue durée qui accumulent la fraction de leur résultat financier excédant le résultat social. L'impôt différé correspondant est calculé à 100 %.

La charge d'impôt est déterminée suivant la méthode du report variable et prend en compte les évolutions des taux d'impôt applicables localement. Les actifs et passifs d'impôt différé ont été déterminés en tenant compte de la contribution instaurée par la Loi de Finances rectificative pour 1995 majorant de 10 % l'impôt sur les sociétés. Conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 24 novembre 1995 selon lequel il convient de prendre en considération le caractère temporaire annoncé de cette contribution, le supplément d'impôt n'a été appliqué qu'aux impositions différées dont l'échéance doit intervenir au plus tard le 31 décembre 1997.

### H ▶ Provisions pour retraites

A la suite de l'accord professionnel du 13 septembre 1993 par lequel les banques françaises ont adhéré aux régimes généraux de retraite complémentaire gérés par l'ARRCO et l'AGIRC, Cetelem provisionne les engagements résultant de son affiliation à la Caisse de Retraite du Personnel des Banques (CRPB), chargée de servir aux retraités actuels, et à terme lorsqu'ils seront eux-mêmes en retraite, aux agents en activité au 31 décembre 1993, des compléments de pension s'ajoutant aux prestations qu'ils recevront du régime général.

Ces engagements ainsi que les autres engagements à la charge de Cetelem au titre de régimes surcomplémentaires sont évalués à la clôture de chaque exercice selon des hypothèses actuarielles.



### I ▶ Provisions non affectées à la couverture de risques spécifiques

Les provisions d'origine fiscale ou réglementaire et qui ne couvrent pas de risques spécifiques sont considérées comme ayant le caractère de réserves. Les dotations correspondantes sont, lors de la consolidation, réintégrées aux résultats ; les reprises en sont déduites.

### J ▶ Produits des opérations bancaires avec la clientèle

Les intérêts et agios sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et produits assimilés sur opérations bancaires avec la clientèle dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis. Les indemnités de résiliation et de retard sont enregistrées dès qu'elles sont acquises.

### K ▶ Opérations en participation

Les produits et les charges relatifs aux opérations de crédit faites dans le cadre de sociétés en participation sont enregistrés par nature dans les différentes rubriques du compte de résultat consolidé du groupe, quand les encours figurent au bilan consolidé. Cette présentation, dont l'objectif est de refléter au compte de résultat les produits et les charges des opérations inscrites au bilan consolidé, n'est pas retenue pour les opérations en participation dont les encours sont portés par les sociétés externes du groupe ou mises en équivalence, gérantes des sociétés en participation. Dans ce cas, les quotes-parts de résultat net revenant au groupe sont inscrites en Produits des Opérations Bancaires avec la Clientèle.

### L ▶ Charges nettes de financement

Les intérêts et agios sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis.

Les différences constatées lors de rachats anticipés d'emprunts obligataires, et plus généralement l'impact des réaménagements des ressources, sont enregistrés au compte de résultat dès la réalisation de ces opérations.

Les frais liés à l'émission d'obligations sont immobilisés et amortis de manière linéaire sur la durée de vie des emprunts correspondants.

Les primes de remboursement, pour les emprunts assortis de ce complément de rémunération, sont amorties sur la durée des emprunts concernés.

### M ▶ Commissions aux apporteurs

Les commissions attribuées aux intermédiaires agréés qui transmettent les demandes de la clientèle sont classées en charges générales d'exploitation. Elles sont comprises dans le résultat de l'exercice au cours duquel elles ont été engagées.

### N ▶ Résultat extraordinaire

Les éléments susceptibles de contribuer au résultat extraordinaire sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante du groupe, et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

### O ▶ Hors-bilan

Les opérations sur instruments financiers à terme sont constituées de contrats d'échange de taux d'intérêt, de contrats de taux plafond (CAPS), d'options sur taux d'intérêt et d'accords de taux futurs (FRA).

Ces opérations sont comptabilisées au hors-bilan pour leur montant notionnel. Les intérêts échangés sont présentés en net au compte de résultat.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme affectés dès l'origine à la couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes, sont enregistrés au compte de résultat de manière symétrique, et sous la même rubrique que les produits ou charges de l'élément couvert.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés dans le cadre d'opérations permettant de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt sont inscrits prorata temporis en résultat dans le poste « résultat des opérations sur instruments financiers de couverture globale ».

## 3. NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE

### A) Opérations en devises

Les actifs et passifs libellés en devises figurant au bilan au 31 décembre 1996 sont présentés ci-après pour leur contre-valeur francs.

| Actifs *(en millions de francs)* | | Passifs* *(en millions de francs)* | |
|---|---|---|---|
| **Total Bilan** | **4 439** | **Total Bilan** | **2 897** |
| dont | | dont | |
| Créances sur les établissements de crédit | 1 041 | Dettes envers les établissements de crédit | 1 768 |
| Concours bancaires à la clientèle | 2 421 | Dettes représentées par un titre | 20 |
| *Crédits à l'équipement des ménages* | *2 339* | *Emprunts obligataires* | *20* |
| *Crédit-bail et location financière* | *30* | | |
| *Affacturage* | *52* | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 303 | | |
| Titres de participation | 43 | | |
| Parts des sociétés mises en équivalence | 219 | | |
| Titres reçus en pension livrées | 344 | | |

** hors fonds propres et résultats*

Les concours bancaires à la clientèle sont, en quasi-totalité, libellés dans la devise du pays où ils sont octroyés par les implantations du Groupe. Les refinancements correspondants, levés pour l'essentiel par la Compagnie Bancaire, sont fournis aux filiales dans leur devise.

### B ▶ Créances sur les établissements de crédit

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Comptes à vue | 505 | 322 | 304 |
| Comptes et prêts à échéance | 25 680 | 17 852 | 14 302 |
| Prêt subordonné | 100 | 100 | 100 |
| Créances rattachées | 811 | 666 | 664 |
| Total | 27 096 | 18 940 | 15 370 |

Echéancier (hors créances rattachées)

*(en millions de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Total | **26 285** | 4 042 | 3 164 | 12 594 | 6 485 |



### C ▶ Concours bancaires a la clientèle

*(en millions de francs)*

| | Encours sains | Encours douteux | Provisions | Encours nets | Créances rattachées | Encours totaux |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Crédits immobiliers | 302 | – | – | 302 | – | 302 |
| Crédits à l'équipement des ménages | 51 841 | 3 031 | -2 183 | 52 689 | 478 | 53 167 |
| Crédit-bail et location financière de matériels | 2 620 | 196 | -126 | 2 690 | 52 | 2 742 |
| Affacturage | 52 | – | – | 52 | – | 52 |
| **Total 1996** | **54 815** | **3 227** | **-2 309** | **55 733** | **530** | **56 263** |
| **Total 1995** | **50 612** | **3 051** | **-2 196** | **51 467** | **541** | **52 008** |
| **Total 1994** | **45 315** | **3 021** | **-2 326** | **46 010** | **513** | **46 523** |

Echéancier des encours sains (hors créances rattachées)

*(en millions de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Total | **54 815** | 6 733 | 15 314 | 30 997 | 1 771 |

Le montant des créances éligibles au refinancement de la Banque de France s'élève à 211 millions de francs.

Le montant des crédits à la clientèle au 31 décembre 1996 se trouve réduit des créances cédées par Cetelem dans le cadre des opérations de titrisation. Le capital restant dû sur ces créances cédées s'élève à 4 902 millions de francs au 31 décembre 1996 (2 732 millions de francs en 1995 et 4 222 millions de francs en 1994).

### D ▶ Opérations de titrisation

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Parts spécifiques | 204 | 319 | 507 |
| Produits à recevoir et bonis | 351 | 179 | 85 |
| Total | 555 | 498 | 592 |

### E ▶ Titres

Analyse du portefeuille titres (hors titres de participation) par activité

*(en millions de francs)*

| | Placement | Investissement | Créances rattachées | Total |
|---|---|---|---|---|
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 291 | 1 200 | 201 | 1 692 |
| Total 1996 | 291 | 1 200 | 201 | 1 692 |
| Total 1995 | 1 086 | 1 318 | 144 | 2 548 |
| Total 1994 | 455 | 1 364 | 59 | 1 878 |

Aucun transfert entre catégories de portefeuille n'est intervenu au cours de l'exercice 1996.

Le portefeuille d'investissement comprend des parts prioritaires émises par le Fonds Commun de Créances S2P1. Ces parts notées Aaa par Moody's figurent dans le poste au 31 décembre 1996 pour un montant de 93 millions de francs (hors créances rattachées) (267 millions de francs en 1995 ; 510 millions de francs en 1994).

**Echéancier (hors créances rattachées)**

*(en millions de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Obligations et autres titres à revenu fixe | **1 491** | 323 | 311 | 65 | 792 |

**Titres de participation**

*(en millions de francs)*

| | Valeur nette | dont titres cotés | dont titres non cotés | dont parts dans les établissements de crédit |
|---|---|---|---|---|
| Parts dans les entreprises liées | 51 | 8 | 43 | 12 |
| Participations | 34 | | 34 | 33 |
| **Total 1996** | **85** | **8** | **77** | **45** |
| **Total 1995** | **109** | **8** | **101** | **80** |
| **Total 1994** | **17** | **8** | **9** | **2** |

**Parts de sociétés mises en équivalence**

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Valeur nette au 1er janvier | 1 579 | 1 359 | 1 069 |
| Acquisitions et souscriptions | 154 | 1 | 125 |
| Cessions | – | – | – |
| Quote-part de résultat | 361 | 294 | 246 |
| Dividendes distribués | -60 | -68 | -77 |
| Autres mouvements | 12 | -7 | -4 |
| **Valeur nette au 31 décembre 1996** | **2 046** | **1 579** | **1 359** |

Les acquisitions de 1996 concernent principalement le Crédit Moderne (Antilles, Guyane, Océan Indien) et Finalion.

### F ▶ Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont composées de :

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Terrains | 160 | 160 | 160 |
| Constructions | 422 | 434 | 443 |
| Autres immobilisations corporelles | 139 | 108 | 96 |
| **Total immobilisations corporelles** | **721** | **702** | **699** |
| **Total immobilisations incorporelles** | **28** | **23** | **23** |



L'évolution des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Valeur nette au 1er janvier | 725 | 722 | 104 |
| Acquisitions de l'exercice | 71 | 60 | 59 |
| Cessions nettes de l'exercice | -16 | -23 | -10 |
| Autres mouvements | 1 | – | 624 |
| Dotation aux amortissements | -32 | -34 | -55 |
| **Valeur nette au 31 décembre** | **749** | **725** | **722** |

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des droits au bail (16 millions de francs), des logiciels (2 millions de francs), des fonds de commerce (8 millions de francs) et des frais d'établissement (2 millions de francs).

### G ▶ Autres actifs

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Instruments conditionnels achetés | 79 | 95 | 67 |
| Etat impôts et taxes | 70 | 67 | 21 |
| Impôt différé actif | 24 | – | – |
| Autres débiteurs divers | 388 | 476 | 425 |
| **Total** | **561** | **638** | **513** |

### H ▶ Comptes de régularisation actif

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Chèques et effets à l'encaissement | 107 | 99 | 81 |
| Ajustement devises | 5 | – | – |
| Charges payées d'avance | 51 | 33 | 36 |
| Produits à recevoir | 541 | 372 | 220 |
| Autres | 110 | 109 | 111 |
| **Total** | **814** | **613** | **448** |

Les charges payées d'avance incluent les frais d'émission d'emprunts obligataires non amortis.

Les produits à recevoir sont principalement constitués des créances rattachées sur instruments de hors-bilan, des commissions de recouvrement relatives aux opérations de titrisation et des commissions d'assurance.

### I ▶ Ecarts d'acquisition actif

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Cofinoga | 151 | 218 | 285 |
| Crédit Moderne | 40 | – | – |
| **Total** | **191** | **218** | **285** |

En 1996, des écarts d'acquisition ont été constatés sur les prises de participation dans le Crédit Moderne (54 millions de francs amortis sur 24 mois) et dans Finalion (36 millions de francs amortis sur l'exercice).

### J ▶ Dettes envers les établissements de crédit

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Comptes à vue | 1 909 | 1 017 | 1 226 |
| Comptes et prêts à échéance | 53 651 | 46 943 | 40 022 |
| Dettes rattachées | 126 | 97 | 39 |
| **Total** | **55 686** | **48 057** | **41 287** |

Echéancier (hors dettes rattachées)

*(en millions de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| | **55 560** | 8 168 | 13 810 | 31 160 | 2 422 |

### K ▶ Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes à terme comprennent 3 milliards de francs au 31 décembre 1996 correspondant à la titrisation de créances représentatives de tirages sur comptes permanents Aurore dont l'amortissement en principal commencera au plus tard en juin 1999 et se terminera au plus tard en novembre 2001.

### L ▶ Dettes représentées par un titre

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Titres de créances négociables | 8 088 | 6 427 | 6 828 |
| Dettes rattachées | 386 | 348 | 375 |
| **Total titres de créances négociables** | **8 474** | **6 775** | **7 203** |
| Emprunts obligataires | 9 823 | 7 574 | 8 353 |
| Dettes rattachées | 521 | 439 | 449 |
| **Total Emprunts obligataires** | **10 344** | **8 013** | **8 802** |
| **Total** | **18 818** | **14 788** | **16 005** |



En 1996, l'emprunt obligataire février 1988 (250 millions de francs) est arrivé à échéance. Un emprunt obligataire, à échéance avril 2008 a été émis pour 2,5 milliards de francs en avril 1996.

Echéancier (hors dettes rattachées)

*(en millions de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres de créances négociables | **8 088** | 1 888 | 1 077 | 2 990 | 2 133 |
| Emprunts obligataires | **9 823** | 1 246 | 389 | 1 668 | 6 520 |

### M ▶ Autres passifs

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Dépôts de garantie crédit-bail et location financière | 88 | 124 | 181 |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel | 27 | | |
| Impôt différé Passif | 200 | 211 | 206 |
| Etat impôt à payer | 45 | 135 | 25 |
| Autres créditeurs divers | 899 | 586 | 583 |
| **Total** | **1 259** | **1 056** | **995** |

L'impôt différé passif concerne principalement les réserves financières liées aux opérations de crédit-bail (Note 2G).

### N ▶ Comptes de régularisation passif

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Ajustement devises | 3 | | |
| Charges à payer | 410 | 426 | 368 |
| Produits perçus d'avance | 74 | 5 | 9 |
| Autres | 57 | 57 | 36 |
| **Total** | **544** | **488** | **413** |

### O ▶ Provisions pour risques et charges

Le poste comprend principalement des provisions pour retraite à hauteur de 113 millions au 31 décembre 1996 (114 millions de francs en 1995 ; 113 millions de francs en 1994).

### P ▶ Emprunts participatifs ou subordonnés

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Titres subordonnés remboursables | 300 | 800 | 800 |
| Autres emprunts subordonnés | 264 | 264 | 264 |
| Dettes rattachées | 4 | 18 | 19 |
| **Total** | **568** | **1 082** | **1 083** |

Les **titres subordonnés remboursables** comprennent 2 émissions :

Emission Cofica de 100 millions de francs, échéance août 2003, à taux d'intérêt variable référencé sur le TIOP (Taux Interbancaire Offert à Paris) majoré de :
- 0,30 % l'an pour les intérêts payables les années 1991 à 1998 inclus.
- 1,10 % l'an pour les intérêts payables les années 1999 à 2003 inclus.

Emission Cofica de 200 millions de francs, échéance octobre 2003, à taux d'intérêt variable référencé sur le TIOP (Taux Interbancaire Offert à Paris) majoré de :
- 0,15 % l'an pour les intérêts payables les années 1991 à 1998 inclus.
- 1,10 % l'an pour les intérêts payables les années 1999 à 2003 inclus.

Ces deux emprunts sont assortis d'une faculté d'amortissement anticipé exerçable par l'émetteur à compter de 1998.

Les **autres emprunts subordonnés** ont été souscrits par Cetelem auprès de la Compagnie Bancaire :
- 164,8 millions de francs échéance avril 1998 portant intérêt au taux TIOP 3 mois majoré de 0,475 %.
- 99,2 millions de francs échéance septembre 1998 portant intérêt au taux TIOP 3 mois majoré de 0,565 %.

Selon la clause de subordination, ces emprunts prennent rang, pour chaque société concernée, après les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant les prêts participatifs accordés à la société et les titres participatifs émis.

### Q ▶ Evolution des capitaux propres consolidés

*(en millions de francs)*

| | FRBG | Capital, primes et réserves consolidées | Résultat net | Total capitaux propres | Part des tiers | Part de Cetelem 1996 | Part de Cetelem 1995 | Part de Cetelem 1994 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Capitaux propres au 1er janvier | 110 | 7 683 | 1 142 | 8 935 | 49 | 8 886 | 7 637 | 6 794 |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent | – | 930 | -1 142 | -212 | – | -212 | -139 | -275 |
| *Capitaux propres après répartition* | *110* | *8 613* | – | *8 723* | *49* | *8 674* | *7 498* | *6 519* |
| Autres mouvements | – | 18 | – | 18 | 7 | 11 | 110 | -113 |
| Augmentations de capital | – | 13 | – | 13 | – | 13 | 143 | 225 |
| Résultat de l'exercice | – | – | 1 313 | 1 313 | -1 | 1 314 | 1 135 | 1 006 |
| **Capitaux propres consolidés au 31 décembre** | **110** | **8 644** | **1 313** | **10 067** | **55** | **10 012** | **8 886** | **7 637** |
| Projet d'affectation du résultat | – | 887 | -1 313 | -426 | – | -426 | -212 | -139 |
| **Capitaux propres après répartition** | **110** | **9 531** | – | **9 641** | **55** | **9 586** | **8 674** | **7 498** |

En 1995, un fonds pour risques bancaires généraux de 110 millions de francs a été doté par Cetelem dans un souci de prudence, afin de faire face aux incertitudes réglementaires et conjoncturelles liées à son activité.

Le Directoire du 27 novembre 1996, en vertu de l'autorisation de l'Assemblée Générale du 23 mars 1995 a décidé de procéder à une augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission pour 679 millions de francs et par incorporation de réserves pour 278,2 millions de francs.
Une attribution gratuite d'actions à hauteur de 1 action nouvelle pour 1 ancienne, entraînant la création de 21 271 483 actions d'une valeur nominale de 45 francs, a eu lieu à cette occasion.



Par ailleurs, en vertu d'une autorisation renouvelée par l'Assemblée Générale du 24 mars 1994 au Directoire, Cetelem attribue périodiquement aux salariés du groupe des options leur donnant droit à la souscription d'actions. En 1996, ont été ainsi attribuées 43 700 options (ou 87 400 après l'attribution d'une action gratuite pour une ancienne). Au 31 décembre 1996, la levée des options en cours à cette date entraînerait l'émission de 593 538 actions supplémentaires.

Les levées d'options en 1996 ont donné lieu à l'émission de 72 703 actions nouvelles, pour une valeur totale, prime d'émission incluse, de 13,9 millions de francs.

En définitive, le capital social du Cetelem au 31 décembre 1996 est de 1 915 450 110 francs, soit 42 565 558 actions entièrement libérées d'un montant nominal de 45 francs.

## 4. NOTES SUR LE HORS BILAN CONSOLIDE

### A ▶ Opérations à terme

Les opérations sur instruments financiers à terme se décomposent comme suit :

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| **Opérations fermes** | | | |
| Opérations de gré à gré | | | |
| - Contrats d'échange de taux, payeur taux fixe | 9 448 | 10 030 | 3 095 |
| - Contrats d'échange de taux, receveur taux fixe | 3 328 | 4 436 | 1 949 |
| - Accords de taux futurs achetés | 40 | 146 | 41 |
| **Opérations conditionnelles** | | | |
| Opérations de gré à gré | | | |
| - Achats d'options de taux | 300 | 300 | 337 |
| - Achats de contrats de taux plafond | 3 835 | 3 800 | 2 800 |
| **Total** | **16 951** | **18 712** | **8 222** |

### B ▶ Engagements sociaux

Les engagements sociaux, définis pour les sociétés françaises par l'Accord du Groupe de la Compagnie Bancaire (indemnités de fin de carrière et régimes de retraite temporaire) et par le régime de retraite à prestations définies des cadres de direction, sont couverts globalement par des contrats souscrits auprès d'une Compagnie d'Assurance, pour l'ensemble du personnel français du groupe.

## 5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

### A ▶ Produits des opérations bancaires avec la clientèle

**Intérêts et commissions sur les crédits à l'équipement des ménages**

Ces rubriques incluent toutes les sommes à la charge des clients, c'est-à-dire, outre les intérêts et commissions proprement dits, les indemnités de résiliation et de renonciation. En sont exclues les primes d'assurance encaissées par les sociétés de crédit pour le compte d'organismes tiers.

Le montant des commissions s'élève à 154 millions de francs au 31 décembre 1996 (146 millions de francs en 1995 ; 118 millions de francs en 1994).

**Loyers nets des matériels donnés en crédit-bail ou en location**

Ces rubriques concernent l'ensemble des opérations de crédit-bail et assimilées traitées en comptabilité financière. Les loyers bruts sont diminués des amortissements déterminés en fonction du plan d'amortissement financier des opérations.

Les loyers sont enregistrés hors taxes.

Sont incluses les plus-values dégagées lors des cessions des matériels.

### B ▶ Produit net du portefeuille d'actions et de participations

Ce poste comprend principalement la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence qui s'élève à 361 millions de francs au 31 décembre 1996 (294 millions de francs en 1995 ; 246 millions de francs en 1994).

### C ▶ Autres produits d'exploitation

**Prestations de services**

Ces produits sont essentiellement composés des prestations accessoires aux loyers (frais d'entretien refacturés...) ainsi que des frais refacturés par les groupements d'intérêt économique du groupe à des sociétés hors groupe.

**Produits accessoires et pertes et profits divers nets**

Les produits accessoires incluent les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les compagnies d'assurance qui participent à la couverture de risques liés aux opérations de crédit, ainsi que les commissions provenant du placement auprès de la clientèle de produits d'assurance ou de capitalisation.

Tous les produits ou charges occasionnels qui ne concernent aucune autre rubrique sont groupés dans les profits et pertes divers.

### D ▶ Charges nettes de financement

**Charges sur opérations avec les établissements de crédit**

Figurent sous cette rubrique toutes les charges supportées par le groupe sur les opérations traitées avec des organismes bancaires ou financiers, soit au titre de ses emprunts, soit au titre des engagements reçus en matière de facultés de refinancement. Les charges et produits sur contrats d'échange de taux affectés à la couverture du refinancement sont inclus dans ce poste.

Au 31 décembre 1996, les commissions représentent un montant de 113 millions de francs, correspondant principalement à des commissions sur encaissement de valeurs (86 millions de francs en 1995 ; 87 millions de francs en 1994).

**Produits sur opérations avec les établissements de crédit**

Ces produits correspondent aux rémunérations acquises sur les concours financiers et engagements donnés en matière de facultés de financement à des sociétés du groupe non intégrées globalement.

Le montant des commissions inclus dans ce poste est de 7 millions de francs au 31 décembre 1996.



**Intérêts sur emprunts obligataires et assimilés**

Sont inscrits dans cette rubrique, les intérêts proprement dits, les frais d'émission, les primes payées en cas de remboursement anticipé et l'amortissement des primes de remboursement ainsi que les charges ou produits nets sur instruments financiers à terme affectés à la couverture des emprunts obligataires et assimilés.

Les intérêts sur emprunts et titres subordonnés inclus dans la rubrique sont de 43 millions de francs au 31 décembre 1996 (70 millions de francs en 1995 ; 63 millions de francs en 1994).

**Résultat des opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe**

Le poste inclut les produits nets, intérêts, plus et moins-values et variation des provisions sur titres. Ont été éliminés les revenus des titres émis par des sociétés consolidées.

L'analyse de ces produits nets est présentée ci-après :

*(en millions de francs)*

| | Obligations et autres à revenu fixe | Total 1996 | Total 1995 | Total 1994 |
|---|---|---|---|---|
| **Titres de placement** | 55 | 55 | 52 | 22 |
| - Intérêts | 35 | 35 | 52 | 22 |
| - Plus-values | 20 | 20 | – | – |
| **Titres de transaction** | 25 | 25 | – | – |
| - Intérêts | 25 | 25 | – | – |
| **Titres d'investissement** | 111 | 111 | 119 | 58 |
| - Intérêts | 111 | 111 | 119 | 58 |
| **Total** | 191 | 191 | 171 | 80 |

### E ▶ Charges générales d'exploitation

**Charges de personnel**

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Salaires et traitements | 723 | 650 | 604 |
| Charges sociales | 375 | 338 | 297 |
| Charges fiscales | 69 | 66 | 68 |
| Charges de retraites | 21 | 11 | 18 |
| Autres charges connexes | 45 | 44 | 39 |
| **Total** | 1 233 | 1 109 | 1 026 |

Les salaires et traitements incluent les provisions pour congés payés constituées soit au titre de droits acquis depuis l'ouverture de la période de référence en cours à la fin de l'exercice, soit au titre de droits antérieurs non encore utilisés.

Dans les charges sociales sont incluses les contributions des sociétés aux œuvres sociales du Groupe de la Compagnie Bancaire. Les charges connexes incluent notamment les frais d'assurance et de formation du personnel, les frais de personnel intérimaire et les coûts de recrutement.

Les charges de retraites correspondent aux charges destinées à la couverture des engagements sociaux.

La participation et l'intéressement des salariés font l'objet d'une rubrique distincte.

Les effectifs des sociétés intégrées globalement sont de 3 233 personnes au 31 décembre 1996 (3 034 personnes en 1995 ; 2 882 personnes en 1994).

**Participation et intéressement des salariés**

Le poste correspond à la charge de l'exercice au titre de la participation des salariés et du régime facultatif d'intéressement prévus par l'ordonnance du 21 octobre 1986.

### F ▶ Charge du risque sur opérations de crédit

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Dotations aux provisions | 693 | 607 | 846 |
| Créances passées en perte sur l 'exercice | 573 | 694 | 802 |
| Reprises de provisions | -588 | -745 | -844 |
| Récupérations sur créances amorties | -40 | -33 | -26 |
| **Charge du risque sur opérations de crédit** | **638** | **523** | **778** |

La charge du risque de 1995 inclut l'effet de l'ajustement des coefficients de provisionnement pour tenir compte de l'évolution favorable du risque.

### G ▶ Dotation nette aux provisions pour pertes et charges

*(en millions de francs)*

| | Dotation | Reprise | Charge nette de l'exercice 1996 | Charge nette de l'exercice 1995 | Charge nette de l'exercice 1994 |
|---|---|---|---|---|---|
| Total | 36 | -40 | -4 | 23 | 17 |

### H ▶ Impôt sur les sociétés

**Intégration fiscale**

En application des dispositions de la loi de finances pour 1988 un groupe d'intégration fiscale a été constitué en 1989 entre Cetelem et Cofica. Il comprend 12 sociétés au 31 décembre 1996.

L'impôt est calculé globalement, sur la somme algébrique des résultats, bénéficiaires ou déficitaires, des sociétés intégrées.

**Charge d'impôt de l'exercice**

La charge d'impôt consolidé s'analyse ainsi :

*(en millions de francs)*

| | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Impôt courant | 599 | 590 | 435 |
| Impôt différé | -46 | -1 | -25 |
| **Total** | **553** | **589** | **410** |



### J ▶ Information sectorielle

La répartition par zone d'implantation géographique des **Concours bancaires à la clientèle** au 31 décembre est la suivante :

*(en millions de francs)*

| | France | Etranger | Total bilan |
|---|---|---|---|
| Crédits à l'équipement des ménages | 50 857 | 2 310 | 53 167 |
| Crédits immobiliers | 302 | – | 302 |
| Matériels donnés en crédit-bail | 1 628 | – | 1 628 |
| Matériels donnés en location | 1 084 | 30 | 1 114 |
| Affacturage | – | 52 | 52 |
| **Total 1996** | **53 871** | **2 392** | **56 263** |
| **Total 1995** | **50 505** | **1 503** | **52 008** |
| **Total 1994** | **45 555** | **968** | **46 523** |

La répartition par zone d'implantation géographique des **Produits des opérations bancaires à la clientèle** au 31 décembre est la suivante :

*(en millions de francs)*

| | France | Etranger | Total compte de résultat |
|---|---|---|---|
| Intérêts et commissions sur crédits à l'équipement des ménages | 6 729 | 396 | 7 125 |
| Intérêts et commissions sur crédits immobiliers | 7 | – | 7 |
| Loyers nets des matériels donnés en crédit-bail | 185 | – | 185 |
| Loyers nets des matériels donnés en location | 99 | – | 99 |
| **Total 1996** | **7 020** | **396** | **7 416** |
| **Total 1995** | **6 977** | **265** | **7 242** |
| **Total 1994** | **6 846** | **204** | **7 050** |

## 6. AUTRES INFORMATIONS

### A ▶ Informations relatives aux entreprises liées au 31 décembre 1996

*(en millions de francs)*

| | Sociétés liées | Sociétés avec lien de participation |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Créances sur les établissements de crédit | 25 851 | 1 168 |
| Concours bancaires à la clientèle | 147 | – |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 598 | – |
| **PASSIF** | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 53 250 | 3 |
| Dettes représentées par un titre | 1 858 | – |
| Emprunts participatifs ou subordonnés | 264 | – |
| **HORS BILAN** | | |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 653 | – |
| Engagements donnés à des établissements de crédit | 75 | 1 240 |
| Engagements de garantie en faveur de la clientèle | 437 | – |

### B ▶ Informations en matière de crédit-bail

Le crédit-bail concerne une partie du matériel informatique utilisé par le groupe.

Les données sur les contrats en cours sont les suivantes :

*(en millions de francs)*

| Valeur d'origine des matériels | Dotations aux amortissements de l'exercice | cumulés | Valeur nette |
|---|---|---|---|
| 54 | 11 | 23 | 30 |

| Redevances payées de l'exercice | cumulées | Redevances restant à payer jusqu'à 1 an | + 1 an à 5 ans | Prix d'achat résiduel |
|---|---|---|---|---|
| 16* | 27 | 3 | 28 | 1 |

** y compris les contrats échus dans l'exercice.*

### C ▶ Dirigeants

Le montant global des rémunérations versées au cours de l'exercice 1996 aux membres des organes de direction, d'administration et de surveillance s'élève à 9,528 millions de francs.

### D ▶ Plans d'options de souscription d'actions

Les caractéristiques des plans d'options 1996 de Cetelem sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Date d'octroi | 4 novembre 1996 |
| Nombre d'attributaires | 95 |
| Nombre d'options attribuées* | 87 400 |
| - dont aux dirigeants de Cetelem (en %) | 5,7 |
| Prix d'exercice | 562 |
| Durée des options | 8 ans |
| Différé d'exercice | 5 ans |

** après attribution gratuite d'une action nouvelle pour une action ancienne.*

La situation cumulée des plans d'options en cours au 31 décembre 1996 est la suivante :

| | |
|---|---|
| Nombre ajusté des options attribuées depuis 1989 | 786 071 |
| Nombre ajusté des options non exercées | 593 538 |
| - dont bénéficiant aux dirigeants de Cetelem (en %) | 7,2 |
| Incidence des options en cours sur la dilution en capital (en %) | 1,39 |

### E ▶ Consolidation

Les sociétés du Groupe Cetelem font partie du périmètre de consolidation de la Compagnie Bancaire dont le siège social se trouve 5 avenue Kléber à Paris.



## 7. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

| SOCIETES FRANÇAISES | 1996 % contrôle | 1996 % intérêt | 1995 % intérêt | 1994 % intérêt |
|---|---|---|---|---|
| **Consolidées par intégration globale** | | | | |
| CETELEM | 100 | 100 | 100 | 100 |
| ACCEA FINANCE | 100 | 100 | 100 | 100 |
| ANTEE | 100 | 100 | 100 | – |
| CETELEM EXPANSION | 100 | 100 | 100 | 100 |
| CETELEM IMMOBILIER | 95 | 95 | 100 | – |
| CLARIANCE | 100 | 100 | 100 | 100 |
| CMV | 100 | 100 | 100 | 100 |
| COFICA | 100 | 100 | 100 | 100 |
| COFICA BAIL | 100 | 100 | 100 | – |
| COFIPARC | 98 | 97 | 97 | 97 |
| COFIPLUS | 100 | 100 | 100 | 100 |
| CREDIAL | 100 | 100 | – | – |
| EFFICO | 100 | 100 | 100 | 100 |
| FIDEM | 95 | 95 | 95 | – |
| FONCIERE DE CETELEM | 100 | 100 | 100 | 100 |
| INCHCAPE FRANCE FINANCE | 51 | 51 | 51 | 51 |
| KLEBAIL | 100 | 100 | 100 | 100 |
| LEVAL 3 | 100 | 100 | – | – |
| NEUILLY CONTENTIEUX G.I.E | 94 | 94 | 95 | 95 |
| NEUILLY GESTION G.I.E | 80 | 79 | 79 | 79 |
| SOFRACEM | 100 | 100 | – | – |
| SOSERVI | 100 | 100 | 100 | 100 |
| **Consolidées par intégration proportionnelle** | | | | |
| ARVAL | 50 | 50 | 50 | 50 |
| CGLI | 50 | 50 | 45 | – |
| **Consolidées par mise en équivalence** | | | | |
| AGF FINANCEMENT 1 * | – | – | 40 | 40 |
| AGF FINANCEMENT 2 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| COFIDIS | 15 | 15 | 15 | 15 |
| COFINOGA** | 49 | 49 | 49 | 49 |
| COVEFI | 34 | 34 | 34 | 34 |
| CREDIT MODERNE ANTILLES | 49 | 49 | – | – |
| CREDIT MODERNE GUYANE | 40 | 40 | – | – |
| CREDIT MODERNE OCEAN INDIEN | 40 | 40 | – | – |
| FACET | 39 | 39 | 39 | 39 |
| FINALION | 49 | 49 | – | – |
| FINAMA | 49 | 49 | 49 | 49 |
| NOVACREDIT | 36 | 36 | 37 | 38 |
| STE PAIEMENT PASS | 40 | 40 | 40 | 40 |
| **SOCIETES ETRANGERES** | | | | |
| **Consolidées par intégration globale** | | | | |
| CETELEM BELGIUM | 60 | 60 | – | – |
| CETELEM BENELUX | 100 | 100 | 100 | – |
| CETELEM EXPANSAO | 100 | 100 | 100 | 98 |
| CETELEM SERVICE G.I.E | 67 | 67 | – | – |
| CETELEM SFAC | 100 | 100 | 100 | 85 |
| EUROCREDITO | 80 | 80 | 80 | – |
| FIMESTIC | 100 | 100 | 100 | 85 |
| FIMESTIC EXPANSION | 100 | 100 | 100 | – |
| FIMESTIC GESTION A.I.E | 100 | 99 | – | – |
| FIMESTIC SERVICIOS INFORMATICOS A.I.E | 69 | 68 | – | – |
| UEC | 100 | 100 | 100 | – |
| **Consolidées par intégration proportionnelle** | | | | |
| ARVAL Italie | 35 | 35 | 35 | – |
| **Consolidées par mise en équivalence** | | | | |
| ARVAL BELGIUM | 28 | 28 | 28 | 28 |
| FIMAGROUP** | 40 | 40 | 40 | 40 |
| FINADIS | 15 | 15 | 15 | 15 |
| FINDOMESTIC | 38 | 38 | 38 | 38 |
| FIPRYCA | 34 | 34 | 34 | 34 |

**fusion par absorption de la société AGF financement 1 par la société AGF financement 2*
***prise en compte des données consolidées*

## 8. BILANS ET COMPTES DE RESULTATS PUBLIES AU BALO

Les bilans et comptes de résultats présentés ci-après sont établis selon les règles de présentation fixées par le Règlement 91-02 du Comité de la Réglementation Bancaire. Le total du bilan et le résultat net consolidés ne sont pas affectés par ces règles de présentation.

## BILANS CONSOLIDÉS PUBLIABLES DE CETELEM

*Au 31 décembre 1996 avant répartition (en milliers de francs)*

| Actif | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| Caisses, Banques Centrales, CCP | 9 806 | 11 021 | 4 495 |
| Effets publics et valeurs assimilées | – | 327 007 | – |
| Créances sur établissements de crédit | 27 439 604 | 18 939 607 | 15 369 445 |
| • A vue | 513 590 | 325 804 | 307 316 |
| • A terme | 26 926 014 | 18 613 803 | 15 062 129 |
| Créances sur la clientèle | 53 871 558 | 49 521 681 | 44 100 037 |
| • Autres concours à la clientèle | 53 871 530 | 49 521 536 | 44 099 308 |
| • Comptes ordinaires débiteurs | 28 | 145 | 729 |
| Opérations de crédit-bail et assimilées | 2 741 636 | 2 562 344 | 2 508 630 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 691 646 | 2 219 678 | 1 877 744 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 204 321 | 319 934 | 507 467 |
| Participations, activités de portefeuille et parts dans les entreprises liées | 84 629 | 108 521 | 17 004 |
| Participations et parts dans les entreprises liées mises en équivalence | 2 046 402 | 1 578 889 | 1 358 891 |
| • Non financières | | | |
| • Financières | 2 046 402 | 1 578 889 | 1 358 891 |
| Immobilisations incorporelles | 28 252 | 23 337 | 23 304 |
| Immobilisations corporelles | 725 871 | 706 536 | 811 001 |
| Capital souscrit non versé | 4 170 | 6 025 | 3 920 |
| Autres actifs | 556 894 | 632 372 | 509 003 |
| Comptes de régularisation | 814 178 | 716 146 | 447 779 |
| Ecart d'acquisition | 190 999 | 217 800 | 284 815 |
| **Total** | **90 409 966** | **77 890 898** | **67 823 535** |

| Passif | | | |
|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | 55 685 764 | 48 057 384 | 41 287 438 |
| • A vue | 1 909 761 | 1 018 136 | 1 226 704 |
| • A terme. | 53 776 003 | 47 039 248 | 40 060 734 |
| Comptes créditeurs de la clientèle | 3 295 534 | 3 305 405 | 190 087 |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 6 157 | – | – |
| • A vue | 6 157 | – | – |
| • A terme. | | | |
| Autres dettes | 3 289 377 | 3 305 405 | 190 087 |
| • A vue | 203 334 | 223 675 | 190 087 |
| • A terme. | 3 086 043 | 3 081 730 | |
| Dettes représentées par un titre | 18 818 226 | 14 787 566 | 16 004 641 |
| • Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables | 8 474 259 | 6 774 549 | 7 202 552 |
| • Emprunts obligataires | 10 343 967 | 8 013 017 | 8 802 089 |
| Autres passifs | 1 232 025 | 1 056 364 | 995 498 |
| Comptes de régularisation | 544 293 | 488 411 | 412 892 |
| Provisions pour risques et charges | 172 216 | 178 861 | 155 539 |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel | 27 295 | – | – |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 110 000 | 110 000 | – |
| Dettes subordonnées | 567 668 | 1 081 912 | 1 083 011 |
| Capital souscrit | 1 915 450 | 954 962 | 627 049 |
| Primes d'émission | 11 069 | 679 449 | 863 742 |
| Réserves consolidées, écart de réévaluation écart de conversion et différences sur mises en équivalence | 6 717 805 | 6 048 679 | 5 192 771 |
| • Part du groupe | 6 661 387 | 6 006 441 | 5 139 962 |
| • Part des intérêts minoritaires | 56 418 | 42 238 | 52 809 |
| Résultat de l'exercice | 1 312 621 | 1 141 905 | 1 010 867 |
| • Part du groupe | 1 313 626 | 1 134 740 | 1 005 786 |
| • Part des intérêts minoritaires | -1 005 | 7 165 | 5 081 |
| **Total** | **90 409 966** | **77 890 898** | **67 823 535** |

| Hors bilans | | | |
|---|---|---|---|
| **Engagements reçus** | | | |
| Engagements de financement | 758 064 | 278 484 | – |
| - Engagements reçus d'établissements de crédit | 758 064 | 278 484 | – |
| Engagements de garantie | 253 913 | 216 112 | 155 251 |
| - Engagements reçus d'établissements de crédit | 253 913 | 216 112 | 155 251 |
| **Engagements donnés** | | | |
| Engagements de financement | 31 194 067 | 26 567 228 | 21 179 262 |
| - Engagements en faveur d'établissements de crédit | 1 315 000 | 990 000 | 990 000 |
| - Engagements en faveur de la clientèle | 29 879 067 | 25 577 228 | 20 189 262 |
| Engagements de garantie | 670 563 | 453 368 | 749 326 |
| - Engagements d'ordre d'établissements de crédit | | 17 011 | 24 720 |
| - Engagements d'ordre de la clientèle | 670 563 | 436 357 | 724 606 |



## COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS PUBLIABLES DE CETELEM

*(en milliers de francs)*

| Produits et charges d'exploitation bancaire | 1996 | 1995 | 1994 |
|---|---|---|---|
| + Intérêts et produits assimilés | 10 117 831 | 9 333 491 | 9 154 158 |
| + Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 1 746 939 | 1 209 616 | 1 253 364 |
| + Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 7 060 844 | 6 825 872 | 6 594 545 |
| + Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe | 146 892 | 153 391 | 79 945 |
| + Produits sur opérations de crédit bail et assimilés | 1 163 156 | 1 144 612 | 1 226 304 |
| + Autres intérêts et produits assimilés | – | – | – |
| - Intérêts et charges assimilées | -5 890 818 | -5 219 727 | -5 311 175 |
| - Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | -3 523 400 | -3 126 395 | -3 063 488 |
| - Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | -276 505 | -71 895 | -38 691 |
| - Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe | -1 211 690 | -1 191 725 | -1 349 500 |
| - Charges sur opérations de crédit bail et assimilées | -879 223 | -829 712 | -859 496 |
| - Autres intérêts et charges assimilées | | | |
| + Revenus des titres à revenu variable | 92 716 | 155 196 | 148 676 |
| + Commissions (produits) | 206 785 | 207 310 | 238 169 |
| - Commissions (charges) | -113 481 | -131 295 | -112 382 |
| + Gains sur opérations financières | 50 069 | 33 927 | 485 |
| + Solde en bénéfice des opérations sur titres de transaction | 25 530 | 18 401 | 62 |
| + Solde en bénéfice des opérations sur titres de placement | 23 953 | 15 526 | 160 |
| + Solde en bénéfice des opérations de change | 586 | – | 263 |
| + Solde en bénéfice des opérations sur instruments financiers | – | – | – |
| - Pertes sur opérations financières | -19 286 | -2 911 | -9 838 |
| - Solde en perte des opérations de change | – | -105 | – |
| - Solde en perte des opérations sur instruments financiers | -19 286 | -2 806 | -9 838 |
| **Autres produits et charges ordinaires** | | | |
| + Autres produits d'exploitation | 1 004 406 | 740 185 | 508 917 |
| + Autres produits d'exploitation bancaire | 2 161 | 382 | 363 |
| + Autres produits d'exploitation non bancaire | 1 002 245 | 739 803 | 508 554 |
| - Charges générales d'exploitation | -3 087 097 | -2 777 737 | -2 527 949 |
| - Frais de personnel | -1 290 497 | -1 174 201 | -1 072 906 |
| - Autres frais administratifs | -1 796 600 | -1 603 536 | -1 455 043 |
| - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles | -161 521 | -134 298 | -108 170 |
| - Autres charges d'exploitation | -60 796 | -110 522 | -10 874 |
| - Autres charges d'exploitation bancaire | -7 | -10 | -26 |
| - Autres charges d'exploitation non bancaire | -60 789 | -110 512 | -10 848 |
| - Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan | -633 692 | -546 768 | -795 200 |
| - Solde en perte des corrections de valeur sur immobilisations financières | – | – | – |
| + Solde en bénéfice sur corrections de valeurs sur immobilisations financières | 59 | 331 | – |
| - Excédent des dotations sur les reprises des fonds pour risques bancaires généraux | – | -110 000 | – |
| +/-Résultat ordinaire avant impôt | + 1 505 175 | + 1 437 182 | + 1 174 817 |
| **Produits et charges exceptionnels** | | | |
| - Impôt sur les bénéfices | -553 413 | -588 907 | -410 096 |
| +/-Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence | + 360 859 | + 293 630 | + 246 146 |
| • Non financières | – | – | – |
| • Financières | 360 859 | 293 630 | 246 146 |
| +/-Résultat de l'exercice | + 1 312 621 | + 1 141 905 | + 1 010 867 |
| • Part du groupe | 1 313 626 | 1 134 740 | 1 005 786 |
| • Part des intérêts minoritaires | -1 005 | 7 165 | 5 081 |

## Comptes de résultats de Cetelem

*au 31 décembre (en milliers de francs)*

| Charges | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 3 547 186 | 3 170 907 |
| **Intérêts et charges assimilées** | **3 453 522** | **3 097 216** |
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit | 2 241 268 | 1 898 107 |
| Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle | 9 361 | 25 695 |
| Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe | 1 202 893 | 1 173 414 |
| Autres intérêts et charges assimilées | – | – |
| **Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat** | – | – |
| **Charges sur opérations de location simple** | – | – |
| **Commissions** | **74 951** | **70 658** |
| **Pertes sur opérations financières** | **18 713** | **3 033** |
| Solde en perte des opérations sur titres de transaction | – | – |
| Solde en perte des opérations sur titres de placement | – | – |
| Solde en perte des opérations de change | – | 227 |
| Solde en perte des opérations sur instruments financiers | 18 713 | 2 806 |
| AUTRES CHARGES ORDINAIRES | 2 217 542 | 2 100 457 |
| **Charges générales d'exploitation** | **1 854 279** | **1 698 983** |
| Frais de personnel | 713 366 | 673 291 |
| Autres frais administratifs | 1 140 913 | 1 025 692 |
| **Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles** | **13 012** | **12 461** |
| **Autres charges d'exploitation** | **64 538** | **61 415** |
| Autres charges d'exploitation bancaires | 20 880 | 2 405 |
| - Charges sur opérations de promotion immobilière | – | – |
| - Autres charges | 20 880 | 2 405 |
| Autres charges d'exploitation non bancaires | 43 658 | 59 010 |
| **Solde en perte de corrections de valeur sur créances et du hors-bilan** | **285 713** | **217 598** |
| **Solde en perte des corrections de valeur sur immobilisations financières** | – | – |
| **Excédent des dotations sur les reprises des fonds pour risques bancaires généraux** | – | **110 000** |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | – | – |
| IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES | 360 572 | 443 878 |
| BÉNÉFICE DE L'EXERCICE | 1 029 296 | 1 013 058 |
| TOTAL [1] | 7 154 596 | 6 728 300 |

*(1) dont dépenses de toute nature exclues des charges déductibles fiscalement.* *521* *537*



| Produits | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE | 6 511 949 | 6 303 132 |
| **Intérêts et produits assimilés** | **5 738 383** | **5 626 672** |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit | 1 783 498 | 1 246 768 |
| Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle | 3 820 727 | 4 225 506 |
| Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe | 134 158 | 154 398 |
| Autres intérêts et produits assimilés | – | – |
| **Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat** | – | – |
| **Produits sur opérations de location simple** | – | – |
| **Revenus des titres à revenu variable** | **633 603** | **520 396** |
| **Commissions** | **115 946** | **140 751** |
| **Gains sur opérations financières** | **24 017** | **15 313** |
| Solde en bénéfice des opérations sur titres de transaction | – | – |
| Solde en bénéfice des opérations sur titres de placement | 23 805 | 15 313 |
| Solde en bénéfice des opérations de change | 212 | – |
| Solde en bénéfice des opérations sur instruments financiers | – | – |
| AUTRES PRODUITS ORDINAIRES | 642 647 | 425 168 |
| **Solde en bénéfice des corrections de valeur sur immobilisations financières** | **146** | **28 259** |
| **Excédent des reprises sur les dotations des fonds pour risques bancaires généraux** | – | – |
| **Autres produits d'exploitation** | **642 501** | **396 909** |
| Autres produits d'exploitation bancaires | 4 119 | 350 |
| - Produits sur opérations de promotion immobilière | – | – |
| - Autres produits | 4 119 | 350 |
| Autres produits d'exploitation non bancaires | 638 382 | 396 559 |
| RÉSULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔT | 1 389 868 | 1 456 936 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | – | – |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL AVANT IMPÔT | – | – |
| TOTAL | 7 154 596 | 6 728 300 |

## Bilans de Cetelem

*au 31 décembre (en milliers de francs)*

| Actif | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Caisse, banques centrales, comptes courants postaux | 5 838 | 4 698 |
| Créances sur les établissements de crédit | 27 340 831 | 19 733 046 |
| A vue | 251 201 | 125 735 |
| A terme | 27 089 630 | 19 607 311 |
| Créances sur la clientèle | 28 005 210 | 27 170 976 |
| Autres concours à la clientèle | 28 002 626 | 27 170 830 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 2 584 | 146 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 495 367 | 2 010 060 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 204 191 | 319 218 |
| Participations et activités de portefeuille | 1 522 378 | 1 255 438 |
| Parts dans les entreprises liées | 1 682 939 | 1 632 160 |
| Immobilisations incorporelles | 13 846 | 12 494 |
| Immobilisations corporelles | 155 450 | 154 457 |
| Autres actifs | 390 011 | 394 054 |
| Comptes de régularisation | 780 236 | 546 378 |
| TOTAL | 61 596 297 | 53 232 979 |

| Hors-bilan | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| ENGAGEMENTS REÇUS | | |
| Engagements de financement | 555 808 | |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 555 808 | |
| Engagements de garantie | 108 455 | 104 384 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 108 455 | 104 384 |



| Passif | 1996 après répartition | 1996 avant répartition | 1995 avant répartition |
|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | 33 323 260 | 33 323 260 | 29 429 760 |
| A vue | 1 371 787 | 1 371 787 | 515 527 |
| A terme | 31 951 473 | 31 951 473 | 28 914 233 |
| Comptes créditeurs de la clientèle | 135 952 | 135 952 | 159 984 |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 6 157 | 6 157 | - |
| A vue | 6 157 | 6 157 | - |
| Autres dettes | 129 795 | 129 795 | 159 984 |
| A vue | 119 710 | 119 710 | 159 984 |
| A terme | 10 085 | 10 085 | - |
| Dettes représentées par un titre | 18 759 029 | 18 759 029 | 14 748 764 |
| Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables | 8 435 138 | 8 435 138 | 6 756 016 |
| Emprunts obligataires | 10 323 891 | 10 323 891 | 7 992 748 |
| Autres passifs | 725 101 | 725 101 | 584 988 |
| Comptes de régularisation | 728 700 | 303 045 | 268 008 |
| Provisions pour risques et charges | 231 206 | 231 206 | 241 154 |
| Provisions réglementées | 1 508 | 1 508 | 2 105 |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 110 000 | 110 000 | 110 000 |
| Dettes subordonnées | 264 475 | 264 475 | 776 468 |
| Capital souscrit | 1 915 450 | 1 915 450 | 954 962 |
| Primes d'émission | 11 069 | 11 069 | 679 449 |
| Réserves | 5 390 489 | 4 786 843 | 4 264 267 |
| Report à nouveau | 58 | 63 | 12 |
| Résultat de l'exercice | - | 1 029 296 | 1 013 058 |
| TOTAL | 61 596 297 | 61 596 297 | 53 232 979 |

| Hors-bilan | 1996 après répartition | 1996 avant répartition | 1995 avant répartition |
|---|---|---|---|
| ENGAGEMENTS DONNÉS | | | |
| Engagements de financement | | | |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit | 3 918 160 | 3 918 160 | 3 331 417 |
| Engagements en faveur de la clientèle | 15 572 134 | 15 572 134 | 13 393 987 |
| Engagements de garantie | | | |
| Engagements d'ordre d'établissements de crédit | 361 421 | 361 421 | 392 311 |
| Engagements d'ordre de la clientèle | 496 604 | 496 604 | 273 789 |

# Annexe aux comptes de Cetelem

*au 31 décembre 1996*

## 1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes de Cetelem ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit.

### A ▶ Evaluation et présentation des comptes

Les mêmes méthodes d'évaluation que pour l'exercice précédent ont été retenues.

Les changements de présentation intervenus sont mentionnés dans les notes de cette annexe relatives aux postes concernés.

### B ▶ Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement n° 89.01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Les éléments d'actif, de passif et de hors - bilan de Cetelem sont convertis en francs au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en francs au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises financés en francs, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

### C ▶ Créances sur la clientèle

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de provisions.

L'encours douteux se compose des échéances impayées et du capital restant dû des crédits dont le montant impayé dépasse trois échéances, ou pour lesquels les créances ont été rendues exigibles du fait de leur transmission au contentieux. Les dossiers correspondant à des plans de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers sont portés, depuis 1995, en encours douteux dès le deuxième impayé.

Les provisions sur les créances impayées ainsi que sur les créances ayant fait l'objet d'un réaménagement sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissant avec le nombre de mensualités impayées. Les taux retenus reposent sur une approche statistique du risque.

Le montant des crédits à la clientèle se trouve réduit des créances cédées dans le cadre des opérations de titrisation. Par contre, conformément à l'instruction de la Commission Bancaire 93-06, les droits sur l'attribution de tout ou partie du boni de liquidation de ces fonds figurent dans le poste «créances sur la clientèle».



### D ▶ Titres

Les opérations sur titres sont comptabilisées en fonction de la destination donnée aux titres lors de leur acquisition.

Les titres de placement, acquis avec un objectif de détention supérieur à 6 mois, sans que cet objectif implique une conservation jusqu'à l'échéance, sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Il n'est pas fait usage de la faculté d'étaler la différence (surcote ou décote) entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement en compte de résultat.

Conformément à la réglementation, les parts spécifiques émises par les fonds communs de créances qui supportent par priorité les risques de défaillance des débiteurs des créances constituant ces fonds entrent dans cette catégorie.

Les titres d'investissement correspondent aux titres acquis en vue d'une détention durable et en principe jusqu'à leur échéance, et pour lesquels il existe un financement par des ressources à caractère permanent et durablement affectées, ou une couverture du risque de taux.
Ces titres sont enregistrés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition.
La surcote ou la décote constatée à l'achat est amortie sur la durée de vie résiduelle du titre.
Les moins-values latentes éventuelles sur ces titres ne sont pas provisionnées.

Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées, inscrits ou non à la cote officielle, sont comptabilisés à leur valeur d'utilité, telle qu'elle a été établie lors de la réévaluation intervenue en 1978. Les titres acquis postérieurement au 31 décembre 1976 sont portés au bilan pour leur prix de revient. Lorsque la valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de l'écart constaté.

### E ▶ Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire ou le mode dégressif pour le matériel informatique.

Les durées d'amortissement retenues sont de :
- 4 ans maximum pour les logiciels
- 40 ans pour les constructions
- 8 ans pour les agencements et installations
- 10 ans pour le mobilier
- 4 ou 5 ans pour les autres immobilisations corporelles.

### F ▶ Provisions pour retraites

A la suite de l'accord professionnel du 13 septembre 1993 par lequel les banques françaises ont adhéré aux régimes généraux de retraite complémentaire gérés par l'ARRCO et l'AGIRC, Cetelem provisionne les engagements résultant de son affiliation à la Caisse de Retraite du Personnel des Banques (CRPB), chargée de servir aux retraités actuels, et à terme lorsqu'ils seront eux-mêmes en retraite, aux agents en activité au 31 décembre 1993, des compléments de pension s'ajoutant aux prestations qu'ils recevront du régime général.

Ces engagements ainsi que les autres engagements à la charge de Cetelem au titre de régimes surcomplémentaires sont évalués à la clôture de chaque exercice selon des hypothèses actuarielles.

### G ▶ Produits et charges d'exploitation bancaire

Les produits et charges bancaires sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis, aux exceptions principales suivantes :

- les frais d'émission des emprunts obligataires et l'impact des réaménagements des ressources et des emplois sont appréhendés immédiatement en résultat

- les indemnités de retard sur dossiers de crédit sont enregistrées en produit dès leur acquisition.

Les primes de remboursement des emprunts sont amorties de façon linéaire sur la durée des dits emprunts.

### H ▶ Commissions d'apport de dossiers de crédit

Les commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle sont assimilées à des frais généraux et classées en charges générales d'exploitation.

### I ▶ Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sur instruments financiers à terme, sont constituées pour l'essentiel de contrats d'échange de taux d'intérêts, de contrats de taux plafonds (CAPS) et d'options sur taux d'intérêts.

Pour les contrats classés dans la catégorie des opérations visant à couvrir de manière identifiée dès l'origine le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes, les charges et les produits relatifs à ces opérations sont enregistrés en résultat de manière symétrique et dans le même poste que les produits et charges de l'élément couvert.

Pour les autres contrats permettant de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêts , les charges et produits sont inscrits prorata temporis dans la rubrique «solde en perte (en bénéfice) des opérations sur instruments financiers».

## 2. NOTES SUR LE BILAN

### A ▶ Opérations en devises

La contre-valeur en francs des opérations en devises est de :

1818 millions de francs pour l'actif

1824 millions de francs pour le passif.

Ces opérations concernent l'achat de titres de participation ou d'entreprises liées en devises, les concours consentis à des filiales étrangères, le refinancement correspondant ainsi que les comptes de la succursale ouverte au Portugal en 1995.



### B ▶ Créances sur les établissements de crédit

Ces créances se décomposent comme suit :

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Comptes à vue | 243 642 | 122 724 |
| Comptes et prêts à échéance | 26 111 189 | 18 759 365 |
| Prêts subordonnés | 170 000 | 170 000 |
| Créances rattachées | 816 000 | 680 957 |
| **Total** | **27 340 831** | **19 733 046** |

L'incidence sur ce poste des opérations de titrisation est décrite en note D ci-après.

**Echéancier au 31 décembre (hors créances rattachées)**

*(en milliers de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | 26 524 831 | 3 856 253 | 3 164 203 | 12 949 375 | 6 555 000 |
| Dont créances subordonnées | 170 000 | | | 100 000 | 70 000 |

### C ▶ Créances sur la clientèle

Ce poste s'analyse de la façon suivante au 31 décembre 1996 :

*(en milliers de francs)*

| | Autres concours à la clientèle | Comptes ordinaires débiteurs | Total 1996 | Total 1995 |
|---|---|---|---|---|
| Encours sains | 27 242 101 | 2 584 | 27 244 685 | 26 402 477 |
| Encours douteux | 1 799 992 | – | 1 799 992 | 1 750 660 |
| Provisions | –1 270 928 | – | –1 270 928 | –1 233 269 |
| **Encours nets** | **27 771 165** | **2 584** | **27 773 749** | **26 919 868** |
| Créances rattachées | 231 461 | – | 231 461 | 251 108 |
| **Encours totaux** | **28 002 626** | **2 584** | **28 005 210** | **27 170 976** |

Ce poste comprend le prêt participatif consenti en 1994 à la Foncière de Cetelem pour 500 millions de francs.

L'incidence sur ce poste des opérations de titrisation est décrite en note D ci-après.

### D ▶ Cessions de créances dans le cadre des opérations de titrisation

*(en millions de francs)*

| | Date cession des créances | Montant cédé à l'origine | Cessions complé-mentaires de l'exercice | Cessions complémen-taires depuis l'origine | Capital restant dû au 31.12.96 | Boni au 31.12.96 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| NORIA 1 | juin 1994 | 2 186 | 1 551 | 3 324 | 2 044 | 113 |
| NORIA 2 | juin 1996 | 3 000 | 683 | 683 | 2 858 | 100 |
| ANTEE | novembre 1995 | 3 500 | 1 735 | 1 893 | 3 228 | 128 |
| **Total 1996** | | **8 686** | **3 969** | **5 900** | **8 130** | **341** |

En 1996, les fonds classiques CB4 et CB5 arrivés à expiration, ont été liquidés. Cette liquidation a généré la reprise des créances résiduelles dans Cetelem. Par ailleurs, un nouveau fonds rechargeable NORIA 2 a été créé.

Enfin Cetelem titrise depuis 1995 des crédits permanents.

A cet effet, une société financière ad hoc, Antée S.A., filiale de Cetelem, a été créée. Conformément à une convention cadre de subrogation, Antée acquiert quotidiennement auprès de Cetelem des créances représentatives des tirages sur les comptes permanents concernés. La première acquisition portant sur 3,5 milliards de francs a été refinancée au moyen de deux concours octroyés par Cetelem :

- un dépôt d'espèces, nanti au profit d'Antée, de 3 milliards de francs constitutif d'une créance titrisée auprès du fonds EOS 1,

- une ouverture de crédit d'un montant plafond de 3 milliards de francs.

L'effet de cette opération sur les comptes de Cetelem au 31 décembre 1996 est le suivant :

- les «créances sur les établissements de crédit» comprennent un montant de 396 millions de francs correspondant à la partie utilisée de l'ouverture de crédit. Ce concours est nanti au profit d'Antée en garantie du paiement des créances subrogées. Le risque sur celles-ci est donc conservé par Cetelem à concurrence de ce montant.

- les « créances sur la clientèle » sont diminuées des montants figurant dans le tableau ci-dessus.

**Echéancier des encours sains au 31 décembre (hors créances rattachées)**

*(en milliers de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Total | 27 241 655 | 3 216 006 | 6 999 716 | 15 399 580 | 1 626 353 |

Les créances sur la clientèle ne sont pas éligibles au refinancement des Banques Centrales.



### E ▶ Titres

Analyse du portefeuille titres par activité (hors participations, activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées).

*(en milliers de francs)*

| Classement au bilan | Obligations et autres titres à revenu fixe | Actions et autres titres à revenu variable | Total 1996 | Total 1995 |
|---|---|---|---|---|
| Portefeuille de placement * | 105 521 | 204 191 | 309 712 | 879 707 |
| Portefeuille d'investissement | 1 200 926 | – | 1 200 926 | 1 318 001 |
| Créances rattachées | 188 920 | – | 188 920 | 131 570 |
| **Total** | **1 495 367** | **204 191** | **1 699 558** | **2 329 278** |
| **(*dont titres cotés)** | | | | **453 939** |

Aucun transfert entre catégories de portefeuille n'est intervenu au cours de l'exercice 1996.

La diminution du portefeuille de placement s'explique par le remboursement des parts subordonnées des fonds communs de créances CB4 et CB5 liquidés en 1996 et par le remboursement d'obligations arrivés à l'échéance.

Aucun titre d'investissement n'a été vendu avant l'échéance.

**Echéancier des obligations et autres titres à revenu fixe au 31 décembre (hors créances rattachées)**

*(en milliers de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Total | 1 306 447 | 31 647 | 311 182 | 170 520 | 793 098 |

**Actions et autres titres à revenu variable.**

Ce poste correspond aux parts spécifiques des fonds communs de créances destinées à supporter par priorité les risques de défaillance des débiteurs. La valeur actuelle de ces parts, tenant compte du risque de défaillance prévisible des débiteurs et mesurée au taux d'actualisation en vigueur lors de l'émission se trouve supérieure à la valeur comptable de souscription. En conséquence, aucune provision n'a été constituée au 31 décembre 1996.

**Participations, activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées**

*(en milliers de francs)*

| | Valeur nette au 31.12.1996 | dont titres cotés | dont titres non cotés | dont parts des établissements de crédit |
|---|---|---|---|---|
| Parts dans les entreprises liées | 1 682 939 | 8 102 | 1 674 838 | 1 654 940 |
| Participations et activité de portefeuille | 1 522 378 | 123 | 1 522 255 | 1 522 126 |
| **Total** | **3 205 317** | **8 225** | **3 197 093** | **3 177 066** |

La liste des filiales et participations et des principales sociétés dont Cetelem est l'associé indéfiniment responsable, figure en note 5E.

L'évolution des titres de participation, activité de portefeuille et parts dans les entreprises liées au cours de l'exercice est présentée ci-après :

*(en milliers de francs)*

| | Total | Parts dans les entreprises liées | Participations |
|---|---|---|---|
| Valeur brute au 31 décembre 1995 | 2 887 623 | 1 632 160 | 1 255 463 |
| Acquisitions de l'exercice | 317 957 | 50 813 | 267 144 |
| Cessions de l'exercice | –237 | –34 | –203 |
| Autres mouvements | | | |
| **Valeur brute au 31 décembre 1996** | **3 205 343** | **1 682 939** | **1 522 404** |
| Provisions au 31 décembre 1995 | 25 | | 25 |
| Dotations de l'exercice | 1 | | 1 |
| Reprises de l'exercice | – | | – |
| **Provisions au 31 décembre 1996** | **26** | | **26** |
| Valeur nette au 31 décembre 1995 | 2 887 598 | 1 632 160 | 1 255 438 |
| **Valeur nette au 31 décembre 1996** | **3 205 317** | **1 682 939** | **1 522 378** |

L'augmentation des «Parts dans les entreprises liées» est due principalement à la souscription au capital de la société Cetelem CR (République Tchèque) et à l'augmentation du capital des sociétés Cetelem Immobilier et Cetelem SFAC (Portugal)

L'augmentation des « Participations » est due principalement à l'acquisition de titres des sociétés Crédit Moderne Antilles, Crédit Moderne Guyane et Crédit Moderne Océan Indien ainsi que de titres de Finalion.

### F ▶ Immobilisations corporelles et incorporelles

*(en milliers de francs)*

| | Total | Immobilisations corporelles | Immobilisations incorporelles |
|---|---|---|---|
| Valeur nette au 31 décembre 1995 | 166 951 | 154 457 | 12 494 |
| Acquisitions de l'exercice | 17 387 | 15 777 | 1 610 |
| Cessions de l'exercice | –4 422 | -4 194 | –228 |
| Variation nette des amortissements | –10 620 | -10 590 | –30 |
| **Valeur nette au 31 décembre 1996** | **169 296** | **155 450** | **13 846** |

### G ▶ Autres actifs

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Instruments conditionnels achetés | 78 507 | 95 554 |
| Etat, Impôts et taxes | 18 637 | 1 379 |
| Autres débiteurs divers | 292 867 | 297 121 |
| **Total** | **390 011** | **394 054** |



### H ▶ Comptes de régularisation actif

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Valeurs à l'encaissement | 73 149 | 58 491 |
| Primes de remboursement des emprunts obligataires | 32 663 | 37 109 |
| Charges payées d'avance | 36 642 | 32 316 |
| Produits à recevoir | 584 924 | 397 279 |
| Autres | 52 858 | 21 183 |
| **Total** | **780 236** | **546 378** |

Les produits à recevoir incluent les créances rattachées sur instruments de hors-bilan ainsi que la partie non affectée au compte de réserve des fonds communs de créances pour un montant de 195 millions de francs en 1996 (103 millions de francs en 1995).

### I ▶ Dettes envers les établissements de crédit

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Comptes à vue | 1 371 746 | 515 510 |
| Comptes et prêts à échéance | 31 858 381 | 28 844 687 |
| Dettes rattachées | 93 133 | 69 563 |
| **Total dettes envers les établissements de crédit** | **33 323 260** | **29 429 760** |

Echéancier au 31 décembre (hors dettes rattachées)

*(en milliers de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Total | 33 230 127 | 4 938 533 | 7 489 598 | 20 365 996 | 436 000 |

### J ▶ Dettes représentées par un titre

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Titres de créances négociables | 8 049 997 | 6 408 090 |
| Dettes rattachées | 385 141 | 347 926 |
| **Total titres de créances négociables** | **8 435 138** | **6 756 016** |
| Emprunts obligataires | 9 803 190 | 7 554 260 |
| dettes rattachées | 520 701 | 438 488 |
| **Total Emprunts obligataires** | **10 323 891** | **7 992 748** |
| **Total dettes représentées par un titre** | **18 759 029** | **14 748 764** |

En 1996, est arrivé à échéance l'emprunt obligataire Février 1988 (250 millions de francs) .Un emprunt obligataire, a échéance Avril 2008 a été émis pour 2,5 milliards de francs en Avril 1996.

Les primes de remboursement restant à amortir sur emprunts obligataires, sont classées à l'actif en comptes de régularisation (note 2.H).

Echéancier au 31 décembre (hors dettes rattachées)

*(en milliers de francs)*

| Durée restant à courir | Total bilan | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres de créances négociables | 8 049 997 | 1 888 000 | 1 077 199 | 2 951 700 | 2 133 098 |
| Emprunts obligataires | 9 803 190 | 1 246 130 | 389 510 | 1 667 550 | 6 500 000 |
| **Total** | **17 853 187** | **3 134 130** | **1 466 709** | **4 619 250** | **8 633 098** |

## K ▶ Autres passifs

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| État, Impôts et Taxes | 1 751 | 133 073 |
| Autres créditeurs divers | 723 350 | 451 915 |
| **Total** | **725 101** | **584 988** |

## L ▶ Comptes de régularisation passif

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Charges à payer | 242 099 | 264 305 |
| Produits perçus d'avance | 58 701 | 104 |
| Autres | 2 245 | 3 599 |
| **Total** | **303 045** | **268 008** |

Les charges à payer sont principalement constituées de charges générales d'exploitation ainsi que de dettes rattachées sur instruments de hors-bilan.

Les produits perçus d'avance sont notamment constitués de frais de dossiers et d'intérêts perçus lors du financement de certains crédits clientèle. Ils sont étalés sur la durée de ces derniers.

## M ▶ Provisions pour risques et charges

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Provisions pour charge de retraite | 109 236 | 109 976 |
| Provisions pour impôts différés | 103 746 | 91 446 |
| Autres provisions pour risques et charges | 18 224 | 39 732 |
| **Total** | **231 206** | **241 154** |

Comme en 1995, les impôts différés ayant leur origine en 1996 ont été valorisés en tenant compte de la contribution complémentaire de 10 %.

## N ▶ Fonds pour risques bancaires généraux

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Fonds pour Risques Bancaires Généraux | 110 000 | 110 000 |



## O ▶ DETTES SUBORDONNÉES

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Titres subordonnés remboursables | – | 500 000 |
| Autres emprunts subordonnés | 264 040 | 264 040 |
| Dettes rattachées | 435 | 12 428 |
| **Total** | **264 475** | **776 468** |

Les titres subordonnés correspondant à l'émission de 500 millions de francs, sont arrivés à échéance en Août 1996,

Les autres emprunts subordonnés ayant été souscrits par Cetelem auprès de la Compagnie Bancaire sont :

- 164,8 millions de francs échéance avril 1998 portant intérêt au taux TIOP 3 mois (Taux Interbancaire Offert à Paris) majoré de 0,475%.
- 99,2 millions de francs échéance septembre 1998 portant intérêt au taux TIOP 3 mois majoré de 0,565%.

Compte tenu de la clause de subordination, ces dettes subordonnées prennent rang après les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant les prêts participatifs accordés à la société et les titres participatifs émis.

## P ▶ Capitaux propres

### Capital et primes

Le Directoire du 27 novembre 1996, en vertu de l'autorisation de l'assemblée Générale du 23 mars 1995, a décidé de procéder à une augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission pour 679 millions de francs et par incorporation de réserves pour 278,2 millions de francs. Une attribution gratuite d'actions à hauteur de 1 action nouvelle pour 1 ancienne, entraînant la création de 21 271 483 actions d'une valeur nominale de 45 francs , a eu lieu à cette occasion.

Par ailleurs, en vertu d'une autorisation renouvelée par l'Assemblée Générale du 24 mars 1994 au Directoire, Cetelem attribue périodiquement aux salariés du groupe des options leur donnant droit à la souscription d'actions. En 1996 ont été ainsi attribuées 43 700 options soit après l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour une ancienne 87 400 options. Au 31 décembre 1996, la levée des options en cours à cette date entraînerait l'émission de 593 538 actions supplémentaires.

Les levées d'options en 1996 ont donné lieu à l'émission de 72 703 actions nouvelles, pour une valeur totale, prime d'émission incluse, de 13,9 millions de francs.

En définitive le capital social au 31 décembre 1996 a été porté à 1 915 450 110 francs, soit 42 565 558 actions entièrement libérées d'un montant nominal de 45 francs.

### Réserves

La variation des réserves s'explique comme suit :

*(en milliers de francs)*

| | 31.12.1995 | Affectation du capital de l'exercice 1995 | Réserves incorporées au capital | 31.12.1996 |
|---|---|---|---|---|
| Réserve légale | 62 705 | 32 791 | – | 95 496 |
| Réserve spéciale des plus-values à long terme | 6 129 | – | – | 6 129 |
| Réserve de réévaluation | 160 | – | – | 160 |
| Autres réserves | 4 195 273 | 768 002 | –278 217 | 4 685 058 |
| **Total** | **4 264 267** | **800 793** | **–278 217** | **4 786 843** |

## 3. NOTES SUR LE HORS-BILAN

### A ▶ Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sur instruments financiers à terme se décomposent comme suit :

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Opérations fermes | | |
| Opérations de gré à gré | | |
| • Contrats d'échange de taux, payeur taux fixe | 3 573 200 | 8 727 600 |
| • Contrats d'échange de taux, receveur taux fixe | 7 365 306 | 3 746 000 |
| Opérations conditionnelles | | |
| Opérations de gré à gré | | |
| • Achats d'options de taux | 300 000 | 300 000 |
| • Achats de contrats de taux plafond | 3 835 000 | 3 800 000 |
| Total | 15 073 506 | 16 573 600 |

### B ▶ Engagements de financement

Le poste «Engagement en faveur d'établissements de crédit» comporte un montant de 2 603 millions de francs correspondant à la partie non utilisée de l'ouverture de crédit en faveur d ' Antée (voir note 2.D).

### C ▶ Engagements sociaux

Les engagements sociaux définis pour les sociétés françaises par l'accord du Groupe de la Compagnie Bancaire ( indemnités de fin de carrière et régimes de retraite temporaire) et par le régime de retraite à prestations définies des cadres de Direction sont couverts globalement par des contrats souscrits par la Compagnie Bancaire auprès d'une Compagnie d'Assurance.

## 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### A ▶ Intérêts sur opérations avec la clientèle

Les produits dégagés par les opérations de crédit faites avec des partenaires dans le cadre de sociétés en participation sont inclus dans les intérêts et produits. Lorsque Cetelem est gérant de la société en participation, la quote-part du résultat de la SEP due au coassocié est inscrite dans les intérêts et charges.

### B ▶ Intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe

*(en milliers de francs)*

| Charges de l'exercice | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 177 453 | 1 123 532 |
| Titres et emprunts subordonnés | 25 440 | 49 882 |
| Total | 1 202 893 | 1 173 414 |



### C ▶ Revenus de titres à revenu variable

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Actions et autres titres à revenu variable | 282 810 | 154 607 |
| Participations | 72 637 | 66 113 |
| Parts dans les entreprises liées | 278 156 | 299 676 |
| Total | 633 603 | 520 396 |

### D ▶ Commissions

**Charges**

Les commissions enregistrées en charges ont été versées à des établissements de crédit et concernent principalement des commissions sur encaissement de valeurs.

**Produits**

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Opérations avec la clientèle | 59 710 | 79 956 |
| Prestations de services pour compte de tiers | 56 236 | 60 795 |
| Total | 115 946 | 140 751 |

### E ▶ Charges générales d'exploitation

**Charges de personnel**

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | 417 482 | 382 289 |
| Charges sociales | 172 734 | 168 041 |
| Charges fiscales | 43 583 | 40 191 |
| Charges de retraites | 39 599 | 35 020 |
| Participation | 8 588 | 19 370 |
| Intéressement | 31 380 | 28 380 |
| Total | 713 366 | 673 291 |

### F ▶ Solde en perte des corrections de valeur sur créances et du hors bilan

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Dotations aux provisions | 312 378 | 238 394 |
| Créances passées en perte sur l 'exercice | 264 056 | 339 925 |
| Reprises de provisions | –265 164 | –340 934 |
| Récupérations sur créances amorties | –25 557 | –19 787 |
| Charge du risque sur opérations de crédit | 285 713 | 217 598 |

La charge du risque de 1995 inclut l'effet de l'ajustement des coefficients de provisionnement pour tenir compte de l'évolution favorable du risque.

### G ▶ Solde en bénéfice des corrections de valeur sur immobilisations financières

*(en milliers de francs)*

| | Parts dans les entreprises liées | Participations | Solde en bénéfice de l'exercice 1996 | Solde en bénéfice de l'exercice 1995 |
|---|---|---|---|---|
| Plus-values et reprises | – | 146 | 146 | 28 259 |
| Moins-values et dotations | – | – | – | – |
| Solde | – | 146 | 146 | 28 259 |

### H ▶ Autres produits d'exploitation

**Produits d'exploitation non bancaire**

Sont enregistrées dans ce poste les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les compagnies d'assurance qui participent à la couverture des risques liés aux opérations de crédit, ainsi que les commissions provenant du placement auprès de la clientèle de produits d'assurance-vie ou de capitalisation.

### I ▶ Impots sur les sociétés

Cetelem est la société mère du groupe d'intégration fiscale constitué en 1989 entre Cetelem et Cofica. Ce groupe intègre actuellement le résultat de dix autres sociétés filiales.

La charge d'impôt de l'exercice s'analyse ainsi :

*(en milliers de francs)*

| | 1996 | 1995 |
|---|---|---|
| Impôts sur le résultat | 375 462 | 427 258 |
| Impôt différé | –14 890 | 16 620 |
| Total | 360 572 | 443 878 |

Le poste d'impôt différé se décompose en :

- Impôt différé actif calculé sur des produits étalés pour 28 506 milliers de francs,
- Impôt différé passif relatif aux provisions pour charges pour 13 616 milliers de francs.

### J ▶ Charges et produits sur exercices antérieurs

En 1996, les opérations relatives à des exercices antérieurs sont non significatives.



## 5. AUTRES INFORMATIONS

### A ▶ Informations relatives aux entreprises liées et aux entreprises ayant un lien de participation

*(en milliers de francs)*

| | Sociétés liées | Sociétés avec lien de participation |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Créances sur les établissements de crédit | 26 168 806 | 1 167 960 |
| Concours bancaires à la clientèle | 504 060 | – |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 402 002 | – |
| **PASSIF** | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 31 262 581 | 2 970 |
| Comptes créditeurs de la clientèle | 14 185 | – |
| Emprunts participatifs ou subordonnés | 264 040 | – |
| **HORS BILAN** | | |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit | 2 678 160 | 1 240 000 |
| Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit | 344 410 | 17 011 |

### B ▶ Effectif moyen du personnel

Les effectifs moyens en 1996 se décomposent comme suit :

| Employés | Gradés | Cadres | Total |
|---|---|---|---|
| 77 | 1273 | 416 | 1766 |

### C ▶ Proposition d'affectation des résultats

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires l'affectation suivante :

- Distribution d'un dividende de 10 francs par action, soit un total de 425 656 milliers de francs.
- Affectation du solde du bénéfice, soit 603 640 milliers de francs et du report à nouveau, soit 63 milliers de francs
  - à la réserve légale pour 96 048 milliers de francs
  - à la réserve provenant de la provision pour investissements libérée pour 597 milliers de francs
  - à la réserve facultative pour 507 000 milliers de francs
  - au report à nouveau pour 58 milliers de francs.

### D ▶ Identification de la société consolidante

Cetelem est consolidé par intégration globale dans les comptes de la Compagnie Bancaire ayant son siège, 5 avenue Kléber 75116 Paris.

## E ▶ Informations sur les filiales, participations et parts sociales

Filiales et participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de Cetelem.

*Au 31 décembre 1996 (en milliers de francs)*

| | Capital | Capitaux propres autres que le capital* | Quote-part du capital détenu en % du capital | Résultats du dernier exercice clos |
|---|---|---|---|---|
| **Renseignements détaillés** | | | | |
| **Filiales (détentions supérieures à 50 %)** | | | | |
| **Filiales françaises** | | | | |
| • Cofica<br>5 avenue Kléber, 75116 Paris | 298 858 | 1 504 697 | 99,92 % | 309 489 |
| • Fidem<br>5 avenue Kléber, 75116 Paris | 110 000 | 387 | 95,50 % | 15 972 |
| • Foncière de Cetelem (1)<br>5 avenue Kléber, 75116 Paris | 50 000 | 3 933 | 100,00 % | –10 965 |
| • Sofracem<br>5 avenue Kléber, 75116 Paris | 45 000 | 153 | 100,00 % | 1 691 |
| • Cetelem Immobilier<br>5 avenue Kléber, 75116 Paris | 25 000 | –9 | 95,16 % | 910 |
| **Filiales étrangères** | | | | |
| • Fimestic - Espagne<br>Calle Rétama 3 Torre Ejesur, 28004 Madrid | 143 892 | 31 847 | 95,00 % | non arrêté |
| • Fimestic Expansion - Espagne<br>Calle Rétama 3 Torre Ejesur, 28004 Madrid | 319 760 | 15 142 | 100,00 % | non arrêté |
| • Cetelem SFAC - Portugal<br>Rue Basilio Téles 24, 1000 Lisboa | 67 000 | –16 749 | 70,00 % | non arrêté |
| **Participations (détentions comprises entre 10 et 50 %)** | | | | |
| **Participations françaises** | | | | |
| • Cofidis<br>64 rue du Rocher, 75008 Paris | 240 255 | 842 362 | 15,00 % | non arrêté |
| • Cofinoga<br>66 rue des Archives, 75003 Paris | 597 678 | 591 744 | 49,00 % | non arrêté |
| • Covefi<br>64 rue du Rocher, 75008 Paris | 80 000 | 8 934 | 34,00 % | non arrêté |
| • Crédit Moderne Antilles<br>Angle rue F. Fresneau et bld Marquizat de Houëlbourg<br>ZI Jarry, 97122 Baie de Mahault | 60 000 | 38 447 | 49,00 % | non arrêté |
| • Crédit Moderne Guyane<br>Route de Baduel - Les "Hélioconias", 97300 Cayenne | 14 538 | 19 430 | 40,00 % | non arrêté |
| • Crédit Moderne Océan Indien<br>47 chemin Tessan, 97490 Sainte Clotilde | 28 599 | 42 045 | 40,00 % | non arrêté |
| • Facet<br>80 boulevard du Mandinet, 77185 Lognes | 103 815 | 370 228 | 38,85 % | 152 612 |
| • Finalion<br>Le Baudran, 28 Villa Baudran, 94110 Arcueil | 50 000 | 38 442 | 49,00 % | non arrêté |
| • Société Paiement Pass<br>1 place Mendès France, 91066 Evry | 276 804 | 303 584 | 40,01 % | non arrêté |
| **Participations étrangères** | | | | |
| • Findomestic - Italie<br>Via Jacopo da Diacetto 48, 50123 Firenze | 281 178 | 139 512 | 26,32 % | non arrêté |

Pour les filiales et participations étrangères, les capitaux propres ont été convertis au cours d'arrêté et les résultats au cours moyen annuel.
* non compris les résultats de l'exercice
(1) cette filiale est inscrite dans le poste "immobilisations corporelles"



| | Valeur comptable des titres détenus brute | Valeur comptable des titres détenus nette | Prêts et avances consentis par la société et non remboursés | Montant des cautions et avals fourni par la société | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|---|---|---|---|---|---|
| **Renseignements globaux concernant toutes les filiales et participations** | | | | | |
| Filiales françaises (2) | 1 209 019 | 1 209 018 | 1 995 595 | 811 748 | 277 943 |
| Filiales étrangères | 573 920 | 573 920 | – | 40 295 | – |
| Participations françaises | 1 390 736 | 1 390 711 | 100 188 | 17 011 | 68 341 |
| Participations étrangères | 131 668 | 131 668 | 943 044 | – | 4 295 |

**Listes des sociétés dont Cetelem est associé indéfiniment responsable**

**Sociétés en nom collectif**

| | |
|---|---|
| • Cetelem Expansion | 20 avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret |
| • Clariance | 5 avenue Kléber, 75116 Paris |
| • Cofiplus | 5 avenue Kléber, 75116 Paris |
| • Echat 9 - snc | 5 avenue Kléber, 75116 Paris |
| • Soservi | 5 avenue Kléber, 75116 Paris |

**Groupements d'intérêt économique**

| | |
|---|---|
| • Neuilly Gestion | 20 avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret |
| • Neuilly Contentieux | 20 avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret |
| • GEP de la Compagnie Bancaire | 5 avenue Kléber, 75116 Paris |
| • GAM de la Compagnie Bancaire | 5 avenue Kléber, 75116 Paris |
| • Technologies Expansion | 20 avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret |
| • Aurore | 20 avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret |
| • Echangeur GEIE | 66 rue des Archives, 75003 Paris |
| • Cetelas GIE | 66 rue des Archives, 75003 Paris |

(2) dont filiale inscrite dans le poste "immobilisations corporelles"

## Résultats financiers de la société

*au cours des 5 derniers exercices*

| | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|---|---|
| **CAPITAL EN FIN D'ANNÉE** | | | | | |
| • Capital social (en francs) | 458 327 475 | 618 072 030 | 627 049 620 | 954 961 740 | 1 915 450 110 |
| • Nombre d'actions ordinaires existantes | 10 185 055 | 13 734 934 | 13 934 436 | 21 221 372 | 42 565 558 |
| • Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes | – | – | – | – | – |
| • Nombre maximal d'actions futures à créer | | | | | |
| par conversion d'obligations | – | – | – | – | – |
| par exercice de droits de souscription | 204 797 | 245 432 | 238 682 | 314 826 | 593 538 |
| **OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (en milliers de francs)** | | | | | |
| • Chiffre d'affaires hors taxes | 5 882 697 | 5 957 370 | 5 654 636 | 5 706 041 | 5 988 782 |
| • Bénéfice avant impôt, participation des salariés amortissements et provisions | 1 566 031 | 1 477 094 | 1 548 916 | 1 692 812 | 1 681 836 |
| • Impôt sur les bénéfices | 161 213 | 226 520 | 269 074 | 427 258 | 375 462 |
| • Participation des salariés due au titre de l'exercice | 14 109 | 12 066 | 11 700 | 21 102 | 10 000 |
| • Bénéfice après impôt, participation des salariés amortissements et provisions (2) | 711 591 | 865 160 | 926 806 | 1 013 058 | 1 029 296 |
| • Montant des bénéfices distribués | 101 851 | 274 699 | 139 344 | 212 214 | 425 656 |
| **RÉSULTAT DES OPÉRATIONS, RÉDUIT À UNE SEULE ACTION AJUSTÉE (1) (en francs)** | | | | | |
| • Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions (2) | 33,80 | 29,82 | 30,10 | 29,39 | 30,28 |
| • Bénéfice après impôt, amortissements et provisions (2) | 17,12 | 20,63 | 21,80 | 23,52 | 23,85 |
| • Dividende versé à chaque action | 2,50 | 6,67 | 3,33 | 5,00 | 10,00 |
| **PERSONNEL** | | | | | |
| • Nombre moyen de salariés au cours de l'exercice | 1 569 | 1 594 | 1 590 | 1 660 | 1 766 |
| • Montant de la masse salariale (en milliers de francs) | 338 464 | 350 798 | 361 092 | 388 747 | 423 115 |
| • Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.) (en milliers de francs) | 197 856 | 198 934 | 216 587 | 250 811 | 252 301 |

**(1) Opérations financières réalisées par la Société et coefficient d'ajustement :**

- *en 1992 : augmentation de capital de 450 657 270 F à 458 327 475 F consécutive*
  - au paiement du dividende en actions (126 780 actions à 45 F)
  - à la levée de 43 669 options (nominal 45 F)

  Tous les titres ont été émis ou créés - jouissance 1er janvier 1992
- *en 1993 : augmentation de capital de 458 327 475 F à 618 072 030 F consécutive*
  - à la levée de 41 580 options (nominal 45 F)
  - au paiement du dividende en actions (81 546 actions à 45 F)
  - à l'attribution de 3 426 753 actions gratuites (nominal 45 F) par incorporation de réserves

  Tous les titres ont été émis ou créés - jouissance 1er janvier 1993
- *en 1994 : augmentation de capital de 618 072 030 F à 627 049 620 F consécutive*
  - à la levée de 19 023 options (nominal 45 F)
  - au paiement du dividende en actions (180 479 actions à 45 F)

  Tous les titres ont été émis ou créés - jouissance 1er janvier 1994
- *en 1995 : augmentation de capital de 627 049 620 F à 954 961 740 F consécutive*
  - à la levée de 68 909 options (nominal 45 F)
  - au paiement du dividende en actions (158 871 actions à 45 F)
  - à l'attribution de 7 059 156 actions gratuites (nominal 45 F) par incorporation de réserves
- *en 1996 : augmentation de capital de 954 961 740 F à 1 915 450 110 F consécutive*
  - à la levée de 72 703 options (nominal 45 F)
  - à l'attribution de 21 271 483 actions gratuites (nominal 45 F) par incorporation de réserves et de la prime d'émission.

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Coefficient d'ajustement** | 0,2500 | 0,3333 | 0,3333 | 0,5000 | 1,0000 |

(2) Compte non tenu des résultats consolidés de sa filiale Cofica.

cetelem

**Direction Générale :**
20 avenue Georges Pompidou,
92595 Levallois-Perret cedex
Téléphone 01 46 39 99 39

**Siège Social :**
5 avenue Kléber, 75116 Paris
Société anonyme à directoire
et conseil de surveillance
au capital de 1 915 450 110 francs
Registre du Commerce
Paris B 542 097 902

COMPAGNIE BANCAIRE

ROCH ET ASSOCIÉS - 00116251 - MARS 1997

Jacques de Fouchier, Président d'Honneur Fondateur de Cetelem, est décédé.

C'est pour nous tous une très grande peine que de voir s'éloigner, cette fois définitivement, celui qui au fil du temps, après avoir créé puis fortement orienté l'entreprise, ne lui avait jamais ménagé ses appuis, toujours importants, souvent décisifs.

Notre reconnaissance, il le savait, lui était absolument acquise, et sans borne. Elle le reste.

Nous continuerons de nous inspirer de ses leçons, tout particulièrement de celle-ci, qu'il condensait lors de son intervention, le 21 mars 1996, lors du dîner du cinquantenaire de la Compagnie Bancaire : « L'équipe prime l'idée. Ce qui prime dans l'équipe, c'est l'esprit ».

Grande leçon, à la fois par son exigence et par sa modestie, et que Jacques de Fouchier sut toujours lui-même mettre en œuvre.

Jacques de Fouchier était légitimement fier de la Compagnie Bancaire et des sociétés de son groupe.

Cetelem s'attachera, demain comme hier, à ne pas le décevoir.